

CONSEIL COMMUNAL DU 7 MAI 2018
GEMEENTERAAD VAN 7 MEI 2018

REGISTRE
REGISTER

Présents	Vincent De Wolf, <i>Bourgmestre-Président/Burgemeester-voorzitter</i> ;
Aanwezig	Patrick Lenaers, Rik Jellema, Frank Van Bockstal, Colette Njomgang, Jean Laurent, Rik Baeten, Aziz Es, <i>Échevin(e)s/Schepenen</i> ; Eliane Paulissen, Bernard de Marcken de Merken, Jean-Luc Robert, André du Bus, Laurent Vleminckx, Françoise Carton de Wiart, Gisèle Mandaila, Rachid Madrane, Kathy Mottet, Christophe Gasia, Marie-Louise Servais, Josianne Pardonge, Virginie Taittinger, Christian De Beco, Arnaud Van Praet, John Buyani Ilungu, Imad Benarafa, Stéphane Van Vaerenbergh, Edoardo Traversa, Françoise de Halleux, Florence Pendeville, Barbara De Campos-Palermo, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> ; Annick Petit, <i>Chef de service/Diensthooft</i> .
Excusés	Marie-Rose Geuten, <i>Échevin(e)/Schepen</i> ;
Verontschuldigd	Françoise Bertieaux, Damien Gérard, Ahmed M'Rabet, Caroline Schickel, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> ; Christian Debaty, <i>Secrétaire communal/Gemeentesecretaris</i> .

Le point initialement 26 dans l'ordre du jour a été au point 2 en séance, il a donc pris cette place dans le registre.

Het punt dat oorspronkelijk punt 26 was in de agenda werd tijdens de bezitting behandeld in punt 2. Het heft dus die plaats gekregen in het register.

Le point initialement 27 de l'ordre du jour "Interpellation du groupe DÉFI relative à la cohabitation des habitants et du secteur Horeca dans le quartier Jourdan" a été vu en séance huis-clos car la réponse comporte des noms de commerces etterbeekoïses.

Het punt dat oorspronkelijk punt 27 was op de agenda "Interpellatie van de fractie DÉFI betreffende het samenleven van de inwoners en de horecasector in de Jourdanwijk" werd in zitting met gesloten deuren behandeld aangezien het antwoord namen van Etterbeekse handelszaken bevat.

Le débat relatif aux points 1 et 2 se trouve au point 1.
Het debat in verband met punten 1 en 2 bevindt zich onder punt 1.

Ouverture de la séance à 20:00
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

Secrétariat - Secretariaat

07.05.2018/A/0001 **Procès-verbal de la séance du conseil communal du 19.02.2018 – Approbation - report du 26/03/2018**

Le procès-verbal de la séance précitée, mis à disposition des membres du Conseil communal conformément aux dispositions de la Nouvelle loi communale et du

Règlement d'ordre intérieur, est approuvé à l'unanimité.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Gasia :

« Je vous remercie Monsieur le Bourgmestre.

Sans vouloir passionner les débats qui n'est d'ailleurs pas très passionnants pour l'assistance, je voudrais quand même dire que j'ai constaté avec plaisir une chose c'est que le débat a été repris dans le PV. J'en remercie le Secrétariat. Je sais que ce n'était pas simple car il n'y avait pas de micro et que donc la retranscription n'était pas aisée.

J'en reviens à différents éléments. Je vois dans le PV de la séance précédente que le PV de la séance du mois de février est approuvé à l'unanimité alors que j'avais quand même toujours une interrogation par rapport aux votes. Comme vous vous en souviendrez il y a eu une motion qui a été déposée par le Groupe PS qui a été cosignée par plusieurs groupes en séance et je vois que c'est acté dans le PV, que c'est pris en considération par les membres du Conseil communal, ce qui m'invite à penser qu'une cosignature est entérinée. Cela est d'autant plus logique que, souvenez-vous, j'avais moi-même déposé une motion quasi identique et cette motion, je l'ai retirée à partir du moment où il y avait une cosignature de la motion du groupe PS.

Lorsqu'il y a eu discussion concernant cette motion avec son exposé puis la prise en considération de l'amendement de la Liste du Bourgmestre, il y a eu un vote qui est intervenu sur cet amendement et vous aviez expliqué qu'il n'y avait pas lieu de revoter sur la motion en elle-même puisque c'était un amendement unique qui la remplaçait. Cela a déjà été appliqué par le passé. Je vous cite à cet égard que, dans le PV du 27.03.2017, la motion du groupe DÉFI concernant le problème des nuisances sonores a fait l'objet d'un amendement unique qui a été voté mais qui n'a pas donné lieu à un deuxième vote et le texte a été remplacé par l'amendement unique qui a fait l'objet de ce vote. Donc vous aviez en tant que président du Conseil communal mis en œuvre, au mois de février, ce qui se fait lorsqu'il y a un amendement unique qui donne lieu à un vote à savoir le fait que cela remplace la motion qui a été présentée et proposée. Avec cet élément, je ne vois pas comment on peut revenir en arrière pour déjuger ce qui l'a été, pour ne plus entériner ce qui a été voté. Il me semble que ça l'a été et je pense vraiment que ce serait une erreur, une faute de ne pas en tenir compte.

Maintenant, en ce qui concerne le fait que Monsieur Madrane souhaite retirer la motion qu'il avait présentée au mois de février, je vous rappelle de nouveau que pour nous, à partir du moment où elle est cosignée et que le conseil acte cette cosignature il n'y a pas de possibilité de retirer cette motion. Ou alors on considère qu'ici, au Conseil communal, on peut faire les choses autrement. Pour retirer une motion qui a été cosignée, il faut que tous les groupes qui l'ont cosignée soient d'accord de la retirer. Monsieur Madrane peut retirer ce que lui souhaite retirer mais la cosignature reste là, donc on ne peut pas retirer la motion.

Et troisième chose, il y a le fait que cette motion, a été examinée en séance et que le ROI prévoit que dès qu'une motion est examinée, il ne faut pas qu'elle soit votée mais examinée, on ne peut pas déposer la même motion dans un délai de 3 mois.

Manifestement, le Conseil n'est peut-être pas heureux que cet amendement soit passé,

je peux l'entendre. Tout comme je peux entendre aussi que, malgré le fait qu'il y ait un règlement, si l'ensemble du Conseil communal, à l'unanimité est favorable à ce qu'un point puisse néanmoins être abordé alors que techniquement le ROI ne le prévoit pas. Je serais d'avis que ce point puisse néanmoins être pris en considération puisque le Conseil est souverain. Tout ce qui viendrait en amont de cela me semble contraire aux règles qui sont applicables, et donc voilà la raison pour laquelle je ne souscris pas dans le fait de défaire ce qui a été fait lors du Conseil communal du mois de février. »

Le Bourgmestre prend la parole :

« Monsieur Gasia, les plaisanteries les plus courtes sont les meilleures. Je pense qu'on va joindre l'incident au fond et puisque vous avez mélangé la discussion sur le PV avec le fond même de la motion, je propose qu'on en termine de manière directe avec le tout maintenant. Je ne suis pas à titre personnel, et mon groupe non plus, d'accord avec votre version des faits.

Il est exact que le PV mentionne que vous avez co-signé la motion, c'est une erreur de plume parce qu'il n'y a pas eu de cosignature physique, vous le savez très bien ! La motion n'a pas été cosignée, c'est certain, ça n'est pas contestable. Vous avez dit verbalement que vous ne déposiez plus la vôtre et que vous vous joigniez à la motion parce qu'on allait pas faire 3 fois le débat. Il y a une erreur de plume en disant que c'est cosigné, ça a été approuvé par vous comme par le groupe Ecolo/Groen.

Je vous avais indiqué que Monsieur Madrane avait fait savoir qu'il voulait retirer la motion puisque l'amendement avait été voté mais pas la motion. Monsieur Madrane n'était pas présent au dernier conseil ce qui ne facilitait pas la discussion. Et je vous ai rappelé que l'article 29 du ROI, qui n'est que l'application d'une règle générale dans toutes les assemblées parlementaires, indique que lorsqu'on dépose un amendement, on vote d'abord sur l'amendement mais que le texte n'est voté que s'il est par la suite revoté à l'issue de l'amendement. Je n'ai pas déclaré que ce n'était pas la peine de revoter, je n'ai pas fait revoter et je l'ai fait de manière consciente, dans la mesure où j'étais conscient que le hasard des présences et des absences et des votes de groupe ne correspondaient pas à la volonté des uns et des autres. Et dès lors, j'ai interrompu ce vote et je n'ai pas fait voter sur le texte final et nous avons donc un amendement qui pend en l'air, et qui n'a pas été suivi d'un vote sur le texte tel qu'amendé. Raison pour laquelle Monsieur Madrane s'est manifesté après le Conseil et avant le Conseil précédent demandant le retrait, raison pour laquelle j'ai demandé que l'on passe au vote du point (page 13 du PV) et le Conseil communal du 19 février a bien décidé que l'on reporte la motion non amendée à aujourd'hui pour qu'elle soit inscrite à l'ordre du jour. C'est exactement ça qui s'est passé.

Je propose que nous ayons maintenant le débat sur le fond et qu'on en termine par un vote pour qu'on ait une intelligibilité de nos débats à cet égard. »

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Madrane :

« Merci Monsieur le Bourgmestre. Tout d'abord il me semble que l'auteur d'un texte peut déposer ou retirer le texte ou proposer la cosignature du texte s'il le souhaite.

Deuxième chose, l'analyse qui a été faite par Monsieur le Bourgmestre me semble exacte. On dépose un texte, le texte est amendé, il y a un vote sur l'amendement mais il n'y a pas de vote sur le texte amendé. Donc pour faire simple, retirons le texte initial, dont je suis l'auteur, texte que j'ai ouvert à la cosignature. S'il n'y a plus de texte, il

n'y a plus d'amendement, le point est retiré. Je redépose ce texte afin qu'il soit voté maintenant, c'est le texte initial du groupe PS, il est évidemment à nouveau ouvert à la cosignature et je propose que l'on vote maintenant sur ce texte, Monsieur le Bourgmestre, et que chacun se positionne. Qu'on arrête ces discussions de forme, c'est le fond qui est important. Le but est que le Conseil communal prenne position en âme et conscience sur les visites domiciliaires. »

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Van Praet :

« Je vous remercie Monsieur le Président.

Pour que ce soit clair pour le secrétariat, sur le point 1 de l'ordre du jour la LB demande qu'on puisse mettre en conformité le PV par rapport à l'erreur matérielle.

Sur le fond, Monsieur le Président, chers collègues, nous avons déjà eu des débats importants sur la 1ère motion relative aux visites domiciliaires. Depuis lors, un évènement assez important est intervenu puisque le Parlement bruxellois a adopté, le 16 mars dernier, une motion relative aux visites domiciliaires. Version légèrement différente que le texte dont nous débattons aujourd'hui, qui soutient évidemment la politique qui vise à faire de la Belgique une terre d'accueil, un état de droit, qui prend acte de la démarche de consultation du 1^{er} Ministre et qui invite le Parlement Fédéral à s'opposer au projet de loi en son contenu actuel.

Des partis de notre Conseil ont adopté ce texte et à cette occasion, le groupe MR, dont nous sommes le plus proche, s'est abstenu. En cohérence et pour les mêmes motifs nous formulerons, aujourd'hui, le même vote. L'abstention reste à ce jour la position la plus sereine et la plus cohérente dès lors que le projet de loi contre lequel est dirigé la présente motion n'est plus en débat au parlement fédéral. Le projet a été retiré de l'ordre du jour des travaux et à ce jour, il n'y a pas été réinscrit.

Pour mémoire, le Premier Ministre Charles Michel a entamé des consultations afin de revenir avec une proposition qui recueillera davantage l'assentiment de ceux qui ont émis des objections, notamment, au sein du groupe MR au niveau fédéral. En l'état, il nous paraît dès lors souhaitable de ne pas préjuger du projet qui sera finalement présenté aux députés fédéraux.

Notre groupe réaffirme, comme nous l'avons fait lors de nos premiers débats, son soutien à la politique humaine et ferme menée par le gouvernement fédéral en matière de migration. Il nous importe que la Belgique reste une terre d'accueil. Notre pays a, rappelons-le, accueilli près de 15.000 personnes en 2016, près de 13.000 personnes en 2017. Notre pays et le gouvernement actuel ont délivré plus de visas humanitaires que n'importe quel gouvernement précédent.

Il nous importe également que l'Etat de droit soit respecté et consacré. Il en va du respect des procédures légales encadrant l'asile et la régularisation des personnes, comme il en va de la garantie, pour celles-ci, des droits humains fondamentaux.

La LB s'abstiendra donc sur le vote du texte de la motion.

J'ai dit, Monsieur le Président. »

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Gasia :

« Je vous remercie Monsieur le Bourgmestre.

Je reviens bien entendu avec grand plaisir sur le fait qu'il y a un point de procédure qui n'a pas été tranché aujourd'hui, qui est, me semble-t-il, un élément important, c'est l'article 5 du ROI. Alors Monsieur le Président, j'aimerais connaître votre position concernant le 5^{ème} alinéa de cet article qui dit qu'il est interdit d'introduire une interpellation ou une motion moins de 3 mois après l'examen par le Conseil communal d'une interpellation ou d'une motion portant sur le même sujet. Vous êtes en train de vous saborder parce que, manifestement, il y a eu examen puisqu'il y a même eu un vote de l'amendement et je ne vois pas comment aujourd'hui vous pourriez soutenir que cet article ne s'applique pas. Je ne comprends pas la démarche qui est celle de Monsieur Madrane du Groupe PS et de la majorité puisque manifestement, on veut se mettre en porte à faux par rapport aux règles que vous-même avez édictés. Je voudrais connaître la position du Collège ou de l'administration par rapport à l'interprétation de l'article 5 qui me semble très clair en ce qui concerne son contenu.

Et après je voudrais, si les choses se poursuivent sereinement, faire part de la position du groupe DÉFI par rapport au fond de la motion. »

Le Bourgmestre prend la parole :

« Monsieur Gasia, un texte clair ne s'interprète pas, nous sommes d'accord là-dessus et ce texte est très clair. Lorsqu'on lit le texte, on parle d'une interpellation ou d'une motion qui a été examinée, et examiner signifie que le Conseil communal a examiné un texte et en a clôturé l'examen. Dans ce cas-ci, on n'a pas clôturé l'examen de ce texte.

Je vais maintenant demander que le Conseil communal vote sur l'application de cet article puisqu'il est souverain et est le parlement de notre commune. La proposition que je formule, c'est que nous votions que cet article ne s'applique pas en l'espèce à défaut d'avoir examiné jusqu'au bout, d'avoir tranché, par un vote définitif sur le texte, la motion antérieure. En d'autres mots, je propose que nous votions pour confirmer qu'il n'y a pas lieu en l'espèce d'appliquer l'article 5 puisque le texte n'a pas été examiné.

Je propose que nous passions au vote par groupe : pour que cela soit clair, si vous votez oui, cela veut dire qu'on estime que cet article ne s'applique pas au cas d'espèce.

LB : oui

PS : oui

Ecolo/Groen : oui

CDH : non

DÉFI : non

Nous pouvons maintenant entamer l'examen du fond. »

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Gasia :

« J'ai encore une question à poser au Conseil. Le Conseil pourrait-il de la même manière se prononcer sur la manière dont on doit cosigner un texte ? »

Le Bourgmestre prend la parole :

« Monsieur Gasia, pouvez-vous confirmer que vous avez cosigné un document ? C'est-à-dire apposer votre signature sur un document à côté de celle de Monsieur Madrane, oui ou non ? »

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Gasia :

« Non, Monsieur le Bourgmestre »

Le Bourgmestre prend la parole :

« La réponse est non. Vous avez dit verbalement que vous vous joigniez à un texte, ça c'est autre chose. Vous n'avez pas signé de document. »

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Gasia :

« Est-ce que je peux demander à mes collègues du groupe Ecolo, du groupe PS s'il n'y a pas eu de co-signature ? Si vous estimez qu'il n'y a pas eu de cosignature, je pense qu'il y a une quinzaine de textes qui ont été votés ces dernières années qui sont nuls. Vous êtes en train de demander des conditions physiques, matérielles qui sont actées par le Conseil. Et vous venez dire maintenant qu'il n'y a pas de signature physique. Demandons au Conseil, c'est lui qui a décidé, et c'est indiqué dans 2 PV ! Ne me dites que, dans les 2 PV, il y a une erreur. Si, dans le PV de mars que vous nous présentez aujourd'hui, le PV de février est adopté l'unanimité, vous ne savez pas revenir dessus. »

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Van Praet :

« Il faut apprendre à lire Monsieur le Chef de groupe, le PV du mois de février est reporté. C'est pour cette raison qu'il est resoumis aux votes aujourd'hui. »

Le Bourgmestre prend la parole :

« Monsieur Gasia, vous faites de la mauvaise procédure. Vous voulez pousser des conseillers communaux à faire autre chose que ce qu'ils veulent, ça n'est pas raisonnable. Il est clair qu'il n'y a pas eu de cosignature, il y a eu une erreur de plume au niveau du PV. On aurait dû écrire que tel et tel groupe s'était joint verbalement à la motion. C'est exactement ce qui s'est passé, il n'y a pas eu de co-signature. Les groupes se sont joints verbalement, vous ne savez pas le contester.

Si vous ne souhaitez pas intervenir sur le fond, je donne la parole à Madame Servais. L'incident de procédure est clos. On a voté sur ce point, on a indiqué que l'appréciation souveraine du Conseil communal était que l'article 5 dans son paragraphe 5 ne s'applique pas en l'espèce. »

Le Bourgmestre donne la parole à Madame Servais :

« Je vous remercie Monsieur le Bourgmestre. L'importante mobilisation avec la plateforme citoyenne est la plus belle opposition qui peut être apportée à ce projet de loi totalement disproportionné. Il est important pour nous que le Conseil communal ne soutienne pas ce projet de loi et le groupe Ecolo/groen souhaite se joindre à la motion proposée par le groupe PS. »

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Traversa :

« Conformément à ce qui avait été formulé par le passé par notre groupe, le groupe CDH va soutenir la motion, nous votons pour. »

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Gasia :

« Monsieur le Bourgmestre, je ne sais pas si ce que je vais dire a du poids puisque manifestement, ce que décide ce conseil peut se défaire facilement et ce qui se dit peut se contredire tout aussi facilement. Je suis outré de la procédure, je vous l'ai déjà dit et j'introduirai des recours auprès de qui de droit.

Maintenant sur le fond, nous avons bien entendu toujours soutenu cette motion et nous y sommes extrêmement favorables. Nous la soutenons, nous la votons, merci de l'acter. »

Proces-verbaal van de gemeenteraadszitting van 19.02.2018 – Goedkeuring - uitstel van 26/03/2018

Het verslag van de voormelde zitting, ter beschikking gesteld van de gemeenteraadsleden conform de bepalingen van de nieuwe gemeentewet en van het huishoudelijk reglement, werd met eenparigheid van stemmen goedgekeurd.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

De burgemeester geeft het woord aan de heer Gasia:

“Ik dank u, mijnheer de burgemeester.

Zonder de emoties hoog te willen doen oplaaien tijdens de debatten, die overigens niet erg boeiend zijn voor de aanwezigen, zou ik toch willen zeggen dat ik een ding met plezier heb vastgesteld, namelijk dat het debat werd opgenomen in het proces-verbaal. Ik wil het Secretariaat daarvoor bedanken. Ik weet dat het niet eenvoudig was want er waren geen microfoons en de retranscriptie was dus niet gemakkelijk.

Ik kom even terug op verschillende elementen. Ik zie in het proces-verbaal van de vorige zitting dat het proces-verbaal van de zitting van februari unaniem is goedgekeurd terwijl ik toch nog altijd vragen had in verband met de stemmingen. U zult zich misschien herinneren dat er een motie werd ingediend door de fractie PS. Die motie werd tijdens de zitting medeondertekend door verschillende fracties. Ik zie dat het daarvan akte wordt genomen in het proces-verbaal en dat er rekening mee gehouden wordt door de leden van de gemeenteraad. Dat wekt bij mij de indruk dat een medeondertekening bekrachtigd is. Dat is des te logischer omdat ik zelf een motie had ingediend die bijna identiek was en ik die motie heb ingetrokken op het moment dat er een medeondertekening was van de motie van de fractie PS.

Toen er een discussie heeft plaatsgevonden over die motie en er vervolgens rekening werd gehouden met het amendement van de Liste du Bourgmestre, heeft er een stemming plaatsgevonden over dat amendement en hebt u uitgelegd dat er geen reden toe was om opnieuw te stemmen over de motie zelf aangezien het een enig amendement was ter vervanging van de motie. Dat werd in het verleden al uitgelegd. In dat opzicht vermeld ik dat de motie van de fractie DéFI betreffende de geluidsoverlast in het proces-verbaal van 27.03.2017 het voorwerp heeft uitgemaakt van een enig amendement dat werd goedgekeurd, maar dat geen aanleiding heeft gegeven tot een tweede stemming. De tekst werd vervangen door het enig amendement dat het voorwerp heeft uitgemaakt van die stemming. U hebt als voorzitter van de gemeenteraad in februari dus gedaan wat er gebeurt wanneer een enig amendement aanleiding geeft tot een stemming, met name het feit dat dat amendement de motie die werd voorgesteld en voorgelegd vervangt. Met dat element begrijp ik niet hoe we kunnen de klok kunnen terugdraaien om terug te komen op een besluit dat werd genomen, om niet langer te bekrachtigen wat werd goedgekeurd. Volgens mij is dat gebeurd en ik denk echt dat het een fout zou zijn om daar geen rekening mee te houden.

Welnu, wat betreft het feit dat mijnheer Madrane de motie wil intrekken die hij heeft voorgesteld in februari, herinner ik u er opnieuw aan dat er voor ons geen

mogelijkheid is om die motie in te trekken vanaf het moment dat ze medeondertekend werd en dat de raad acte heeft genomen van die medeondertekening. Of anders is men hier in de gemeenteraad van mening dat men de dingen anders kan doen. Om een motie die medeondertekend werd in te trekken, moeten alle fracties die haar medeondertekend hebben ermee instemmen om haar in te trekken. Mijnheer Madrane kan intrekken wat hij wil, maar de medeondertekening blijft dus we kunnen de motie niet intrekken.

Ten derde is er het feit dat die motie tijdens de zitting onderzocht werd en dat het huishoudelijk reglement voorziet dat zodra een motie onderzocht wordt (ze moet niet gestemd, maar onderzocht worden), men diezelfde motie niet opnieuw kan indienen binnen een termijn van drie maanden.

De raad is er zichtbaar niet gelukkig mee dat het amendement werd goedgekeurd, dat kan ik begrijpen. Evenzo kan ik begrijpen dat ondanks het feit dat er een reglement is, een punt toch behandeld kan worden terwijl dat technisch gezien niet voorzien is in het huishoudelijk reglement als de volledige gemeenteraad er unaniem voorstander van is om dat punt toch te behandelen. Ik ben van mening dat dit punt toch in overweging genomen kan worden aangezien de raad soeverein is. Alles wat daarvoor zou komen lijkt mij in strijd met de regels die van toepassing zijn en dat is dus de reden waarom ik niet instem met het feit dat ongedaan gemaakt wordt wat beslist werd tijdens de gemeenteraad van februari.”

De burgemeester neemt het woord:

“Mijnheer Gasia, de kortste grappen zijn de beste. Ik denk dat we het tussengeskil bij de hoofdzaak gaan voegen en aangezien u de discussie over het proces-verbaal gecombineerd hebt met de inhoud van de motie stel ik voor dat we aan dat alles nu een einde maken. Persoonlijk ben ik het niet eens met uw versie van de feiten en mijn fractie is dat evenmin.

Het klopt dat het proces-verbaal vermeldt dat u de motie medeondertekend hebt, dat is een schrijffout aangezien er geen fysieke medeondertekening is geweest, dat weet u zeer goed! De motie werd niet medeondertekend, dat is zeker, dat lijkt geen twijfel. U hebt mondeling gezegd dat u uw motie niet meer indiende et dat u zich aansloot bij de motie omdat we het debat niet drie keer zouden doen. Er is een schrijffout gebeurd door te zeggen dat de motie medeondertekend is, dat werd goedgekeurd door u en door de fractie Ecolo/Groen.

Ik had u erop gewezen dat mijnheer Madrane had laten weten dat hij de motie wilde intrekken aangezien het amendement werd goedgekeurd, maar niet de motie. Mijnheer Madrane was niet aanwezig op de vorige gemeenteraad, wat de discussie niet gemakkelijker maakte. En ik heb u eraan herinnerd dat artikel 29 van het huishoudelijk reglement, dat slechts de toepassing is van een algemene regel in alle parlementaire vergaderingen, vermeldt dat wanneer men een amendement indient, men eerst stemt over het amendement, maar dat de tekst slechts goedgekeurd wordt als hij vervolgens opnieuw goedgekeurd wordt na afloop van het amendement. Ik heb niet verklaard dat het niet de moeite was om opnieuw te stemmen, ik heb niet opnieuw laten stemmen en ik heb dat bewust gedaan voor zover ik ervan bewust was dat het toeval van de aanwezigheden en de afwezigheden en de stemmen van de fracties niet overeenstemden met de wil van iedereen. En daarom heb ik die stemming onderbroken en heb ik de eindtekst niet laten stemmen. Daardoor hebben we een amendement dat in de lucht blijft hangen en niet gevolgd werd door een stemming over de tekst zoals die bij amendement werd gewijzigd. Om die reden heeft mijnheer Madrane van zich laten horen na de raad en voor de vorige raad met de vraag om de motie in te trekken. Om die reden heb ik gevraagd dat we overgaan tot de stemming van het punt (pagina 13

van de raad) en de gemeenteraad van 19 februari heeft wel degelijk beslist om de motie de niet bij amendement werd gewijzigd uit te stellen tot vandaag zodat die op de agenda zou worden gezet. Dat is exact wat er is gebeurd.

Ik stel voor dat we nu debatteren over de inhoud van de motie en dat we afsluiten met een stemming zodat we duidelijkheid hebben over onze debatten.”

De burgemeester geeft het woord aan de heer Madrane:

“Dank u, mijnheer de burgemeester. Allereerst denk ik dat de schrijver van een tekst zijn tekst mag indienen of intrekken of de medeondertekening van de tekst mag voorstellen als hij dat wil.

Ten tweede lijkt de analyse van mijnheer de burgemeester mij juist. Men dient een tekst in, de tekst wordt bij amendement gewijzigd, er is een stemming over het amendement maar er is geen stemming over de tekst die bij amendement werd gewijzigd. Laten we voor het gemak dus de oorspronkelijke tekst intrekken. Ik ben de schrijver van die tekst en ik heb hem opengesteld voor medeondertekening. Als er geen tekst meer is, is er geen amendement meer en wordt het punt ingetrokken. Ik dien deze tekst opnieuw in zodat die nu wordt goedgekeurd. Het is de oorspronkelijke tekst van de fractie PS. Uiteraard staat de tekst opnieuw open voor medeondertekening. Ik stel voor dat we onmiddellijk stemmen over deze tekst, mijnheer de burgemeester, en dat iedereen een standpunt inneemt. Laten we een einde maken aan de discussies over de vorm, het is de inhoud die telt. Het doel is dat de gemeenteraad naar eer en geweten een standpunt inneemt over de woonstbetredingen.”

De burgemeester geeft het woord aan de heer Van Praet:

“Ik dank u, mijnheer de voorzitter.

Opdat het duidelijk is voor het secretariaat: voor punt 1 op de agenda vraagt de LB dat het proces-verbaal verbeterd wordt wat de schrijffout betreft.

Wat de inhoud betreft, mijnheer de voorzitter, beste collega's, hebben wij al uitvoerig gedebatteerd over de eerste motie met betrekking tot de woonstbetredingen. Sindsdien heeft er een belangrijke gebeurtenis plaatsgevonden. Het Brussels Parlement heeft op 16 maart namelijk een motie betreffende de woonstbetredingen goedgekeurd. Het is een versie die een beetje verschilt van de tekst waarover wij vandaag debatteren, die vanzelfsprekend het beleid steunt dat van België een opvangland, een rechtstaat wil maken, die akte neemt van het initiatief tot overleg met de eerste minister en die het federaal parlement uitnodigt om zich te verzetten tegen het wetsontwerp met zijn huidige inhoud.

Partijen van onze raad hebben die tekst goedgekeurd en bij die gelegenheid heeft de fractie MR, waar wij het dichtste bij aanleunen, zich onthouden. Voor de coherentie en om dezelfde redenen zullen wij vandaag dezelfde stem geven. Onthouding blijft vandaag het meest serene en coherente standpunt gegeven het feit dat het wetsontwerp waartegen onderhavige motie gericht is niet langer het voorwerp van debat uitmaakt in het federaal parlement. Het ontwerp werd van de agenda gehaald en tot nu toe werd het er nog niet opnieuw op gezet.

Ter nadere informatie, eerste minister Charles Michel is gestart met overleg om terug te komen met een voorstel dat meer goedkeuring zal krijgen van degenen die bezwaren hebben geopperd, in het bijzonder binnen de fractie MR op federaal niveau. Op dit moment lijkt het ons dan ook wenselijk om niet vooruit te lopen op het ontwerp dat uiteindelijk zal worden voorgesteld aan de federale volksvertegenwoordigers.

Net zoals tijdens onze eerste debatten bevestigt onze fractie opnieuw dat ze het menselijke en vastberaden migratiebeleid van de federale regering steunt. Het is voor ons van belang dat België een opvangland blijft. Ons land heeft bijna 15.000 mensen

opgevangen in 2016 en bijna 13.000 in 2017. Ons land en de huidige regering hebben meer humanitaire visums uitgereikt dan elke andere voorgaande regering.

Het is voor ons ook van belang dat de rechtstaat gerespecteerd en bevestigd wordt.

Hetzelfde geldt voor de naleving van de wettelijke procedures met betrekking tot asiel en regularisatie van personen en voor de garantie van de fundamentele mensenrechten voor die mensen.

De LB zal zich dus onthouden bij de stemming over de motietekst.

Ik heb gesproken, mijnheer de voorzitter.”

De burgemeester geeft het woord aan de heer Gasia:

“Ik dank u, mijnheer de burgemeester.

Ik kom uiteraard met veel plezier terug op het feit dat er een procedurepunt is waarover vandaag geen beslissing werd genomen en het lijkt mij een belangrijk element: artikel 5 van het huishoudelijk reglement. Wel mijnheer de voorzitter, ik zou graag uw standpunt kennen over alinea 5 van dat artikel. Dat zegt dat het verboden is om een interpellatie of een motie in te dienen minder dan drie maanden nadat een interpellatie of een motie over hetzelfde onderwerp onderzocht werd door de gemeenteraad. U bent zichzelf tot zinken aan het brengen want er is overduidelijk een onderzoek geweest aangezien er zelfs gestemd is over het amendement. Ik begrijp niet hoe u er vandaag mee kunt instemmen dat dit artikel niet wordt toegepast. Ik begrijp de methode van mijnheer Madrane van de fractie PS en van de meerderheid niet aangezien men klaarblijkelijk wil ingaan tegen de regels die u zelf hebt uitgevaardigd. Ik zou het standpunt van het college of het bestuur willen kennen met betrekking tot de interpretatie van artikel 5, waarvan de inhoud mij heel duidelijk lijkt.

Als de dingen sereen voortgezet worden, zou ik nadien het standpunt van de fractie DéFI willen geven over de inhoud van de motie.”

De burgemeester neemt het woord:

“Mijnheer Gasia, een duidelijke tekst wordt niet geïnterpreteerd, daar zijn we het erover eens, en deze tekst is heel duidelijk. Wanneer men de tekst leest, heeft men het over een interpellatie of een motie die werd onderzocht en “onderzoeken” betekent dat de gemeenteraad een tekst heeft onderzocht en het onderzoek heeft afgesloten. In dit geval werd het onderzoek van de tekst niet afgesloten.

Ik ga nu vragen dat de gemeenteraad stemt over de toepassing van dit artikel aangezien hij soeverein is en het parlement van onze gemeente is. Het voorstel dat ik formuleer is dat we ervoor stemmen dat dit artikel in dit geval niet van toepassing is aangezien de tekst, de vorige motie, niet tot het einde onderzocht werd en er geen beslissing werd genomen met een definitieve stemming. Met andere woorden: ik stel voor dat we stemmen om te bevestigen dat er in dit geval geen reden toe is om artikel 5 toe te passen aangezien de tekst niet onderzocht werd.

Ik stel voor dat we overgaan tot de stemming per fractie. Opdat het duidelijk is: als u “ja” stemt, betekent dat dat u van mening bent dat dit artikel niet van toepassing is in dit geval.

LB: ja

PS: ja

Ecolo/Groen: ja

CDH: nee

DéFI: nee

Wij kunnen nu het onderzoek van de inhoud aanvatten.”

De burgemeester geeft het woord aan de heer Gasia:

“Ik wil de raad nog een vraag stellen. Zou de gemeenteraad zich op dezelfde manier kunnen uitspreken over de manier waarop men een tekst moet medeondertekenen?”

De burgemeester neemt het woord:

“Mijnheer Gasia, kunt u ons bevestigen dat u een document medeondertekend hebt? Dat wil zeggen uw handtekening zetten op een document naast de handtekening van mijnheer Madrane, ja of nee?”

De burgemeester geeft het woord aan de heer Gasia:

“Nee, mijnheer de burgemeester.”

De burgemeester neemt het woord:

“Het antwoord is nee. U hebt mondeling gezegd dat u zich aansloot bij een tekst, dat is iets anders. U hebt het document niet ondertekend.”

De burgemeester geeft het woord aan de heer Gasia:

“Mag ik aan mijn collega's van de fractie Ecolo en de fractie PS vragen of er geen medeondertekening is geweest? Als u van mening bent dat er geen medeondertekening is geweest, denk ik dat een vijftiental teksten die de afgelopen jaren gestemd zijn waardeloos zijn. U bent fysieke, materiële voorwaarden aan het vragen waarvan akte genomen wordt door de raad. En nu hebt u zonet gezegd dat er geen fysieke ondertekening is. Laten we het aan de raad vragen. Het is de raad die een beslissing heeft genomen en dat wordt vermeld in twee proces-verbalen! Zeg mij niet dat er in de twee proces-verbalen een fout is geslopen. Als in het proces-verbaal van maart dat u ons vandaag voorstelt het proces-verbaal van februari unaniem wordt goedgekeurd dan kunt u daar niet op terugkomen.”

De burgemeester geeft het woord aan de heer Van Praet:

“U moet leren lezen, mijnheer de fractieleider. Het proces-verbaal van de maand februari werd uitgesteld. Het is om die reden dat het vandaag opnieuw ter stemming wordt voorgelegd.”

De burgemeester neemt het woord:

“Mijnheer Gasia, u gaat niet juist te werk. U wilt gemeenteraadsleden pushen om iets anders te doen dat ze willen, dat is niet redelijk. Het is duidelijk dat er geen medeondertekening is geweest, er zit een schrijffout in het proces-verbaal. We hadden moeten schrijven dat die en die fractie zich mondeling hebben aangesloten bij de motie. Dat is exact wat er is gebeurd, er heeft geen medeondertekening plaatsgevonden. De fracties hebben zich mondeling aangesloten, dat kunt u niet tegenspreken. Als u niets wilt zeggen over de inhoud, dan geef ik het woord aan mevrouw Servais. Het tussengeschied wordt gesloten. We hebben gestemd over dit punt, we hebben aangetoond dat de soevereine beoordeling van de gemeenteraad was dat artikel 5 in paragraaf 5 niet van toepassing is in dit geval.”

De burgemeester geeft het woord aan mevrouw Servais:

“Ik dank u, mijnheer de burgemeester. De grote mobilisatie met het burgerplatform is de mooiste weerstand die geboden kan worden tegen dit wetsontwerp dat totaal disproportioneel is. Het is voor ons belangrijk dat de gemeenteraad dit wetsvoorstel niet steunt en de fractie Ecolo/Groen wenst zich dan ook aan te sluiten bij de motie die wordt voorgesteld door de fractie PS.”

De burgemeester geeft het woord aan de heer Traversa:

“In overeenstemming met wat onze fractie in het verleden al heeft gezegd, gaat de fractie CDH de motie steunen. Wij stemmen voor.”

De burgemeester geeft het woord aan de heer Gasia:

“Mijnheer de burgemeester, ik weet niet of wat ik ga zeggen van belang is aangezien hetgeen deze raad beslist klaarblijkelijk gemakkelijk ongedaan kan worden gemaakt en dat hetgeen wordt gezegd gemakkelijk tegengesproken kan worden. Ik ben verontwaardigd over de werkwijze, dat heb ik u al gezegd en ik zal ter bevoegder plaatsse beroep instellen.

Nu over de inhoud. Wij hebben deze motie uiteraard altijd gesteund en wij zijn dan ook grote voorstander. Wij steunen de motie, wij stemmen voor, gelieve daar akte van te nemen.”

07.05.2018/A/0002 **Motion du groupe PS d'Etterbeek concernant le projet de loi autorisant les visites domiciliaires - report du 26/03/2018**

Le Conseil communal,

Considérant le fait que la Commission de l'intérieur de la Chambre a examiné ce mardi 23 janvier 2018 le projet de loi qui autorise les visites domiciliaires en vue d'arrêter une personne en séjour illégal ;

Considérant le fait que la loi offre déjà aux forces de sécurité tout le loisir d'intervenir et de contrôler toute personne susceptible de nuire à l'ordre public ;

Considérant que le projet de loi vise à modifier la loi de telle sorte que les juges d'instruction soient placés dans la quasi obligation de permettre ces visites domiciliaires ;

Considérant que le domicile est inviolable selon l'article 15 de la Constitution, que les exceptions à l'inviolabilité du domicile sont strictissimes et que le juge d'instruction n'ordonne une perquisition que dans le cadre d'une infraction ou d'une instruction pénale et non d'une procédure administrative ;

Considérant que la Cour constitutionnelle, dans son récent arrêt 148/2017 du 21 décembre 2017 censure certaines dispositions de la loi Pot-pourri II, et annule précisément la possibilité de procéder à une perquisition via une mini-instruction en ces termes :

« En raison de la gravité de l'ingérence dans le droit au respect de la vie privée et dans le droit à l'inviolabilité du domicile, la Cour décide que la perquisition ne peut, en l'état actuel du droit de la procédure pénale, être autorisée que dans le cadre d'une instruction. Permettre la perquisition via la mini-instruction dans le cadre de l'information sans prévoir des garanties supplémentaires pour protéger les droits de la défense viole le droit au respect de la vie privée et le droit à l'inviolabilité du domicile » ;

Considérant que ce raisonnement s'applique *a fortiori* dans le cadre d'une procédure

administrative ;

Considérant que le projet de loi stigmatise les personnes en situation de séjour illégal en supprimant les droits de la défense les plus fondamentaux et en assimilant une procédure administrative à une procédure pénale ;

Considérant que le droit au respect de la vie privée et le droit à l'inviolabilité du domicile sont des principes fondamentaux ;

Considérant que la commune d'Etterbeek a démontré à plusieurs reprises qu'elle est une terre d'accueil et de liberté en mettant à la disposition de personnes en séjour illégal un bâtiment privé réquisitionné ;

Le Conseil communal, réuni le lundi 19 février 2018 :

INVITE le Parlement fédéral à rejeter le projet de loi autorisant les visites domiciliaires en vue d'arrêter une personne en séjour illégal ;

INVITE le Gouvernement fédéral à reconsidérer sa position au regard des différents avis émis jusqu'à présent par le Conseil d'Etat, l'ordre des avocats, l'association syndicale de la magistrature et les différentes associations citoyennes (CNCN, Ligue des droits de l'Homme, Ciré ...).

Le Conseil communal est chargé de transmettre cette motion à M. Le Président de la Chambre, aux différents chefs de groupes parlementaires, à M. Le Premier Ministre, à M. Le Ministre de l'Intérieur et à M. Le Ministre de la Justice.

(pour la discussion, voir point 1)

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 13 votes positifs, 16 abstentions.

Abstentions : Vincent De Wolf, Patrick Lenaers, Frank Van Bockstal, Jean Laurent, Aziz Es, Eliane Paulissen, Bernard de Marcken de Merken, Jean-Luc Robert, Laurent Vleminckx, Josianne Pardonge, Virginie Taittinger, Christian De Beco, Arnaud Van Praet, Imad Benarafa, Stéphane Van Vaerenbergh, Florence Pendeville.

Motie van de fractie PS van Etterbeek betreffende het wetsontwerp dat huiszoekingen toelaat - uitstel van 26/03/2018

De gemeenteraad,

overwegende dat de Commissie voor Binnenlandse Zaken van de Kamer op dinsdag 23 januari 2018 het wetsontwerp onderzocht heeft dat huiszoekingen toelaat met het doel om een illegaal verblijvende persoon aan te houden;

overwegende dat de wet de veiligheidsdiensten al de mogelijkheid geeft om in te grijpen en elke persoon die de openbare orde zou kunnen verstoren te controleren;

overwegende dat het wetsontwerp de wet wil veranderen zodat de onderzoeksrechters nagenoeg verplicht zijn om die huiszoekingen toe te laten;

overwegende dat de woning onschendbaar is volgens artikel 15 van de Grondwet, dat de uitzonderingen op de onschendbaarheid van de woning zeer strikt zijn en dat de onderzoeksrechter een huiszoeking enkel beveelt in het kader van een strafbaar feit of een strafonderzoek en niet in het kader van een administratieve procedure;

overwegende dat het Grondwettelijk Hof in zijn recente arrest 148/2017 van 21 december 2017 enkele bepalingen van de Potpourri II-wet censureert en meer bepaald de mogelijkheid om over te gaan tot een huiszoeking via een mini-onderzoek nietig verklaart met de volgende woorden:

“Vanwege de ernst van de inmenging in het recht op de eerbiediging van het privéleven en de onschendbaarheid van de woning beslist het Hof dat de huiszoeking, in de huidige stand van de regelgeving inzake de strafrechtspleging, enkel kan worden toegelaten in het kader van een gerechtelijk onderzoek. De huiszoeking via mini-onderzoek mogelijk maken in het kader van een opsporingsonderzoek zonder te voorzien in bijkomende waarborgen ter bescherming van de rechten van verdediging schendt het recht op eerbiediging van het privéleven en het recht op de onschendbaarheid van de woning.”

overwegende dat die redenering *a fortiori* van toepassing is in het kader van een administratieve procedure;

overwegende dat het wetsontwerp illegaal verblijvende personen stigmatiseert door de meest fundamentele rechten van verdediging te doen verdwijnen en door een administratieve procedure gelijk te stellen met een strafrechtelijke procedure;

overwegende dat het recht op eerbiediging van het privéleven en het recht op de onschendbaarheid van de woning fundamentele principes zijn;

overwegende dat de gemeente Etterbeek herhaaldelijk laten zien heeft dat ze gastvrijheid en vrijheid hoog in het vaandel draagt door een opgeëist privégebouw ter beschikking te stellen van illegaal verblijvende personen;

De gemeenteraad, bijeengekomen op 19 februari 2018:

VERZOEKT het federaal parlement om het wetsontwerp dat huiszoekingen toelaat met het doel om een illegaal verblijvende persoon aan te houden te verwerpen;

VERZOEKT de federale regering om haar standpunt opnieuw in overweging te nemen in het licht van de verschillende adviezen van de Raad van State, de Orde van Advocaten, de Association Syndicale de la Magistrature en de verschillende burgerverenigingen (CNCD, Ligue des droits de l'Homme, Ciré...).

De gemeenteraad heeft de taak om deze motie te bezorgen aan de voorzitter van de Kamer, aan de verschillende leiders van de parlementaire fracties, aan de eerste minister, aan de minister van Binnenlandse Zaken en aan de minister van Justitie.

(voor de discussie, zie punt 1)

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 13 positieve stemmen, 16 onthoudingen.

Onthoudingen : Vincent De Wolf, Patrick Lenaers, Frank Van Bockstal, Jean Laurent, Aziz Es, Eliane Paulissen, Bernard de Marcken de Merken, Jean-Luc Robert, Laurent Vleminckx, Josianne Pardonge, Virginie Taittinger, Christian De Beco, Arnaud Van Praet, Imad Benarafa, Stéphane Van Vaerenbergh, Florence Pendeville.

07.05.2018/A/0003 **Procès-verbal de la séance du conseil communal du 26.03.2018 – Approbation**

Le procès-verbal de la séance précitée, mis à disposition des membres du Conseil communal conformément aux dispositions de la Nouvelle loi communale et du Règlement d'ordre intérieur, est approuvé à l'unanimité.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

Pour le point 44 « Motion du groupe Ecolo/Groen du Conseil Communal d'Etterbeek contre la privatisation de la banque Belfius et pour le développement de ses activités au service des collectivités locales, du secteur associatif et de l'économie locale », le vote portait sur la recevabilité de la motion et non sur le texte de la motion en lui-même.

Or dans le registre actuel, la lecture suppose que le vote est sur le texte de la motion même.

Cela sera corrigé dans le registre afin que la lecture soit claire et que le vote porte effectivement sur la recevabilité du texte.

Il sera écrit dans le registre « La motion est déclarée irrecevable par 12 votants POUR, 15 votants CONTRE pour 27 votants. »

29 votants : 29 votes positifs.

Proces-verbaal van de gemeenteraadszitting van 26.03.2018 – Goedkeuring

Het verslag van de voormelde zitting, ter beschikking gesteld van de gemeenteraadsleden conform de bepalingen van de nieuwe gemeentewet en van het huishoudelijk reglement, werd met eenparigheid van stemmen goedgekeurd.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

Voor punt 44 “Motie van de fractie Ecolo/Groen van de gemeenteraad van Etterbeek tegen de privatisering van de bank Belfius en voor de ontwikkeling van haar activiteiten ten dienste van de lokale overheden, het verenigingsleven en de lokale economie” had de stemming betrekking op de ontvankelijkheid van de motie en niet op de tekst van de motie zelf.

De interpretatie van het huidige register veronderstelt echter dat de stemming over de tekst van de motie zelf gaat.

Dat zal verbeterd worden in het register zodat het duidelijk is dat de stemming daadwerkelijk betrekking had op de ontvankelijkheid van de tekst.

In het register wordt het volgende opgenomen: “De motie wordt niet-ontvankelijk verklaard met 12 stemmen VOOR en 15 stemmen TEGEN voor 27 stemmen.”

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

Annick Petit est secrétaire de la séance / wordt secretaris van de zitting.

GRH - personnel communal - HRM - gemeentepersoneel

07.05.2018/A/0004 Personnel - Arrêté organique pour le personnel communal - Chapitre III : DU RECRUTEMENT - Modifications

Le Conseil communal,

Revu sa délibération du 26/05/1997 (réf. : 26.05.97/A/002) portant modification des arrêtés organiques pour le personnel administratif et technique, de la régie foncière, ouvrier et de maîtrise, de soins, d'assistance et parascolaire – enseignement non subventionné en vue de l'application de la charte sociale, rendue exécutoire par la lettre du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 04/09/1997 (réf. 005-97/11749-iv) ;

Vu en particulier l'article 12 du Chapitre III : DU RECRUTEMENT fixant les modalités au niveau de l'organisation des examens de promotion et de recrutement ;

Considérant qu'actuellement la validité des examens de recrutement est limitée à 3 ans avec une prorogation possible sur décision motivée par le Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Considérant que pour certains postes le nombre de lauréats est nettement supérieur au nombre d'emplois à conférer ;

Considérant que de ce fait certains agents déjà en fonction auprès de notre administration en tant qu'agent contractuel n'ont pas pu accéder à une nomination ;

Considérant que cette situation peut amener certaines frustrations auprès des agents et qu'il est dès lors difficile de les motiver à repasser les examens de recrutement ;

Considérant qu'il serait donc opportun de supprimer la limite de validité des examens de recrutement pour les fonctionnaires, les stagiaires et les agents contractuels en service auprès de la Commune ou le CPAS d'Etterbeek;

Considérant qu'il est, dès lors, nécessaire de modifier l'article 12 dudit statut ;

Considérant que le projet de la présente délibération a été soumis à la négociation avec les organisations syndicales représentatives ;

Vu les articles 100, 117 et 145 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

De modifier l'article 12 de l'Arrêté organique pour le personnel communal comme suit :

Article 12.

En vue du recrutement et des promotions du personnel, des examens sont organisés périodiquement.

Le programme minimum des épreuves et des matières de ces examens est déterminé par le Conseil communal, tenant compte du canevas fixé à l'annexe IV du présent arrêté. Il détermine, éventuellement, les épreuves éliminatoires. En ce qui concerne les emplois administratifs, ces examens seront organisés par l'administration communale tant pour les emplois à pourvoir au sein des services communaux qu'au sein des services du C.P.A.S.

Le Collège des Bourgmestre et Échevins fixe les sessions d'examens en fonction de l'évolution de la hiérarchie prévue au cadre et des besoins de ses services. Il détermine le délai d'introduction des candidatures. Celles-ci devront, en tout état de cause, être introduites au moins 30 jours avant le début des épreuves.

Il sera procédé à un appel public et/ ou interne selon le cas. En ce qui concerne le recrutement, les récipiendaires constitueront la réserve de recrutement ainsi qu'il est prévu ci-après. Cette réserve sera commune à l'Administration Communale et à l'administration du C.P.A.S. pour les emplois administratifs.

L'appel aux candidats précisera que les recrutements et les promotions sont destinés tant pour les besoins de l'Administration Communale que pour ceux du C.P.A.S. Le nombre d'emplois à conférer n'est pas communiqué.

Les candidats ayant satisfait aux examens de recrutement constituent une réserve de recrutement dans laquelle il sera puisé pendant une période de 3 ans à compter du 1er du mois qui suit la clôture du procès-verbal des épreuves (entérinement des résultats par le Collège Échevinal). Ladite réserve pourra, éventuellement, être prorogée sur décision motivée du Collège Échevinal. La liste des candidats de la réserve de recrutement sera tenue à disposition des deux autorités au Service GRH.

Chaque examen réussi par un membre du personnel de la Commune ou du CPAS, que ce soit dans le cadre d'un examen de recrutement ou de promotion, pourra être pris en considération pendant toute sa carrière.

Pour être maintenus dans cette réserve, les candidats doivent continuer à remplir les conditions prévues à l'article 9 supra au jour de leur engagement.

Le candidat qui ne répond pas à l'appel d'engagement qui lui est adressé est rayé d'office de cette réserve.

La réserve de recrutement est constituée en tenant compte des dispositions de l'article 5 - alinéa 1er des lois coordonnées des 3/08/1919 et 27/05/1947 relatives aux anciens combattants et assimilés.

Un nouvel examen ne pourra être organisé qu'après la période de 3 ans ci-dessus à

moins que la réserve de recrutement ne soit épuisée.

Les travaux des récipiendaires, avec les résultats détaillés, figurent au dossier des intéressés en cas d'admission définitive.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Personeel - Organiek besluit voor het gemeentepersoneel - Hoofdstuk III : OVER DE AANWERVING - Wijzigingen.

De gemeenteraad,

Herzien zijn beraadslaging van 26/05/1997 (ref. : 26.05.97/A/002) houdende wijziging van de organieke besluiten voor het administratief en technisch personeel, het personeel van de Regie van Graondbeleid, het werklieden-, meesterschaps-, verzorgings-, hulp-, buitenschools en niet-gesubsidieerd schoolpersoneel, met het oog op de toepassing van het sociaal handvest, uitvoerbaar geworden door het schrijven van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 04/09/1997 (ref. : 005-97/11749-iv);

Herzien in het bijzonder artikel 12 van Hoofdstuk III : OVER DE AANWERVING houdende vaststelling van de modaliteiten op niveau van de organisatie van de bevorderings- en aanwervingsexamens;

Overwegende dat momenteel de geldigheid van de aanwervingsexamens beperkt is tot 3 jaar met een mogelijke verlenging mits gemotiveerde beslissing van het Schepencollege;

Overwegende dat voor sommige betrekkingen het aantal laureaten aanzienlijk hoger ligt dan het aantal te bekleden betrekkingen;

Overwegende dat als gevolg hiervan sommige agenten, die al in functie zijn bij onze administratie als tijdelijk personeel, geen aanspraak hebben kunnen maken tot een benoeming;

Overwegende dat deze situatie kan leiden tot sommige frustraties bij het personeel en dat het dan zeer moeilijk is om hen te motiveren om opnieuw de aanwervingsexamens af te leggen;

Overwegende dat het opportuun zou zijn om deze geldigheidslimiet van de aanwervingsexamens af te schaffen voor de personeelsleden in vast verband, in stage en de tijdelijke agenten in functie bij het Gemeentebestuur of het OCMW van Etterbeek;

Overwegende dat het dan noodzakelijk is om artikel 12 van het huidig statuut te wijzigen;

Overwegende dat er over het ontwerp van deze beraadslaging onderhandeld werd met de representatieve vakbondsorganisaties waarvan het protocol in de bijlage opgenomen werd ;

Gelet op artikels 100, 117 en 145 van de nieuwe gemeentewet ;

BESLIST :

Om artikel 12 van het Organiek besluit voor het gemeentepersoneel te wijzigen als volgt :

Artikel 12

Voor de aanwerving en de bevorderingen van het personeel zullen periodieke toelatingsproeven georganiseerd worden.

Het minimumprogramma van de proeven en van de examenstof wordt door de Gemeenteraad vastgelegd rekening houdende met de basistabel vastgelegd in bijlage IV van het huidig besluit. Hij bepaalt, eventueel, de proeven die selecterend zijn. Voor wat de administratieve betrekkingen betreft, zullen deze examens georganiseerd worden door het Gemeentebestuur, zowel voor de te bekleden betrekkingen van de gemeentediensten, als in de diensten van het OCMW.

Het College van Burgemeester en Schepen bepaalt de tijdstippen van de examensessies volgens de evolutie van de door het kader voorziene hiërarchie en de behoeften van de diensten. Het stelt de termijn vast voor de indiening van de kandidaturen. Deze zullen, in ieder geval, minstens 30 dagen voor het begin van de proeven moeten ingediend worden.

Er zal overgegaan worden tot een openbare en/of interne vacature naargelang het geval. Voor wat betreft de aanwerving, zullen de examinand de wervingsreserve samenstellen zoals hierna voorzien. Deze reserve zal gemeenschappelijk zijn voor het gemeentebestuur en het bestuur van het OCMW voor de administratieve betrekkingen.

De oproep aan de kandidaten zal benadrukken dat de aanwervingen en bevorderingen bestemd zijn zowel voor het gemeentebestuur als voor het OCMW. Het aantal te bekleden betrekkingen wordt niet meegedeeld.

De kandidaten die geslaagd zijn voor de aanwervingsexamens komen in een wervingsreserve terecht waaruit geput zal worden gedurende een periode van 3 jaar te tellen vanaf de 1ste van de maand die op het afsluiten van het verslag van de proeven volgt (goedkeuring van de uitslagen door het College van Burgemeester en Schepenen). Genoemde reserve kan eventueel verlengd worden mits gemotiveerde beslissing van het Schepencollege. De lijst van de kandidaten van de wervingsreserve zal ter beschikking staan van de twee autoriteiten op de dienst Personeelsbeleid.

Elk examen geslaagd door een personeelslid van de Gemeente of van het OCMW, of het nu gaat over een aanwervings- of bevorderingsexamen, kan in aanmerking worden genomen gedurende zijn hele loopbaan.

Om in deze reserve te worden gehandhaafd, moeten de kandidaten blijven voldoen aan de vereisten gesteld bij artikel 9 hierboven op de dag van hun aanstelling.

De kandidaat die op de hem toegezonden aanstellingsoproep niet antwoordt, wordt ambtshalve uit deze wervingsreserve geschrapt.

De wervingsreserve wordt samengesteld rekening houdende met de bepalingen van artikel 5 – alinea 1 van de samengeordende wetten van 3/08/1919 en 27/05/1947 betreffende de oudstrijders en daarmee gelijkgestelden.

Een nieuw examen zal pas na een periode van de bovenvermelde periode van drie jaar tenzij de wervingsreserve uitgeput is.

De werken van de examinandi met de gedetailleerde uitslagen worden in het dossier van de betrokkene bewaard in geval van definitieve toelating.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen
Protocole.pdf, 201804261423.pdf

Christian Debaty est secrétaire de la séance / wordt secretaris van de zitting.

Mobilité - Mobiliteit

07.05.2018/A/0005 Règlement relatif à une intervention dans les frais de déplacement des membres du personnel (hors personnel enseignant)

Le Conseil Communal,

Vu le projet de règlement relatif à une intervention dans les frais de déplacement des membres du personnel joint en annexe,

Vu que ce règlement vise à mettre à jour les procédures concernant l'intervention dans les frais de déplacement des membres du personnel (hors personnel enseignant) ;

DECIDE :

D'approuver le règlement relatif à une intervention dans les frais de déplacement des membres du personnel (hors personnel enseignant).

Règlement relatif à une intervention dans les frais de déplacement des membres du personnel (hors personnel enseignant)

CHAPITRE Ier. - Champ d'application

Art. 1. Champ d'application

Le présent règlement est applicable aux membres du personnel communal y compris les membres du personnel du CPAS, à l'exclusion du personnel enseignant rémunéré par la Communauté française suivant les dispositions.

CHAPITRE II. - Déplacements domicile – travail

Art. 2. Droit à une intervention

Pour permettre aux membres du personnel visé à l'article 1er du Chapitre Ier d'effectuer chaque jour leurs déplacements de leur lieu de résidence principale¹ à leur lieu de travail, et inversement, il leur est octroyé une indemnité de déplacement domicile-travail pour les trajets effectués en transport en commun, en bicyclette, et à pied.

Art. 3. Transports en commun

Cette intervention s'élève à 100% des frais de transport pour les déplacements effectués avec les sociétés STIB, SNCB selon le système de tiers payant.

Les abonnements souscrits par convention permettent de combiner les différents moyens de transport en commun.

Cette intervention ne peut en aucun cas être cumulée avec l'intervention dans les frais de stationnement (carte « entreprise » ou « école »).

Si la résidence de départ de l'intéressé ne correspond pas à sa résidence principale¹, il ne peut en résulter de charges supplémentaires pour la commune. Le supplément éventuel qui résulte de ce déplacement incombe à l'intéressé.

Pour les membres du personnel qui entrent en service, le remboursement de leur titre de transport en commun sera également remboursé à 100%, en attendant l'obtention de leur abonnement dans le cadre des conventions souscrites.

Pour les membres du personnel qui utilisent les modes de transport des sociétés TEC et DE LIJN, leur titre de transport sera remboursé à 100%, selon les conditions du système de remboursement « hors-convention ».

Les déplacements en transports en commun se font en 2ème classe. Le supplément pour le transport de la bicyclette sur le train (billet vélo) n'est pas remboursé.

Le personnel qui, pour les besoins de leur fonction, sont amenés à utiliser les tickets « Collecto » après 00h00 dans leurs déplacements domicile-travail, peuvent obtenir le remboursement intégral de ces tickets, pour autant que le chef de service en atteste la nécessité professionnelle.

¹Résidence principale : le lieu où est domicilié le membre du personnel ou sa résidence principale telle que déclarée auprès de l'employeur, sous forme de déclaration sur l'honneur.

Art. 4. Utilisation de la bicyclette

Une indemnité est allouée, par kilomètre effectivement parcouru, au membre du personnel qui utilise la bicyclette pour effectuer ses déplacements de son lieu de résidence principale à son lieu de travail et inversement, avec un minimum de 500 mètres.

Cette indemnité est le montant maximum exonéré déterminé par l'article 38 §1, 14° a) du Code des impôts sur les revenus (CIR) 1992, tel que publié au Moniteur Belge, qui est de 0,23EUR/km au 01/09/2017. Ce montant est indexé.

Il n'est pas nécessaire que le parcours présenté soit le plus court, mais il doit être le plus indiqué pour les cyclistes, avec un intérêt particulier pour la sécurité.

L'utilisation de la bicyclette peut, de manière complémentaire, précéder ou être postérieure à l'utilisation des transports en commun. L'indemnité ne peut toutefois jamais être cumulée avec une intervention dans les frais de transports en commun pour le même trajet et au cours de la même période.

Cette intervention ne peut en aucun cas être cumulée avec l'intervention dans les frais de stationnement (carte « entreprise » ou « école »), sauf les parkings de dissuasion gérés par une institution publique.

Art. 5. Indemnité « piétons »

Une indemnité est allouée, par kilomètre effectivement parcouru, au membre du personnel effectuant principalement ses déplacements résidence principale – lieu de travail à pied, en trottinette, rollerblade ou assimilé, avec un minimum de 500 mètres. Cette indemnité est fixée à 0,20EUR/KM. Cette indemnité est accordée aux membres du personnel dont la distance à parcourir entre la résidence principale et le lieu de travail ne dépasse pas 3 kilomètres.

CHAPITRE III. - Modalités de l'intervention octroyée

Art. 6. Intervention dans les frais d'utilisation des transports en commun

§1. Pour les déplacements résidence principale-lieu de travail en transports en commun, l'intervention est octroyée selon les modalités prévues par les Conventions signées avec les différents opérateurs. Les renseignements concernant la procédure à suivre pour les nouvelles demandes et pour les renouvellements se trouvent auprès du service Mobilité de la commune, auquel il est rattaché.

§2. Pour les déplacements résidence principale - lieu de travail en transports en commun, qui n'entrent pas dans le cadre de ces conventions (déplacements occasionnels) ou qui sont fait par le membre du personnel en attendant l'obtention de l'abonnement octroyé conformément au §1 susmentionné, l'intervention dans les frais de transports en commun est subordonnée à la production du titre de transport nominatif ou sur base de la remise du coupon périodique de validation original à expiration de celui-ci (sont pris en charge uniquement les tickets de min. 10 voyages, les abonnements mensuels et annuels), d'une déclaration sur l'honneur et la fourniture de la preuve de paiement. L'intervention sera payée à l'expiration de la durée de validité du titre de transport et elle sera incluse dans le salaire du demandeur.

Les demandes sont à rentrer au plus tard un an après la période de validité de l'abonnement ou après la dernière utilisation du ticket 10 voyages.

Art. 7. Intervention dans les frais d'utilisation de la bicyclette

Pour les déplacements résidence principale - lieu de travail à bicyclette, l'intervention est payée contre remise du formulaire, disponible sur Intranet ou, auprès du secrétariat ou de la direction de l'établissement auquel il est rattaché, établi selon le modèle approuvé par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Le nombre total de kilomètres parcourus sera arrondi à l'unité supérieure.

La première introduction de ce formulaire est accompagnée d'une description de l'itinéraire emprunté ainsi que du kilométrage aller et retour que celui-ci comporte. Le choix de ce parcours est adapté aux spécificités propres aux déplacements à bicyclette, en particulier à celles que requiert la sécurité du cycliste dans la circulation.

Toute modification ultérieure de l'itinéraire fait l'objet d'une nouvelle description et d'une justification appropriée.

Seuls les trajets effectués jusqu'à 1 an avant la demande sont prix en compte. Les trajets antérieurs ne sont pas remboursés.

Art. 8. Indemnité « piétons »

L'indemnité pour les membres du personnel effectuant principalement leurs déplacements résidence principale-lieu de travail à pied, en trottinette, rollerblade ou assimilé est subordonnée à la production d'une déclaration sur l'honneur signée par le membre du personnel mentionnant que ce moyen de transport est principalement utilisé pour ses déplacements résidence principale - lieu de travail.

Le formulaire, qui est disponible sur Intranet ou auprès du secrétariat ou de la direction de l'établissement auquel il est rattaché, est établi selon le modèle approuvé par le Collège des Bourgmestres et Échevins.

Il devra être accompagné d'une description de l'itinéraire emprunté ainsi que du kilométrage aller et retour que celui-ci comporte. Toute modification ultérieure de l'itinéraire fait l'objet d'une nouvelle description et d'une justification appropriée.

L'indemnité sera calculée et remboursée en une seule fois sur base des justificatifs et des jours prestés durant l'année écoulée. Le nombre total de kilomètres parcourus sur l'année écoulée sera arrondi à l'unité supérieure.

Seuls les trajets effectués jusqu'à 1 an avant la demande sont pris en compte. Les trajets antérieurs ne sont pas remboursés.

CHAPITRE IV. - Dispositions finales

Art. 9. Abrogation

Le présent règlement annule et remplace, à la date du 1er janvier 2018, tout règlement antérieur et dispositions ayant le même objet, à l'exception des règlements spécifiques à l'intervention de l'employeur dans les frais de parking en voirie et de parkings de dissuasion.

Art. 10. Le présent règlement entre en vigueur le 1er janvier 2018

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Reglement betreffende een bijdrage in de verplaatsingskosten van personeelsleden (behalve onderwijzend personeel)

De gemeenteraad,

gelet op het ontwerp van het reglement betreffende een bijdrage in de verplaatsingskosten van personeelsleden dat hierbij gevoegd is;

overwegende dat dat reglement tot doel heeft om de procedures in verband met de bijdrage in de verplaatsingskosten van personeelsleden (behalve het onderwijzend personeel) bij te werken;

BESLIST

het reglement betreffende een bijdrage in de verplaatsingskosten van personeelsleden (behalve onderwijzend personeel) goed te keuren.

Reglement betreffende een bijdrage in de verplaatsingskosten van personeelsleden (behalve onderwijzend personeel)

HOOFDSTUK I – Toepassingsgebied

Artikel 1. Toepassingsgebied

Onderhavig reglement is van toepassing op de leden van het gemeentepersoneel, met inbegrip van de personeelsleden van het OCMW en met uitzondering van het onderwijzend personeel dat betaald wordt door de Franse Gemeenschap.

HOOFDSTUK II – Woon-werkverplaatsingen

Artikel 2. Recht op een bijdrage

Om ervoor te zorgen dat de personeelsleden bedoeld in artikel 1 van hoofdstuk I elke dag hun verplaatsingen tussen hun hoofdverblijfplaats¹ en hun werkplaats en omgekeerd kunnen doen, wordt hen een vergoeding voor woon-werkverkeer toegekend voor de afstanden die zij afleggen met het openbaar vervoer, met de fiets of te voet.

Artikel 3. Openbaar vervoer

De bijdrage bedraagt honderd procent van de vervoerskosten voor verplaatsingen met de maatschappijen MIVB en NMBS en dat volgens de derdebetalersregeling.

Abonnementen binnen overeenkomst maken het mogelijk om verschillende openbare vervoermiddelen te combineren.

De bijdrage kan in geen geval gecombineerd worden met de bijdrage in de parkeerkosten (bedrijfskaart of schoolkaart).

Als de vertrekplaats van de betrokkene niet dezelfde is als zijn hoofdverblijfplaats¹, kunnen daaruit geen bijkomende kosten voortvloeien voor de gemeente. De eventuele toeslag die voortvloeit uit die verplaatsing is voor rekening van de betrokkene.

Het vervoerbewijs voor het openbaar vervoer van personeelsleden die in dienst treden wordt ook volledig terugbetaald in afwachting dat ze hun abonnement krijgen in het kader van de overeenkomsten die gesloten werden.

Het vervoerbewijs van personeelsleden die gebruikmaken van de vervoermiddelen van de maatschappijen TEC en DE LIJN wordt volledig terugbetaald onder de voorwaarden van het systeem voor terugbetalingen “buiten overeenkomst”.

Verplaatsingen met het openbaar vervoer gebeuren in tweede klasse. De toeslag voor het vervoer van een fiets op de trein (fietsbiljet) wordt niet terugbetaald.

Personeelsleden die voor de uitoefening van hun functie gebruik moeten maken van “Collecto”-tickets na 24.00 uur voor hun woon-werkverplaatsingen krijgen die tickets volledig terugbetaald op voorwaarde dat het diensthoofd de professionele noodzakelijkheid ervan bevestigt.

¹ *Hoofdverblijfplaats: de plaats waar het personeelslid gedomicilieerd is of zijn hoofdverblijfplaats zoals verklaard aan de werkgever in de vorm van een verklaring op eer.*

Artikel 4. Gebruik van de fiets

Aan personeelsleden die gebruikmaken van de fiets voor hun verplaatsingen tussen hun hoofdverblijfplaats en hun werkplaats (en omgekeerd) wordt een vergoeding per afgelegde kilometer toegekend met een minimum van 500 meter.

Die vergoeding is het vrijgestelde maximumbedrag bepaald in artikel 38, §1, 14° a) van het wetboek van de inkomstenbelastingen (WIB) 1992 zoals gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad, met name 0,23 euro/km op 01/09/2017. Dat bedrag wordt geïndexeerd.

Het is niet noodzakelijk dat de afgelegde weg de kortste is, maar het moet de meest aangewezen weg voor fietsers zijn met bijzondere aandacht voor de veiligheid.

Het gebruik van de fiets mag aanvullend voorafgaan aan of volgen op het gebruik van het openbaar vervoer. De vergoeding mag echter niet gecombineerd worden met een bijdrage in de kosten voor openbaar vervoer voor hetzelfde traject tijdens dezelfde periode.

De bijdrage kan in geen geval gecombineerd worden met de bijdrage in de parkeerkosten (bedrijfskaart of schoolkaart), behalve voor ontradingsparkings die beheerd worden door een openbare instelling.

Artikel 5. Wandelvergoeding

Aan personeelsleden die hun verplaatsingen tussen hun hoofdverblijfplaats en hun werkplaats (en omgekeerd) hoofdzakelijk te voet, met de step, met inlineskates of gelijkaardige doen, wordt een vergoeding per afgelegde kilometer toegekend met een minimum van 500 meter.

Die vergoeding is vastgelegd op 0,20 euro/km. De vergoeding wordt toegekend aan personeelsleden voor wie de af te leggen afstand tussen de hoofdverblijfplaats en de werkplaats minder dan drie kilometer bedraagt.

HOOFDSTUK III – Regels voor de toekenning van de bijdrage

Artikel 6. Bijdrage in de kosten voor het gebruik van het openbaar vervoer

§ 1. Voor verplaatsingen tussen de hoofdverblijfplaats en de werkplaats met het openbaar vervoer wordt de bijdrage toegekend onder de voorwaarden die voorzien zijn in de overeenkomsten die gesloten werden met de verschillende operatoren. Inlichtingen in verband met de procedure voor nieuwe aanvragen en verlengingen kunnen verkregen worden bij de dienst Mobiliteit van de gemeente.

§ 2. Voor verplaatsingen tussen de hoofdverblijfplaats en de werkplaats met het openbaar vervoer die niet binnen het kader van die overeenkomsten vallen (occasionele verplaatsingen) of die door het personeelslid gedaan worden in afwachting dat hij zijn abonnement krijgt in overeenstemming met § 1, wordt de bijdrage in de kosten voor openbaar vervoer toegekend als het personeelslid een vervoerbewijs op naam kan voorleggen of als hij het originele vervoerbewijs bezorgt wanneer de geldigheidsduur ervan verlopen is (enkel tickets van minstens tien ritten, maandabonnementen en jaarabonnementen worden terugbetaald) samen met een verklaring op eer en het betalingsbewijs. De bijdrage wordt betaald wanneer de geldigheidsduur van het vervoerbewijs verlopen is en wordt terugbetaald met de wedde van de aanvrager.

Aanvragen moeten uiterlijk binnen een jaar na de geldigheidsperiode van het abonnement of na het laatste gebruik van de tienrittenkaart ingediend worden.

Artikel 7. Bijdrage in de kosten voor het gebruik van de fiets

Voor verplaatsingen tussen de hoofdverblijfplaats en de werkplaats met de fiets wordt de bijdrage toegekend als het personeelslid het formulier (beschikbaar op intranet, bij het secretariaat of bij de directie van de instelling) indient dat opgesteld werd volgens het model dat goedgekeurd werd door het college van burgemeester en schepenen.

Het aantal afgelegde kilometers wordt naar boven afgerond.

Wanneer het formulier voor de eerste keer ingediend wordt, moet er een beschrijving van de reisweg en van de kilometerafstand (heen en terug) bijgevoegd worden. De keuze van die reisweg is afgestemd op de specifieke kenmerken die eigen zijn aan verplaatsingen met de fiets, in het bijzonder wat de veiligheid van de fietser in het verkeer betreft.

Elke latere wijziging van de reisweg maakt het voorwerp uit van een nieuwe beschrijving en een rechtvaardiging.

Enkel afstanden die afgelegd werden tot een jaar voor de aanvraag worden in aanmerking genomen. Eerder afgelegde afstanden worden niet terugbetaald.

Artikel 8. Wandelvergoeding

Voor verplaatsingen tussen de hoofdverblijfplaats en de werkplaats te voet, met de step, met inlineskates of gelijkaardige wordt de vergoeding toegekend als het personeelslid een ondertekende verklaring op eer bezorgt waarin hij verklaart dat hij dat vervoermiddel hoofdzakelijk gebruikt zijn verplaatsingen tussen zijn hoofdverblijfplaats en werkplaats.

Het formulier (beschikbaar op intranet, bij het secretariaat of bij de directie van de instelling) wordt opgesteld volgens het model dat goedgekeurd werd door het college van burgemeester en schepenen.

Bij dat formulier moet een beschrijving van de reisweg en van de kilometerafstand (heen en terug) bijgevoegd worden. Elke latere wijziging van de reisweg maakt het voorwerp uit van een nieuwe beschrijving en een rechtvaardiging.

De vergoeding wordt in een keer berekend en terugbetaald op basis van de bewijsstukken en de dagen die gepresteerd werden tijdens het afgelopen jaar. Het aantal kilometers dat afgelegd werd tijdens het afgelopen jaar wordt naar boven afgerond.

Enkel afstanden die afgelegd werden tot een jaar voor de aanvraag worden in aanmerking genomen. Eerder afgelegde afstanden worden niet terugbetaald.

HOOFDSTUK IV – Slotbepalingen

Artikel 9. Opheffing

Onderhavig reglement vernietigt en vervangt vanaf 1 januari 2018 alle vorige reglementen en bepalingen met hetzelfde onderwerp, met uitzondering van de specifieke reglementen voor de bijdrage van de werkgever in de kosten voor parkeren op de openbare weg en de kosten voor ontradingsparkings.

Artikel 10. Onderhavig reglement treedt in werking op 1 januari 2018.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

Régie foncière - Collège A - Regie van grondbeleid - college A

07.05.2018/A/0006 **Régie Foncière – Marché par facture acceptée - Fixation des conditions – Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.**

Le Conseil Communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil Communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des concessions et en fixe les conditions ;

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal visé au

§ 1 pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 135.000,00 € ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que les décisions suivantes ont été prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Date : 22 mars 2018.

Objet : Entretien du jardin intérieur de l'îlot de la chaussée de Wavre, de la rue de l'Etang et de la rue Gray à 1040 Etterbeek – Travaux de jardinage dans divers jardins d'immeubles gérés par la Régie Foncière – Exercice 2018 - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 5.200,00 € - T.V.A. 21 % comprise.

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2018 de la Régie Foncière.

Date : 22 mars 2018.

Objet : Fourniture et livraison de dix extincteurs de 6 kg à poudre - Approbation de l'attribution et des conditions - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 1.210,00 € - T.V.A. 21 % comprise.

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2018 de la Régie Foncière.

Date : 29 mars 2018.

Objet : Recharge de cinq extincteurs à poudre ABC 6 kg - Approbation de l'attribution et des conditions - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 200,00 € - T.V.A. 21 % comprise.

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2018 de la Régie Foncière.

Date : 29 mars 2018.

Objet : Livraison d'une mono brosse duo speed et accessoires et d'un aspirateur à eau et poussières - Approbation de l'attribution et des conditions - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 3.500,00 € - T.V.A. 21 % comprise.

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2018 de la Régie Foncière.

DECIDE :

De prendre pour information, en application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins des 22 et 29 mars 2018 relatives à des marchés par facture acceptée dont le montant estimé ne dépasse pas 30.000,00 € H.T.V.A.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Regie van Grondbeleid – Opdracht door aanvaarde factuur - Vaststelling van de voorwaarden – Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund kiest en de voorwaarden ervan vaststelt ;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 135.000,00 € ;

Aangezien de beslissingen in dit kader door het College van Burgemeester en Schepenen genomen, ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering moeten medegedeeld worden ;

Aangezien de volgende beslissingen door het College van Burgemeester en Schepenen werden genomen.

Datum : 22 maart 2018.

Onderwerp: Onderhoud van de binnentuin van het huizenblok van de Waversesteenweg – de Vijverstraat en de Graystraat te 1040 Etterbeek – Onderhoud van verschillende tuinen van gebouwen beheerd door de Regie van Grondbeleid – Dienstjaar 2018 - Toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave : 5.200,00 € - B.T.W. 21 % inbegrepen.

Begrotingsartikel : 614.01 van de gewone begroting 2018 van de Regie van Grondbeleid.

Datum : 22 maart 2018.

Onderwerp: Leveringen van tien poedersnelblussers van 6 kg - Goedkeuring van de toewijzing en de voorwaarden - Toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave : 1.210,00 € - B.T.W. 21 % inbegrepen.

Begrotingsartikel : 614.01 van de gewone begroting 2018 van de Regie van Grondbeleid.

Datum : 29 maart 2018.

Onderwerp: Vulling van vijf poedersnelblussers ABC 6 kg - Goedkeuring van de toewijzing en de voorwaarden - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave : 200,00 € - B.T.W. 21 % inbegrepen.

Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting 2018 van de Regie van Grondbeleid.

Datum : 29 maart 2018.

Onderwerp: Levering van een duo speed eenschijfsmachine en toebehoren en een stofwaterzuigers - Goedkeuring van de toewijzing en de voorwaarden - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave : 3.500,00 € - 21 % B.T.W. inbegrepen.

Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting 2018 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST :

Kennis te nemen, in toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 en 29 maart 2018 betreffende de overheidsopdrachten met aanvaarde factuur waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 30.000,00 €.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

07.05.2018/A/0007 **Régie Foncière – Marché par procédure négociée sans publicité préalable - Fixation des conditions – Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.**

Le Conseil Communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil Communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des concessions et en fixe les conditions ;

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal visé au § 1 pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 135.000,00 € ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que la décision suivante a été prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Date : 22 mars 2018.

Objet : Immeuble sis 315 chaussée de Wavre – Travaux de façade – Arrêt de la procédure de passation par facture acceptée – Relance du marché par procédure négociée sans publication préalable - Approbation des conditions, du type de procédure et des firmes à consulter - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 41.596,51 € - T.V.A. 6 et 21 % comprises.

Article budgétaire : 243.01 du budget ordinaire 2018 de la Régie Foncière.

DECIDE :

De prendre pour information, en application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 22 mars 2018 relative à un marché par procédure négociée sans publicité préalable.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Regie van Grondbeleid – Opdracht bij onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Vaststelling van de voorwaarden – Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund kiest en de voorwaarden ervan vaststelt ;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 135.000,00 € ;

Aangezien de beslissingen in dit kader door het College van Burgemeester en Schepenen genomen, ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering moeten medegedeeld worden ;

Aangezien de volgende beslissing door het College van Burgemeester en Schepenen werden genomen :

Datum : 22 maart 2018.

Onderwerp: Gebouw gelegen 315 Waversesteenweg – Gevelwerken – Stozetten van de procedure van de overheidsopdrachten door aanvaarde factuur – Herbegin de opdracht bij onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Goedkeuring van de voorwaarden, de proceduretype en de firma's die geraadpleegd moeten worden - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave : 41.596,51 € - B.T.W. 6 en 21 % inbegrepen.

Begrotingsartikel : 243.01 van de gewone begroting 2018 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST :

Kennis te nemen, in toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 maart 2018 betreffende de overheidsopdracht bij onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

07.05.2018/A/0008 **Contrat de Quartier Durable « Chasse-Gray » - Démolition de 2 immeubles et construction d'un immeuble de 6 logements rue de l'Orient 7-9 à 1040 Bruxelles -**

Approbation des conditions et du type de procédure.

Le conseil communal,

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 36 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 9 mars 2017 relative à l'attribution du marché de conception pour le marché "Démolition de 2 immeubles et construction d'un immeuble de 6 logements rue de l'Orient 7-9 à 1040 Bruxelles" à R2D2 ARCHITECTURE SC SA, Rue Berthelot 130 à 1190 Forest ;

Considérant le cahier des charges N° RF/CQD/ORIENT 7-9 relatif à ce marché établi par l'auteur de projet, R2D2 ARCHITECTURE SC SA, Rue Berthelot 130 à 1190 Forest ;

Considérant que ce marché est divisé en lots :

- * Lot 1 (Architecture - Stabilité - Techniques spéciales), estimé à 1.329.720,32 € hors TVA ou 1.489.286,76 €, TVA comprise ;
- * Lot 2 (Installations culinaires), estimé à 31.633,20 € hors TVA ou 35.429,18 €, TVA comprise ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 1.361.353,52 € hors TVA ou 1.524.715,94 €, 12% TVA comprise, comprenant aussi la révision des prix et les règles « de minimis » (modifications limitées – article 38/4 de l'AR Exécution) ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure ouverte ;

Considérant que le projet global est subsidié par Service Public Régional de Bruxelles - Bruxelles Développement Urbain, rue du Progrès 80/1 à 1035 Ministère de la Région Bruxelles Capitale, et que cette partie est limitée à 843.000,00 € incluant les travaux, les études et la TVA ;

Considérant que le projet global est aussi subsidié par des charges d'urbanisme

d'Etterbeek, pour un montant de 572.600,00 € incluant les travaux, les études et la TVA ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2018, article 242-01 de la Régie Foncière ;

Sur proposition du collègue;

DECIDE :

Article 1er

D'approuver le cahier des charges N° RF/CQD/ORIENT 7-9, les plans et le montant estimé du marché "Démolition de 2 immeubles et construction d'un immeuble de 6 logements rue de l'Orient 7-9 à 1040 Bruxelles", établis par l'auteur de projet, R2D2 ARCHITECTURE SC SA, Rue Berthelot 130 à 1190 Forest. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 1.361.353,52 € hors TVA ou 1.524.715,94 €, 12% TVA comprise.

Article 2

De passer le marché par la procédure ouverte.

Article 3

De compléter et d'envoyer l'avis de marché au niveau national.

Article 4

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Article 5

De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget de l'exercice extraordinaire 2018, article 242-01 de la Régie Foncière.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Duurzaam Wijkcontract "Jacht-Gray" - Afbraak van 2 gebouwen en bouwen van een gebouw met 6 woningen gelegen Morgenlandstraat 7-9 te 1040 Brussel - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze.

De gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 36;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het besluit van het college van burgemeester en schepenen van 9 maart 2017 betreffende de gunning van de ontwerpopdracht voor de opdracht “Afbraak van 2 gebouwen en bouwen van een gebouw met 6 woningen gelegen Morgenlandstraat 7-9 te 1040 Brussel” aan R2D2 ARCHITECTURE SC SA, Berthelotstraat 130 te 1190 Vorst;

Overwegende dat in het kader van deze opdracht een bestek met nr. RG/DWC/MORGENLANDSTRAAT 7-9 werd opgesteld door de ontwerper, R2D2 ARCHITECTURE SC SA, Berthelotstraat 130 te 1190 Vorst;

Overwegende dat deze opdracht is opgedeeld in volgende percelen:

- * Perceel 1 (Architectuur - Stabiliteit - Speciale technieken), raming: 1.329.720,32 € excl. btw of 1.489.286,76 € incl. btw;
- * Perceel 2 (Keukeninstallaties), raming: 31.633,20 € excl. btw of 35.429,18 € incl. btw;

Overwegende dat de totale uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 1.361.353,52 € excl. btw of 1.524.715,94 € incl. 12% btw, die eveneens de prijsherziening en de minimis-regels (bepaalde wijzigingen – artikel 38/4 van het KB Uitvoering) omvat ;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de openbare procedure;

Overwegende dat het globale project gesubsidieerd wordt door de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel - Brussel Stedelijke Ontwikkeling - Vooruitgangstraat 80/1 te 1035 Brussel, en dat dit deel beperkt is tot 843.000,00 € met werken, studies en BTW inbegrepen ;

Overwegende dat het globale project ook gesubsidieerd wordt door stedenbouwkundige lasten van Etterbeek, voor een bedrag van 572.600,00 € met werken, studies en BTW inbegrepen ;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het buitengewone budget van 2018, op artikel 242-01 van de Regie van Grondbeleid ;

Op voorstel van het college;

BESLUIT :

Artikel 1

Goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. RG/DWC/MORGENLANDSTRAAT 7-9, de plannen en de raming voor de opdracht “Afbraak van 2 gebouwen en bouwen van een gebouw met 6 woningen gelegen

Morgenlandstraat 7-9 te 1040 Brussel”, opgesteld door de ontwerper, R2D2 ARCHITECTURE SC SA, Berthelotstraat 130 te 1190 Vorst. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 1.361.353,52 € excl. btw of 1.524.715,94 € incl. 12% btw.

Artikel 2

Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de openbare procedure.

Artikel 3

De aankondiging van de opdracht wordt ingevuld en bekendgemaakt op nationaal niveau.

Artikel 4

Deze beraadslaging met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

Artikel 5

De uitgave voor deze opdracht is voorzien in het buitengewone budget van 2018, op artikel 242-01 van de Regie van Grondbeleid.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

66 annexes / 66 bijlagen

300_ORI_180423_ARCHI_BORDEREAU_LOT02_FR.pdf,

300_ORI_180423_ARCHI_BORDEREAU_LOT01_NL.pdf, 12148 C. etterbeek - Orient-08-Fond.-pl-seP.pdf, 0461_ORI_EL_SCH.pdf, 300_ORI_180416_Feuille - 3 - Plans - Plannen du-van Rez-GVL+5, Toitures- Dakenplan & Coupe- Snedes AA, BB.pdf,

300_ORI_180423_ARCHI_CSC_LOT02_NL.pdf,

300_ORI_180423_ARCHI_METRE_DETAILLE_LOT01_FR.pdf,

300_ORI_180423_ARCHI_BORDEREAU_LOT01_FR.pdf, 300_ORI_180416_Feuille - 5 - Détails - Details.pdf, 0461_ORI_SA_CSC_NL.pdf, 12148 C. etterbeek - Orient-07-ht-1-pl-seP.pdf, 0461_ORI_EL_102-105.pdf, 0461_ORI_SA_99-102.pdf,

0461_ORI_EL_EST_180424.pdf, 12148 CDC NL C. Etterbeek - Orient.pdf,

0461_ORI_SA_103-106.pdf, 300_ORI_180423_ARCHI_CSC_LOT01_NL.pdf, Orient 7-9 - Clauses administratives.pdf, Liste des plans.pdf, 0461_ORI_AE_CSC_FR.pdf,

0461_ORI_AE_CSC_NL.pdf, 0461_ORI_HV_103-106.pdf, 12148 C. etterbeek - Orient-02-ht+4-pl-seP.pdf, 300_ORI_180416_Feuille - 4 - Facades & Axonométries - Gevels & Axonometriën.pdf, 0461_ORI_CV_MET_180412.pdf, 300_ORI_180416_Feuille - 2 -

Plans-Plannen du-van Sous-sol-Kelderverdieping, Rez-Gvl et Rez-Gvl+1, +2, +3, +4.pdf, 0461_ORI_CV_EST_180424.pdf, 12148 C. etterbeek - Orient-01-ht+5-pl-seP.pdf, 300_ORI_180423_ARCHI_BORDEREAU_LOT02_NL.pdf,

0461_ORI_AE_MET_180412.pdf,

300_ORI_180423_ARCHI_METRE_DETAILLE_LOT01_NL.pdf,

0461_ORI_EL_CSC_FR.pdf, C 443 ORIENT -PSSF- 2018.pdf,

0461_ORI_AE_EST_180424.pdf, 12148 C. etterbeek - Orient-09-Pieux-pl.pdf, 12148 Estimation financière C. Etterbeek - Orient 2018-04-16.pdf, 300_ORI_180416_Feuille - 1 - Plan & Coupe d'Implantation - Inplantingsplan & inplantingssnedes.pdf,

300_ORI_180423_ESTIMATION_GLOBALE_LOTS.pdf,

300_ORI_180423_ARCHI_METRE_DETAILLE_LOT02_FR.pdf,

0461_ORI_CV_CSC_FR.pdf, 0461_ORI_EL_CSC_NL.pdf, 12148 CDC FR C. Etterbeek - Orient.pdf, 12148 C. etterbeek - Orient-05-ht+1-pl-seP.pdf,

0461_ORI_EL_MET_180412.pdf, 0461_ORI_CV_CSC_NL.pdf,

0461_ORI_SA_CSC_FR.pdf, C 443 ORIENT-PSSN- 2018.pdf, 12148 Métré détaillé C.

Etterbeek - Orient FR-NL 2018-04-16.xlsm.pdf,
300_ORI_180423_ARCHI_CSC_LOT02_FR.pdf, 12148 C. etterbeek - Orient-04-ht+2-pl-seP.pdf, 0461_ORI_HV_99-102.pdf, Orient 7-9 - Avis de marché.pdf, 12148 Métré récapitulatif C. Etterbeek - Orient FR-NL 2018-04-16.pdf,
300_ORI_180417_ARCHI_ESTIMATION_LOT02_FR.pdf, 0461_ORI_EL_099-101.pdf,
0461_ORI_SA_EST_180424.pdf, 300_ORI_180423_Liste-doc-EXE.pdf, 12148 C.
etterbeek - Orient-06-ht rez-pl-seP.pdf,
300_ORI_180423_ARCHI_METRE_DETAILLE_LOT02_NL.pdf, Morgenlandstraat 7-9 - Aankondiging opdracht.pdf, 300_ORI_180423_ARCHI_CSC_LOT01_FR.pdf,
Morgenlandstraat - Adiministratieve clausulus.pdf,
300_ORI_180423_RECAP_GENERAL_LOT01_FR_NL.pdf,
0461_ORI_SA_MET_180417.pdf,
300_ORI_180417_ARCHI_ESTIMATION_LOT01_FR.pdf, 12148 C. etterbeek - Orient-03-ht+3-pl-seP.pdf

Animation et festivités - Animatie en Feestelijkheden

07.05.2018/A/0009 Convention d'occupation à titre temporaire - Parc du Cinquanteaire

Le Conseil communal,

Considérant qu'une convention d'occupation temporaire doit être établie entre la commune et la Régie des batiments pour l'occupation du parc du Cinquanteaire;

Considérant que le Marché médiéval se déroule au parc du Cinquanteaire;

DECIDE:

d'approuver les termes de la convention d'occupation temporaire tels que repris ci-dessous:

ENTRE

la **Régie des Bâtiments**, représentée par Monsieur L. Vrijdaghs, Administrateur général de la Régie des Bâtiments, dont les bureaux sont établis avenue de la Toison d'Or 87 boîte 2, 1060 Bruxelles, dénommée ci-après "**la Régie**",

et

la Commune d'Etterbeek, représentée par le secrétaire communal, Monsieur Debaty Christian et par l'Echevin de l'Animation, Monsieur Lenaers Patrick dont les bureaux sont établis Avenue d'Auderghem, 113 à 1040 Bruxelles, dénommé ci-après "**la commune**",

Article 1^{er}: Objet de la convention

La présente convention a pour objet la mise à disposition de la zone A du Parc du Cinquantenaire ci-après dénommé "**le bien**", lors d'un événement à destination purement familiale et festive, au demeurant récurrent depuis plusieurs années et qui se déroule à l'initiative de la commune d'Etterbeek.

Sur les trois jours, une moyenne de 80.000 personnes sont présentes.

Article 2 : Durée de la convention

Le bien est mis à disposition de la commune par la Régie des Bâtiments du mercredi 16 mai 2018 au lundi 21 mai 2018

Heures d'ouvertures au public:

- le vendredi 18 mai : de 16 h 00 à 22 h 00,
- le samedi 19 mai : de 10 h 00 à 22 h 00,
- le dimanche 20 mai : de 10 h 00 à 20 h 00.

Montages, démontages et nettoyages :

- le mercredi 16 mai : placement des groupes électrogènes, montage des deux tours médiévales sur l'esplanade du côté etterbeekois, (Le poids d'une tour est de 1200 kilos, elles sont lestées à des cuves IBC qui, au total, pèsent 2800 kilos. Le montage des tours sera contrôlé le jeudi 17 mai vers 14 h par l'organisme agréé BTV.), installation des hauts parleurs pour communiquer avec le public ;
- le jeudi 17 mai : les exposants montent leur stand, la commune monte ses chalets « accueil » et « info » ;
- le vendredi 18 mai : les exposants montent leur stand à 14 heures : visite des stands par le SIAMU ;
- le dimanche 20 mai : 20h : les exposants remballent leurs stands, démontage des tours médiévales, première phase de nettoyage du bien ;
- le lundi 21 mai : les derniers exposants quittent le bien, nettoyage à fond par l'utilisateur ;
- le mardi 22 mai : état des lieux avec un représentant de Bruxelles-Environnement.

Article 3 : Indemnités & frais

La commune paie une indemnité de **301** Euros pour l'établissement d'un dossier administratif dans le cadre de la présente convention, à verser sur le compte de la Régie des Bâtiments portant le numéro **IBAN** BE 12 6790 4505 6092, **BIC** PCHQBEBB, avec mention de la référence "Frais de dossier Marché médiéval d'Etterbeek".

La commune s'engage, **à ses frais**, à guider et à surveiller les participants.

La commune s'engage, **à ses frais**, à procéder au **nettoyage complet** des zones utilisées.

Etant donné qu'il s'agit clairement d'une activité communale, à vocation purement familiale, aucune indemnité forfaitaire n'est réclamée.

Article 4: Etat du bien et garantie

Le bien est mis à disposition dans l'état dans lequel il se trouve au moment de la mise en situation. A cet effet, un état des lieux d'entrée est dressé conjointement (Commune d'Etterbeek / Bruxelles-Environnement) le matin du mercredi 16 mai 2018.

Il est interdit de placer quoi que ce soit sur les sorties de secours des tunnels.

La commune s'engage, sous peine de paiement d'indemnités, à maintenir le bien sous sa propre surveillance et de le restituer dans le même état (nettoyé, débarrassé des sacs poubelle). Un état des lieux de sortie est dressé conjointement (Commune d'Etterbeek/Bruxelles-Environnement) le mardi 22 mai 2018.

La commune s'engage à réparer tous les dégâts directs ou indirects qui seraient dus à l'utilisation du bien.

Article 5: Responsabilités et assurance

Des fonctionnaires communaux sont sur place pendant toute la durée des heures d'ouverture officielle afin d'assurer le bon déroulement de l'événement.

La commune est elle-même responsable de l'obtention de tous les permis et autorisations qui sont réglementairement obligatoires et qui concernent l'organisation ou l'activité ou l'exploitation du bien.

La Régie et/ou son délégué a en tout temps accès au bien pour le visiter et pour contrôler l'utilisation faite du bien.

La commune est le gardien des lieux mis temporairement à disposition au sens de l'article 1384 alinéa 1^{er} du Code civil durant les périodes de mise à disposition.

La commune met en place dans le bien, sous sa responsabilité propre et exclusive, les installations techniques nécessaires au bon déroulement de son événement.

La Régie des Bâtiments n'a aucune responsabilité en matière de dommages aux personnes ou aux biens dans le cadre ou à l'occasion de la mise à disposition du bien.

La commune est la seule responsable de la gestion des participants ; elle prend aussi à sa charge toutes les responsabilités qui découleraient de sa qualité d'organisateur de l'événement, en cas d'incident ou accident touchant les participants ou les biens et survenant dans le cadre ou à l'occasion de l'utilisation du bien.

La commune gérera le bien mis à disposition en bon père de famille et veillera à ce qu'aucun dommage ne soit occasionné. Elle répond également de la sécurité à partir de la mise à disposition du bien.

Article 6: Conditions particulières d'occupation

En vue des modalités pratiques d'accès au bien et à la mise en place et de retrait des installations techniques ou autres, la commune prendra contact avec la personne de contact de la Régie des Bâtiments, in casu le Fonctionnaire dirigeant (tél.: 02/541/68/91/ gsm 0478/98 68 96)

Les conditions d'occupation suivantes sont particulièrement en vigueur :

a) Accès

La commune s'engage, à ses frais, à guider et à surveiller les participants.

b) Sécurité

La sécurité de l'événement est gérée par la zone de police Montgomery, assistée par les gardiens de la paix communaux.

En vue de la sécurité, tenant nécessairement en compte le niveau d'alerte 2, l'utilisateur s'est dûment concerté avec les services de Police concernés.

Un gardiennage privé de l'événement sera assuré par deux maîtres-chiens les vendredi et samedi soir de 22 h à 7 h du matin.

c) Nattoyage et commodités

La commune s'engage, à ses frais, à procéder au **nettoyage complet** du bien. A cet effet, un état des lieux de sortie est dressé conjointement (Commune d'Etterbeek / Bruxelles-Environnement) le mardi 22 mai 2018.

Article 7: Personnes de contact

En qualité de personne de contact qui veillera au strict respect de la présente convention (tant pendant les activités proprement dites que lors de la préparation sur place), est désigné par la commune :

Monsieur : Olivier Geurinckx
Adresse : Avenue d'Auderghem, 113
1040 Bruxelles
Téléphone : 02 / 627.23.23
E-mail : olivier.geurinckx@etterbeek.be

En qualité de *personne de contact de la Régie des Bâtiments*, est désigné:

Monsieur Jacques Heneffe, Attaché
Adresse: Service opérationnel Bruxelles – Immo – Avenue de la Toison
d'Or, 87
1060 Bruxelles
Téléphone: 02 / 541.68.91
GSM: 0478 / 98.68.96
E-mail: jacques.heneffe@buildingsagency.be

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Tijdelijke bezettingsovereenkomst - Jubelpark.

De Gemeenteraad,

Gelet dat er een tijdelijke bezettingsovereenkomst tussen de gemeente en de Regie der Gebouwen moet opgesteld worden voor de bezetting van het Jubelpark;

Gelet dat de middeleeuwse markt plaats vindt in het Jubelpark;

BESLIST:

de voorwaarden van de tijdelijke bezettingsovereenkomst goed te keuren zoals hieronder opgenomen:

TUSSEN

de **Regie der Gebouwen**, vertegenwoordigd door de heer L. Vrijdaghs, administrateur-generaal van de Regie der Gebouwen, waarvan de kantoren gevestigd zijn Gulden-Vlieslaan 87, bus 2 in 1060 Brussel, hierna “**de Regie**” genoemd,

en

de gemeente Etterbeek, vertegenwoordigd door de gemeentesecretaris, de heer Debaty Christian, en door de schepen van Animatie, de heer Lenaers Patrick, waarvan de kantoren gevestigd zijn Oudergemlaan 113 in 1040 Brussel, hierna “**de gemeente**” genoemd.

Artikel 1: voorwerp van de overeenkomst

Onderhavige overeenkomst beoogt de terbeschikkingstelling van zone A van het Jubelpark, hierna “**het goed**” genoemd voor een feestelijk en familiaal evenement dat sinds enkele jaren jaarlijks georganiseerd wordt op initiatief van de gemeente Etterbeek. Gemiddeld trekt het evenement 80.000 bezoekers gespreid over drie dagen.

Artikel 2: duur van de overeenkomst

Het goed wordt ter beschikking van de gemeente gesteld door de Regie der Gebouwen,

---> wat het eigenlijke evenement betreft:

- op vrijdag 18 mei: van 16.00 u. tot 22.00 u.
- op zaterdag 19 mei: van 10.00 u. tot 22.00 u.
- op zondag 20 mei: van 10.00 u. tot 20.00 u.

---> wat de opbouw en afbraak/schoonmaak betreft:

- op woensdag 16 mei: plaatsing van de stroomgenerator, opbouw van de twee middeleeuwse torens op de esplanade langs Etterbeekse zijde, “*Het gewicht van een toren bedraagt 1.200 kilo, ze worden bevestigd aan IBC vaten die in totaal 2.800 kilo wegen. De opbouw van de torens wordt gecontroleerd op donderdag 17 mei rond 14 u. door het erkende organisme BTV.*”, installatie van de luidsprekers om met het publiek te communiceren,
- op donderdag 17 mei: de exposanten bouwen hun stand op, de gemeente bouwt haar chalets voor onthaal en informatie op,
- op vrijdag 18 mei: de exposanten bouwen hun stand op, om 14 uur: bezoek aan de stands door de DBDMH,
- op zondag 20 mei: 20 uur: de exposanten pakken in, de middeleeuwse torens worden afgebroken, eerste fase van de schoonmaak van het park,
- op maandag 21 mei: de laatste exposanten verlaten het terrein, grondige

schoonmaak door de dienst Wegenis van de gemeente,

- op dinsdag 22 mei: plaatsbeschrijving met een vertegenwoordiger van Leefmilieu Brussel.

Artikel 3: vergoedingen en kosten

De gemeente betaalt een vergoeding van **301** euro voor het opstellen van een administratief dossier in het kader van onderhavige overeenkomst. Dat bedrag wordt gestort op de rekening van de Regie der Gebouwen met het volgende **IBAN**-nummer: BE12 6790 4505 6092,

BIC PCHQBEBB met vermelding van de referentie “Frais de dossier Marché médiéval d'Etterbeek”.

De gemeente verbindt zich ertoe de deelnemers **op eigen kosten** te begeleiden en in de gaten te houden.

De gemeente verbindt zich ertoe de gebruikte zones **op eigen kosten volledig schoon te maken**.

Aangezien het duidelijk gaat over een gemeentelijke activiteit die louter bedoeld is voor gezinnen wordt geen forfaitaire vergoeding gevraagd.

Artikel 4: staat van het goed en waarborg

Het goed wordt ter beschikking gesteld in de staat waarin het zich bevindt bij aanvang van de overeenkomst.

Daartoe wordt gezamenlijk (gemeente Etterbeek/Leefmilieu Brussel) een plaatsbeschrijving bij aanvang opgemaakt op woensdagochtend 16 mei 2018.

Het is verboden om wat dan ook op de nooduitgangen van de tunnels te plaatsen.

Op straffe van betaling van schadevergoedingen verbindt de gemeente zich ertoe zelf toezicht te houden op het goed en het in dezelfde staat terug te geven (schoongemaakt, alle vuilniszakken verwijderd).

Daartoe wordt gezamenlijk (gemeente Etterbeek/Leefmilieu Brussel) een plaatsbeschrijving bij afsluiten opgemaakt op dinsdagochtend 22 mei 2018.

De gemeente verbindt zich ertoe alle rechtstreekse of onrechtstreekse schade die te wijten zou zijn aan het gebruik van het goed te herstellen.

Artikel 5: verantwoordelijkheid en verzekering

Tijdens de officiële openingsuren zijn er gemeenteambtenaren ter plaatse aanwezig om het goede verloop van het evenement te verzekeren.

De gemeente is zelf verantwoordelijk voor het verkrijgen van de vergunningen en toelatingen die krachtens het reglement verplicht zijn en die betrekking hebben op de organisatie of de activiteit of het gebruik van het goed.

De Regie en/of zijn afgevaardigde heeft op elk moment toegang tot het goed om het te bezoeken of het gebruik van (dat deel van) het goed te controleren.

De gemeente is de bewaarder van de terreinen die tijdelijk ter beschikking gesteld worden in de zin van artikel 1384, alinea 1 van het Burgerlijk Wetboek tijdens de periodes van de terbeschikkingstelling.

Op haar eigen en exclusieve verantwoordelijkheid plaatst de gemeente in het goed de technische installaties die noodzakelijk zijn voor het goede verloop van haar evenement.

De Regie der Gebouwen heeft geen enkele verantwoordelijkheid op het gebied van schade aan personen of goederen in het kader van of naar aanleiding van de terbeschikkingstelling van het goed.

De gemeente is alleen verantwoordelijk voor het beheer van de deelnemers. Zij neemt ook alle verantwoordelijkheden op zich die voortvloeien uit incidenten of ongelukken met deelnemers of goederen die zich voordoen in het kader van of naar aanleiding van het gebruik van die ruimten.

De gemeente zal het goed dat ter beschikking gesteld wordt beheren als een goede huisvader en zal erop toezien dat er geen schade aangericht wordt. Zij staat ook in voor de veiligheid vanaf het moment dat het goed ter beschikking gesteld wordt.

Artikel 6: bijzondere voorwaarden van de bezetting

Met het oog op de praktische voorwaarden voor de toegang tot zone A en de installatie en de ophaling van technische installaties of andere zal de gemeente contact opnemen met de contactpersoon van de Regie der Gebouwen, in dit geval de leidinggevende ambtenaar (tel.: 02/541 68 91 / gsm 0478 98 68 96)

De volgende voorwaarden voor de bezetting zijn in het bijzonder van kracht:

a) Toegang

De gemeente verbindt zich ertoe de deelnemers op eigen kosten te begeleiden en in de gaten te houden.

b) Veiligheid

De veiligheid van het evenement wordt beheerd door de politiezone Montgomery, die bijgestaan wordt door de gemeenschapswachten van de gemeente.

Met het oog op de veiligheid en noodzakelijkerwijs rekening houdend met alarmniveau 2 heeft de gebruiker naar behoren overleg gepleegd met de betrokken politiediensten.

c) Schoonmaak en voorzieningen

De gemeente verbindt zich ertoe de gebruikte zones **op eigen kosten volledig schoon te maken**. Daartoe wordt op dinsdag 22 mei 2018 gezamenlijk (gemeente Etterbeek/Leefmilieu Brussel) een plaatsbeschrijving bij einde opgesteld.

Artikel 7: contactpersonen

De volgende persoon wordt door de gemeente aangesteld als contactpersoon die zal toezien op de strikte naleving van onderhavige overeenkomst (zowel tijdens de eigenlijke activiteiten als tijdens de voorbereiding ter plaatse):

De heer: Olivier Geurinckx

Adres: Oudergemlaan 113
1040 Brussel
Telefoon: 02 627 23 23
E-mail: olivier.geurinckx@etterbeek.be

Als contactpersoon van de Regie der Gebouwen wordt aangesteld:

De heer Jacques Heneffe, attaché
Adres: Operationele dienst Brussel – Immo – Gulden-Vlieslaan 87
1060 Brussel
Telefoon: 02 541 68 91
Gsm: 0478 98 68 96
E-mail: jacques.heneffe@buildingsagency.be

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

Coordination du plan propreté - Coördinatie van het netheidsplan

07.05.2018/A/0010 **Convention entre la commune d’Etterbeek et Sibelga : mise à disposition d’armoires électriques à des fins artistiques**

Le Conseil communal,

Considérant le volet préventif du Plan Propreté 2015-2018 et le projet 5.7 « Citoyenneté & espace public » du Contrat de Quartier Durable Chasse Gray ;

Considérant la proposition de mener une grosse campagne thématique « Parlons Propreté » axée sur les dépôts clandestins ;

Considérant plus précisément l’action numéro 2 d’embellissement des boîtiers électrique ;

Considérant par ailleurs l’obligation d’établir une convention avec Sibelga afin de mettre à disposition les armoires électriques à des fins artistiques ;

DECIDE

D’approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la commune d’Etterbeek et Sibelga :

Convention entre la commune d’Etterbeek et Sibelga : mise à disposition d’armoires électriques à des fins artistiques.

Entre :

Sibelga,

Intercommunale ayant adopté la forme d'une société coopérative à responsabilité limitée, inscrite à la Banque Carrefour des Entreprises sous le numéro 222.869.673 et dont le siège social est situé à 1000 Bruxelles, quai des Usines 16 ; représentée par MM. Philippe MASSART et Jean PERBAL.
Dénommée ci-après « Sibelga »

ET :

La Commune d'Etterbeek, représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins au nom duquel interviennent Mr Vincent De Wolf, Bourgmestre, Mme Marie-Rose Geuten, Echevine de la propreté et Mr Christian Debaty, Secrétaire communal,
Av d'Auderghem, 113 1040 Etterbeek
dénommée ci-après « la Commune »,
d'autre part,

Préambule

Considérant qu'en sa qualité de gestionnaire du réseau de distribution d'électricité en Région de Bruxelles-Capitale, Sibelga dispose d'armoires sur la voie publique ;
Que ces armoires doivent, en tout état de cause, servir à l'exploitation du réseau de distribution dans le respect d'impératifs légaux, réglementaires et de sécurité ;
Considérant que la Commune constate que ces armoires sont fréquemment taguées.
Que ces tags entraînent un début de sentiment d'insécurité auprès de la population ainsi qu'une image négative de l'environnement et espace public.
Que la Commune, qui connaît les impératifs de Sibelga, souhaite lancer un appel à projet auprès d'artistes afin qu'ils utilisent ces armoires comme espace de création à des fins artistiques ;
Que la Commune reconnaît qu'aucun frais ne doit être à la charge de Sibelga, quels que soient les changements d'orientations de la Commune.

Sibelga et la Commune d'Etterbeek ont convenu ce qui suit :

Article 1

Les parois extérieures des armoires de Sibelga situées sur la voie publique pourront être utilisées à des fins artistiques (dans les limites fixées par l'article 2) par la Commune ou par des tiers avec qui la commune aura établi une convention à cette fin.
Le choix du projet artistique est laissé à l'entière appréciation de la commune.
Sibelga octroie gratuitement la mise à disposition de ses armoires.

Article 2

La Commune accepte et fera respecter par toute personne dans le cadre de son appel à projet, les conditions suivantes :

- Les plaques d'identification sur les armoires de Sibelga, quelles que soient leurs dimensions, ne peuvent être déplacées, dégradées, cachées, utilisées ou servir de support à des fins artistiques ; elles doivent rester parfaitement visible ;
- Aucun objet ne peut être introduit, de quelque manière que ce soit, dans l'armoire ;

- Les serrures doivent être protégées de tout produit qui en altère le fonctionnement ;
 - L'utilisation de l'armoire comme espace de création ne peut avoir pour effet d'en réduire la facilité d'accès et d'usage pour Sibelga.

Article 3

La Commune est seule responsable du respect des conditions visées à l'article 2 et de l'entretien des réalisations artistiques, de leurs dégradations et de toute conséquence dommageable que ces réalisations pourraient causer, notamment en matière de droits d'auteur ou de trouble de voisinage.

La Commune assume seule les procédures judiciaires ou administratives relatives aux réalisations artistiques.

Article 4

Sibelga peut, à tout moment quand la nécessité de l'exploitation sûre et efficace du réseau de distribution l'impose, intervenir sur les armoires et, le cas échéant, les supprimer.

Sibelga, pour autant que la Commune en fasse la demande, donnera les couvercles des armoires retirées à la Commune.

Sibelga ne peut être appelée à intervenir sur ses armoires que pour la seule exploitation du réseau de distribution, Sibelga ne peut être tenue responsable d'une dégradation causée aux réalisations artistiques par l'exploitation de ses armoires.

Article 5

La Commune ne peut prétendre à aucun droit acquis.

Sibelga et la Commune peuvent, à tout moment, mettre fin à la présente convention et ce, sans qu'aucune indemnité de quelque nature que ce soit ne puisse être réclamée.

Dans tous les cas, la Commune prendra à sa charge les frais de remise en état des armoires et ce, dans les six mois de fin de la présente convention.

La présente convention entre en vigueur le 8 mai 2018 et ce, pour une durée indéterminée.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Contract tussen de gemeente van Etterbeek en Sibelga : ter beschikkingstelling van elektriciteitskasten voor artistieke doeleinden

De gemeenteraad,

gelet op het preventieve luik van het Netheidsplan 2015-2018 en het project 5.7 "Burgerschap & openbare ruimte" van het Duurzaam Wijkcontract Jacht-Gray;

gelet op het voorstel om een grote themacampagne "Even over netheid" te voeren die gericht is op sluikstorten;

meer bepaald gelet op actie nummer 2 in verband met de verfraaiing van de elektriciteitskasten;

gelet echter op de verplichting om een overeenkomst te sluiten met Sibelga voor de terbeschikkingstelling van de elektriciteitskasten voor artistieke doeleinden;

BESLIST

de voorwaarden van de onderstaande overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en Sibelga goed te keuren:

Overeenkomst tussen de gemeente van Etterbeek en Sibelga: terbeschikkingstelling van elektriciteitskasten voor artistieke doeleinden

Tussen:

Sibelga,

intercommunale die de vorm van een coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid heeft aangenomen, ingeschreven in de Kruispuntbank van de Ondernemingen onder het nummer 222.869.673 en met maatschappelijke zetel aan de Werkhuizenkaai 16 te 1000 Brussel;

vertegenwoordigd door de heer Philippe MASSART en de heer Jean PERBAL.

Hierna "Sibelga" genoemd

EN:

de **gemeente Etterbeek**, vertegenwoordigd door haar college van burgemeester en schepenen, namens hetwelk de heer V. De Wolf, burgemeester, M-R Geuten, schepen van de Nethheid, en de heer C. Debaty, gemeentesecretaris, interveniëren, handelend in uitvoering van het besluit van de gemeenteraad van Etterbeek

Oudergemlaan, 113 1040 Etterbeek,

hierna "de gemeente" genoemd,

anderzijds,

Preambule

overwegende dat Sibelga als beheerder van het elektriciteitsdistributienet in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest beschikt over kasten op de openbare weg;

dat die kasten in ieder geval moeten dienen voor de exploitatie van het distributienet waarbij de wettelijke, reglementaire en veiligheidsvereisten moeten worden nageleefd;

overwegende dat de gemeente vaststelt dat er regelmatig graffiti wordt aangebracht op die kasten;

dat die graffiti ervoor zorgt dat de bevolking zich onveilig begint te voelen en dat dit nadelig is voor de omgeving en de openbare ruimte;

dat de gemeente, die de vereisten van Sibelga kent, een projectoproep wenst te lanceren bij kunstenaars om die kasten te gebruiken als creatieruimte voor artistieke doeleinden;

dat de gemeente erkent dat er geen kosten ten laste van Sibelga mogen zijn, ongeacht de koerswijzigingen van de gemeente.

Sibelga en de gemeente Etterbeek zijn overeengekomen wat volgt:

Artikel 1

De buitenwanden van de kasten van Sibelga die zich op de openbare weg bevinden, mogen worden gebruikt voor artistieke doeleinden (binnen de grenzen vastgelegd in artikel 2) door de gemeente of door derden met wie de gemeente daartoe een

overeenkomst heeft afgesloten.

De keuze van het artistieke project wordt volledig overgelaten aan de beoordeling van de gemeente.

Sibelga stelt haar kasten kosteloos ter beschikking.

Artikel 2

De gemeente aanvaardt de volgende voorwaarden en zorgt ervoor dat ze worden nageleefd door alle personen in het kader van haar projectoproep:

- De identificatieplaten op de kasten van Sibelga mogen, ongeacht de afmetingen ervan, niet worden verplaatst, beschadigd, verborgen of gebruikt en mogen niet als steun dienen voor artistieke doeleinden; ze moeten perfect zichtbaar blijven;
- Er mag geen enkel voorwerp, op welke manier dan ook, in de kast worden gestoken;
- De sloten moeten beschermd worden tegen elk product dat de werking ervan verstoort;
- Het gebruik van de kast als creatieruimte mag de toegangs- en gebruiksfaciliteit voor Sibelga niet beperken.

Artikel 3

De gemeente is als enige verantwoordelijk voor de naleving van de voorwaarden vastgelegd in artikel 2 en het onderhoud van de artistieke realisaties, de beschadiging ervan en elk nadelig gevolg dat die realisaties met zich zouden kunnen brengen, met name op het vlak van auteursrechten of burenhinder. De gemeente alleen neemt de gerechtelijke of administratieve procedures betreffende de artistieke realisaties op zich.

Artikel 4

Sibelga kan, op elk moment wanneer dat nodig is voor de veilige en efficiënte exploitatie van het distributienet, een ingreep op de kasten uitvoeren of, in voorkomend geval, de kasten verwijderen. Voor zover de gemeente daarom verzoekt, zal Sibelga de deksels van de weggenomen kasten aan de gemeente geven.

Er mag enkel een beroep op Sibelga worden gedaan voor een ingreep op haar kasten als het gaat om de loutere exploitatie van het distributienet. Sibelga kan niet verantwoordelijk worden gesteld voor beschadiging aan de artistieke realisaties die veroorzaakt wordt door de exploitatie van haar kasten.

Artikel 5

De gemeente kan op geen enkel verworven recht aanspraak maken.

Sibelga en de gemeente kunnen de onderhavige overeenkomst op elk moment beëindigen en dit zonder dat er een vergoeding van welke aard dan ook kan worden gevorderd.

De gemeente neemt in alle gevallen de kosten voor het herstel van de kasten voor haar rekening en dat binnen de zes maanden volgend op het einde van de onderhavige overeenkomst.

De onderhavige overeenkomst wordt van kracht op 8 mei 2018 en dit voor onbepaalde duur.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

Achats - Aankopen

07.05.2018/A/0011 **Marché public conjoint de renouvellement du portefeuille des assurances de la Commune – du CPAS – de la Régie foncière et Régie communale autonome d’Etterbeek - Approbation des conditions du cahier des charges**

Le conseil communal,

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 38, § 1, 1° c (négociations préalables nécessaires du fait de circonstances particulières) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier des charges N° TP/ORD/AB/EG/2018/57 relatif au marché “Marché public conjoint de renouvellement du portefeuille des assurances de la Commune – du CPAS – de la Régie Foncière et Régie Communale Autonome d’Etterbeek” établi par le Service des Travaux Publics ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 584.500,00 € TVAC (0% TVA) ;

Considérant que les lots 1, 2, 3 et 4 sont conclus pour une durée de 48 mois à compter du 1^{er} janvier 2019;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2019, article FFF/125-08 et au budget des exercices suivants ;

Sur proposition du Collège;

DECIDE

Article 1^{er}

D'approuver le cahier spécial des charges n° TP/ORD/AB/EG/2018/57 relatif au "Marché public conjoint de renouvellement du portefeuille des assurances de la Commune – du CPAS – de la Régie Foncière et Régie Communale Autonome d'Etterbeek", établis par le Service des Travaux Publics.

Le montant estimé s'élève à 584.500,00 € TVAC (0% TVA).

Article 2

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Article 3

De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2019, article FFF/125-08 et au budget des exercices suivants.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Gezamenlijke overheidsopdracht voor de vernieuwing van de verzekeringsportefeuille van de Gemeente - het OCMW - het Regie van grondbeleid en het Gemeentebedrijf van Etterbeek - Goedkeuring lastvoorwaarden van het lastenboek

De gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 38, § 1, 1° c (voorafgaande onderhandelingen noodzakelijk wegens specifieke omstandigheden);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat in het kader van de opdracht “Gezamenlijke overheidsopdracht voor de vernieuwing van de verzekeringsportefeuille van de Gemeente - het OCMW - het Regie van grondbeleid en het Gemeentebedrijf van Etterbeek” een bestek met nr. TP/ORD/AB/EG/2018/57 werd opgesteld door de Dienst Openbare Werken;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 584.500,00 € incl. btw (0% btw);

Overwegende dat percelen 1, 2, 3 en 4 worden afgesloten voor een duur van 48 maanden vanaf 1 januari 2019;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2019, op artikel FFF/125-08 van de gewone dienst en in het budget van de volgende jaren;

Op voorstel van het college;

BESLUIT

Artikel 1

Goedkeuring van het lastenboek betreffende de opdracht “Gezamenlijke overheidsopdracht voor de vernieuwing van de verzekeringsportefeuille van de Gemeente - het OCMW - het Regie van grondbeleid en het Gemeentebedrijf van Etterbeek”, opgesteld door de Dienst Openbare Werken. De raming bedraagt 584.500,00 € incl. btw (0% btw).

Artikel 2

Deze beraadslaging met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

Artikel 3

De uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2019, op artikel FFF/125-08 van de gewone dienst en in het budget van de volgende jaren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

19 annexes / 19 bijlagen

stat. en droit commun pour AC .PDF, cadastre incendie - Auto - AC - RF_.xlsx, Annexe Ac- Tous Risques Expo&oeuvres d'art .pdf, stat. en droit commu pour RCA.PDF, stat. en incendie pour CPAS .PDF, stat. en AT pour CPAS .PDF, cadastre Incendie - Auto CPAS_.xlsx, stat. en AT pour AC (2).PDF, Formulaire d'inscription - AC .xlsx, Annexe CPAS - Tous Risques Electro & informatiques .pdf, stat. internes en Auto - CPAS .XML, CDC NL- AC (RF) - CPAS - RFA.pdf, Formulaire d'inscription - RF .xlsx, stat. en droit commun pour CPAS.PDF, Formulaire d'inscription - CPAS .xlsx, stat. en incendie pour AC et RF .PDF, Formulaire d'inscription - RCA .xlsx, CDC FR - AC (RF) - CPAS - RFA .pdf, stat en Auto pour AC et RF .PDF

Le conseil communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 §3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil communal pour fixer, dans le cas d'un recours à la procédure négociée sans publicité préalable, les conditions du marché s'il est fait application des articles 42 § 1 1° a) et 92 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, fournitures et services ;

Attendu qu'il s'agit des marchés de faible montant ou par procédure négociée sans publication préalable dont la dépense à approuver ne dépasse pas le montant de € 144.000,00 hors TVA ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil communal ;

Attendu que les décisions suivantes ont été prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins :

Date : 15 mars 2018

Objet : Ecole « La Farandole » - Remplacement du revêtement de sol de la conciergerie

Estimation de la dépense : € 19.992,99 TVA comprise

Article budgétaire : 722/724-60 du budget extraordinaire de 2018

Date : 15 mars 2018

Objet : Voirie – Place Jourdan – Suppression d'un branchement basse tension avec terrassement

Estimation de la dépense : € 865,15 TVA comprise

Article budgétaire : 421/731-60 du budget extraordinaire de 2018

Date : 15 mars 2018

Objet : Contact+ - Acquisition d'un GPS

Estimation de la dépense : € 400,00 TVA comprise

Article budgétaire : 834/744-51 du budget extraordinaire de 2018

Date : 15 mars 2018

Objet : Propreté publique – Support d'affichage pour camion

Estimation de la dépense : € 1.194,51 TVA comprise

Article budgétaire : 875/744-51 du budget extraordinaire de 2018

Date : 15 mars 2018

Objet : Institut E. Richard (place St-Pierre) – Remplacement de l'installation gaz

Estimation de la dépense : € 20.000,00 TVA comprise

Article budgétaire : 735/724-60 du budget extraordinaire de 2018

Date : 15 mars 2018

Objet : Cimetière communal – Acquisition de fournitures pour aménagements divers

Estimation de la dépense : € 15.000,00 TVA comprise
Article budgétaire : 878/741-51 du budget extraordinaire de 2018

Date : 22 mars 2018

Objet : Ecole « La Farandole » - Rénovation et isolation de la toiture de la salle de gymnastique

Estimation de la dépense : € 65.000,00 TVA comprise
Article budgétaire : 722/724-60 du budget extraordinaire de 2018

Date : 22 mars 2018

Objet : Centre culturel « Espace Senghor » - Rénovation de la façade (piétonnier)

Estimation de la dépense : € 23.575,06 TVA comprise
Article budgétaire : 762/724-60 du budget extraordinaire de 2018

Date : 29 mars 2018

Objet : Administration générale – Affaires électorales – Acquisition de nouveaux isoairs (2^{ème} phase)

Estimation de la dépense : € 29.040,00 TVA comprise
Article budgétaire : 104/744-51 du budget extraordinaire de 2018

Date : 29 mars 2018

Objet : Ecole « Paradis des enfants » - Acquisition de mobiliers spécifiques à l'école

Estimation de la dépense : € 10.000,00 TVA comprise
Article budgétaire : 722/741-51 du budget extraordinaire de 2018

Date : 29 mars 2018

Objet : Institut E. Richard – Acquisition de matériels divers (D+)

Estimation de la dépense : € 28.320,00 TVA comprise
Article budgétaire : 735/744-51 du budget extraordinaire de 2018

Date : 29 mars 2018

Objet : Centre culturel « Espace Senghor » - Modernisation des ascenseurs

Estimation de la dépense : € 7.736,74 TVA comprise
Article budgétaire : 762/724-60 du budget extraordinaire de 2018

Date : 29 mars 2018

Objet : Ecole « La Farandole » - Acquisition de mobiliers spécifiques à l'école

Estimation de la dépense : € 9.000,00 TVA comprise
Article budgétaire : 722/741-51 du budget extraordinaire de 2018

Date : 19 avril 2018

Objet : Enseignement primaire – Acquisition de matériel d'éclairage et de sonorisation

Estimation de la dépense : € 3.570,25 TVA comprise
Article budgétaire : 722/744-51 du budget extraordinaire de 2018

Date : 19 avril 2018

Objet : Ecole « Claire joie » - Acquisition de mobiliers divers et de psychomotricité

Estimation de la dépense : € 11.100,00 TVA comprise
Article budgétaire : 722/741-51 du budget extraordinaire de 2018

Date : 19 avril 2018

*Objet : Piscine « L'Espadon » - Remplacement de l'UV du bassin
Estimation de la dépense : € 35.039,25 TVA comprise
Article budgétaire : 764/724-60 du budget extraordinaire de 2018*

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE :

De prendre pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins dont question ci-dessus et ce en application de l'article 234 §3 de la Nouvelle Loi Communale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Gemeentebestuur – Vaststellen van de voorwaarden van verschillende overheidsopdrachten – Artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet - Mededeling ter kennisgeving

De Gemeenteraad

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet, het Colle van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de bevoegdheid van de Gemeenteraad uit te oefenen voor het vaststellen van de voorwaarden van de opdrachten die worden gegund bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking met toepassing van de artikelen 42 § 1 1° a) en 92 van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Aangezien dat het de opdrachten betreft met beperkte waarde of gegund bij onderhandelingsprocedure zonder voorafgaand bekendmaking waarvan de goed te keuren uitgave het bedrag van € 144.000,00 BTW excl. niet overschrijdt;

Aangezien dat de beslissingen in het kader genomen door het College van Burgemeester en Schepenen ter kennisgeving medegedeeld moeten worden aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering;

Aangezien dat de volgende beslissingen werden genomen door het College van Burgemeester en Schepenen :

Datum : 15 maart 2018

Voorwerp : School « La Farandole » - Vervanging van de vloerbekleding in de conciërgewoning

Raming van de uitgave : € 19.992,99 BTW incl.

Begrotingsartikel : 722/724-60 van de buitengewone begroting van 2018

Datum : 15 maart 2018

Voorwerp : Wegenis – Jourdanplein – Afschaffen van een lage spanning aansluiting met grondwerken

Raming van de uitgave : € 865,15 BTW incl.

Begrotingsartikel : 421/731-60 van de buitengewone begroting van 2018

Datum : 15 maart 2018

Voorwerp : Contact+ - Aankoop van een GPS

Raming van de uitgave : € 400,00 BTW incl.

Begrotingsartikel : 834/744-51 van de buitengewone begroting van 2018

Datum : 15 maart 2018

Voorwerp : Openbare netheid – Aanplakbord op vrachtwagen

Raming van de uitgave : € 1.194,51 BTW incl.

Begrotingsartikel : 875/744-51 van de buitengewone begroting van 2018

Datum : 15 maart 2018

Voorwerp : Instituut E. Richard (St-Pietersplein) – Vervanging van de gasinstallatie

Raming van de uitgave : € 20.000,00 BTW incl.

Begrotingsartikel : 735/724-60 van de buitengewone begroting van 2018

Datum : 15 maart 2018

Voorwerp : Gemeentelijke begraafplaats – Aankoop van leveringen voor verscheidene inrichtingen

Raming van de uitgave : € 15.000,00 BTW incl.

Begrotingsartikel : 878/741-51 van de buitengewone begroting van 2018

Datum : 22 maart 2018

Voorwerp : School « La Farandole » - Renovatie en isoleren van het dak van de turnzaal

Raming van de uitgave : € 65.000,00 BTW incl.

Begrotingsartikel : 722/724-60 van de buitengewone begroting van 2018

Datum : 22 maart 2018

Voorwerp : Cultureel centrum « Espace Senghor » - Renovatie van de gevel (voetgangerszone)

Raming van de uitgave : € 23.575,06 BTW incl.

Begrotingsartikel : 762/724-60 van de buitengewone begroting van 2018

Datum : 29 maart 2018

Voorwerp : Algemeen bestuur – Verkiezingszaken – Aankoop van nieuwe isoloirs (2de fase)

Raming van de uitgave : € 29.040,00 BTW incl.

Begrotingsartikel : 104/744-51 van de buitengewone begroting van 2018

Datum : 29 maart 2018

Voorwerp : School « Paradis des enfants » - Aankoop van meubilair specifiek aan de school

Raming van de uitgave : € 10.000,00 BTW incl.

Begrotingsartikel : 722/741-51 van de buitengewone begroting van 2018

Datum : 29 maart 2018

Voorwerp : Instituut E. Richard – Aankoop van allerlei materiaal (D+)

Raming van de uitgave : € 28.320,00 BTW incl.

Begrotingsartikel : 735/744-51 van de buitengewone begroting van 2018

Datum : 29 maart 2018

Voorwerp : Cultureel centrum « Espace Senghor » - Modernisering van de liften

Raming van de uitgave : € 7.736,74 BTW incl.

Begrotingsartikel : 762/724-60 van de buitengewone begroting van 2018

Datum : 29 maart 2018

Voorwerp : School « La Farandole » - Aankoop van meubilair specifiek aan de school

Raming van de uitgave : € 9.000,00 BTW incl.

Begrotingsartikel : 722/741-51 van de buitengewone begroting van 2018

Datum : 19 april 2018

Voorwerp : Lager onderwijs – Aankoop van verlichtings- en sonomateriaal

Raming van de uitgave : € 3.570,25 BTW incl.

Begrotingsartikel : 722/744-51 van de buitengewone begroting van 2018

Datum : 19 april 2018

Voorwerp : School « Claire joie » - Aankoop van allerlei meubilair en van psychomotriek

Raming van de uitgave : € 11.100,00 BTW incl.

Begrotingsartikel : 722/741-51 van de buitengewone begroting van 2018

Datum : 19 april 2018

Voorwerp : Zwembad « L'Espadon » - Vervanging van de UV van het zwembad

Raming van de uitgave : € 35.039,25 BTW incl.

Begrotingsartikel : 764/724-60 van de buitengewone begroting van 2018

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLIST :

Kennis te nemen van bovenvermelde beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen en dit in toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

Bâtiments publics - Openbare Gebouwen

07.05.2018/A/0013 **Rue Général Tombeur 53 – Droit d'occupation par le club asbl Pétanque Club Etterbeekois du grand hangar aménagé en local pétanque**

Le Conseil communal,

Considérant que divers travaux d'aménagement ont eu lieu dans le grand hangar sis rue Général Tombeur 53 à 1040 Etterbeek ;

Considérant que ces travaux consistaient dans la rénovation de la toiture du grand hangar ainsi que l'aménagement complet des lieux en local de pétanque afin de permettre au club repris sous objet de poursuivre ces activités sportives ;

Considérant qu'il y a lieu d'établir une convention de droit d'occupation entre la Commune et le club sportif précité

Vu la convention de droit d'occupation reprise en annexe de la présente délibération ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;

Sur proposition du Collège :

DECIDE

D'approuver les termes de la convention de droit d'occupation entre la Commune et le club asbl Pétanque Club Etterbeekois.

CONVENTION D'OCCUPATION - COMMODAT

Entre : **La commune d'Etterbeek**, représentée par son Collège des Bourgmestre et Échevins, au nom duquel agissent Monsieur Vincent DE WOLF, Bourgmestre, et Monsieur Christian DEBATY, Secrétaire communal, établie 113-115 avenue d'Auderghem à 1040 Etterbeek (- Service des Travaux),
Ci-après « La Commune d'Etterbeek » ;

Et : **Le PETANQUE CLUB ETTERBEEKOIS asbl** (407.729.305), représenté par Monsieur Roland DUPONT, Président, et Madame Véronique BILLIET, Secrétaire, élisant domicile, aux fins de la présente et dans l'attente de la fixation d'un nouveau siège social, au domicile de son président, 552 chaussée de Wavre à 1040 Etterbeek,
Ci-après « l'Association » ;

Ci-après, ensemble, « les Parties » ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet

La Commune d'Etterbeek cède à l'Association, qui l'accepte, un droit d'occupation précaire du local sis 53 rue Général Tombeur à 1040 Etterbeek.

L'occupation est strictement soumise aux conditions visées par la présente convention, ses annexes et par le Règlement d'ordre intérieur arrêté par la Commune d'Etterbeek.

Les Parties reconnaissent expressément que la loi sur les baux commerciaux ou les dispositions relatives au louage de chose ne lui sont pas applicables.

Article 2 : Durée

L'occupation est faite pour une durée de neuf (9) années prenant cours le 1er juin 2018 et se terminant, de plein droit, le 31 mai 2027 sans qu'aucune tacite reconduction ne puisse être invoquée.

La Commune d'Etterbeek se réserve le droit de mettre fin à la présente convention à tout moment, moyennant un préavis de trois (3) mois notifié par lettre recommandée à la poste et sans qu'aucune indemnité ne soit due pour quelque raison que ce soit.

L'association peut pareillement mettre fin à la présente, à tout moment, par lettre recommandée à la poste, moyennant un préavis de trois (3) mois.

Article 3 : Destination des lieux

L'occupation est faite à usage exclusif d'un local de pétanque et de l'espace polyvalent s'y rapportant, sans que l'Association ne puisse revendiquer une quelconque occupation exclusive des lieux.

L'Association a le droit d'utiliser les lieux pour son activité sportive et pour les événements organisés dans le cadre de cette activité.

L'Association fournit, le 1er juin au plus tard de chaque année, le calendrier souhaité de ses occupations récurrentes, lequel est soumis à l'approbation de la Commune d'Etterbeek. Toute autre demande d'occupation est à formuler dans le mois des dates sollicitées.

L'espace polyvalent, lequel comporte un comptoir, ne peut être exploité comme un débit de boissons ouvert au public, de sorte que la présente convention ne constitue aucunement une autorisation pour la vente de spiritueux lors de manifestations culturelles ou sportives. L'Association est responsable de toute demande d'autorisation à introduire, en vue de la vente de boissons fermentées, dans le respect des législations en vigueur. A défaut d'en disposer, celle-ci est strictement interdite.

Aucune modification à la destination des lieux ne pourra être apportée par l'Association sauf l'accord spécial, préalable et écrit de la Commune d'Etterbeek, qui pourra toujours le refuser sans devoir en justifier les motifs.

Le non-respect du présent article entraînerait de plein droit la rupture de la présente convention.

Article 4 : Indemnité d'occupation et Garantie

L'occupation est faite moyennant le paiement d'une indemnité d'occupation mensuelle de deux cent cinquante euros (250) payable, par anticipation, au compte BE54 0910 0014 2697 de l'Administration communale d'Etterbeek.

L'indemnité d'occupation est, de plein droit, adaptée sur base annuelle en fonction de l'indice des prix à la consommation, sans qu'aucune notification préalable ne soit requise. L'indice de départ est celui du mois de la signature de la présente convention.

Les Parties conviennent de la formule suivante :

L'indemnité d'occupation est exigible par la seule échéance du terme laquelle vaut mise en demeure. Sans préjudice à tout autre droit et action de la Commune d'Etterbeek, toute somme due ou à devoir par l'Association en vertu de la présente convention est productive, à dater de son exigibilité, de plein droit et sans mise en demeure, d'un intérêt de 5% l'an.

L'occupation est faite moyennant la constitution, par l'Association, d'une garantie équivalente à deux (2) mois d'indemnité d'occupation. Elle lui sera restituée au terme de la convention sous réserve du respect par l'Association de ses obligations.

Article 5 : Charges

L'Association supporte, seule ou à concurrence de ses occupations, les frais de consommation d'eau, de gaz, d'électricité et de location des compteurs.

La Commune d'Etterbeek ne peut être tenue pour responsable des inconvénients ou dommages qui pourraient résulter des distributions d'eau, de gaz et d'électricité.

Article 6 : Usage des lieux

L'Association s'engage à occuper les lieux en bon père de famille.

L'Association veille à adopter un comportement rigoureux en termes de respect des mesures liées à la sécurité des personnes notamment quant au risque incendie (respect de la capacité maximale d'accueil, libération des chemins d'évacuation, etc.). Elle se conforme à toute instruction notifiée par la Commune d'Etterbeek ou ses représentants.

L'Association ne peut se livrer à aucune activité engendrant une nuisance sonore ou tout autre trouble susceptible d'incommoder le voisinage et ce, plus particulièrement, entre 22 heures et 7 heures, de même que les dimanches et les jours fériés.

Article 7 : Transformations et Modifications

A l'exception de ceux visés à l'article 8 de la présente convention, l'Association ne peut opérer aucun travaux sans le consentement spécial, préalable et écrit de la Commune d'Etterbeek. Par travaux, il y a lieu d'entendre les constructions, les démolitions, les transformations ou les modifications, même mineures, apportées aux lieux, que ce soit en intérieur ou en extérieure.

Nonobstant le consentement de la Commune d'Etterbeek, les travaux doivent toujours être exécutés dans les règles de l'art et sous la seule responsabilité de l'Association.

Sauf décision contraire, ceux-ci sont opérés aux seuls frais de l'Association.

Article 8 : Réparations et Entretien

L'Association reconnaît avoir reçu les lieux en bon état d'entretien et s'engage, à la fin de la présente convention, à le restituer dans le même état. L'Association est tenue d'entretenir les lieux en bon état de réparations de toutes espèces. Elle veille, notamment, à préserver les installations du gel, à maintenir en bon état de fonctionnement les sanitaires et canalisations, à assurer un nettoyage fréquent des lieux, etc.

La Commune d'Etterbeek a la charge de toutes les réparations qui peuvent devenir nécessaires. Celle-ci, ses préposés et ses cocontractants ont, en tout temps et sans notification préalable, accès aux lieux afin d'en vérifier l'état général, de procéder aux inspections utiles et, le cas échéant, de procéder aux réparations rendues nécessaires.

L'Association doit tolérer les travaux de réparations mis à charge de la Commune d'Etterbeek, ou décidés par elle, même si ceux-ci durent plus de quarante jours ou qu'ils ont pour conséquence d'interrompre l'occupation des lieux. En aucun cas,

l'Association ne pourra réclamer aucune indemnité.

La Commune d'Etterbeek peut exiger de l'Association, par lettre recommandée, d'effectuer tous les travaux de réparations ou d'entretien qui lui incombent et, sauf motivation contraire, de les terminer endéans les deux mois de l'envoi de cette lettre recommandée.

L'Association a l'obligation d'informer par écrit et sans délai la Commune d'Etterbeek (Service Travaux) de toute détérioration, dégradation ou de tout trouble susceptible de relever de la responsabilité de la Commune d'Etterbeek. A défaut de le faire, l'Association engage sa propre responsabilité.

Article 9 : État des lieux et Restitution

A tout moment, la Commune d'Etterbeek peut décider d'un état des lieux intermédiaire. Au terme de la présente convention, pour quelque motif que ce soit, l'Association libère les lieux de tout effet qui lui est propre au plus tard dans les sept jours de la fin de l'occupation. Dans le même délai, les Parties conviennent de la réalisation d'un état des lieux de sortie

Les éventuelles dégradations causées par l'Association qui ne résulteraient pas de l'usage normal ou de la vétusté des lieux sont réparées par l'Association ou, à défaut, à charge de celle-ci par les soins de la Commune d'Etterbeek.

Article 10 : Cession

L'Association ne peut céder, en tout ou partie, l'occupation des lieux visés à l'article 1, sans l'accord spécial, préalable et écrit de la Commune d'Etterbeek.

Article 11 : Occupation par un tiers

La Commune d'Etterbeek conserve la faculté discrétionnaire de céder à une tierce personne un droit d'occupation similaire à celui visé par la présente convention, à charge pour la Commune d'Etterbeek d'organiser de manière raisonnable et équitable l'occupation des lieux. En ce cas, les obligations visées à l'article 8 de la présente convention pèsent solidairement sur les occupants.

Article 12 : Assurances

L'Association couvre auprès d'une compagnie d'assurances de droit belge la responsabilité civile du fait de ses activités, de celles de ses membres et des personnes qu'elle autorise dans les lieux. Elle couvre nécessairement tout risque d'accident ou de dégâts à survenir dans les lieux visés à l'article 1.

La Commune d'Etterbeek assure les lieux visés à l'article 1 avec abandon de recours en faveur de l'Association, à charge pour celle-ci de supporter la quote-part de la prime d'assurance y relative. Si la responsabilité exclusive de l'Association est engagée dans un sinistre, celle-ci s'engage à prendre en charge la franchise indexée prévue par le contrat d'assurance.

Pour autant, l'Association s'engage à souscrire auprès d'une compagnie de droit belge, une police d'assurance garantissant ses biens propres ainsi que les dégâts aux tiers quant aux risques suivants : incendie et périls accessoires, frais de démolition et d'évacuation éventuels, tempête et grêle, dégâts des eaux, bris de vitrage et assurance vol.

L'Association adresse à la Commune d'Etterbeek la preuve de ces différentes couvertures dans le mois de la conclusion de la présente convention et chaque année à la même date.

Article 13 : Clés

Le nombre de clés remises à l'Association est visé à l'état des lieux d'entrée.

En cas de perte ou de vol de l'une de ces clés, le Service de Prévention (occupant principal des lieux) et le Service Travaux seront immédiatement avertis. Les frais de cylindre et de reproductions des clefs sont à charge de l'Association.

Article 14 : Accès

L'Association veille au respect strict des conditions d'accès aux lieux tels que décrites dans le Règlement d'ordre intérieur.

Article 15 : Élection de domicile.

Pour tout ce qui concerne la présente convention et jusqu'au terme de celle-ci, l'Association élit domicile dans les lieux.

Article 16 : Enregistrement

La présente convention n'est pas soumise à enregistrement.

Article 17 : Commissaire représentant la Commune d'Etterbeek

Par application de l'article 5b des statuts de l'Association, le Conseil communal d'Etterbeek nomme et révoque un commissaire chargé de représenter la Commune d'Etterbeek au sein de l'Assemblée générale et du Conseil d'administration, seuls organes de l'Association.

La présente convention est soumise au respect des modalités suivantes :

Toute réunion d'un organe de l'Association fait l'objet d'une invitation et d'un ordre du jour adressés au commissaire au plus tard sept (7) jours avant celle-ci.

L'approbation des comptes et bilans et les propositions modifications statutaires sont nécessairement inscrites à l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Association. Toute décision de refus d'acceptation d'un nouveau membre, d'exclusion ou de suspension d'un membre est nécessairement inscrite à l'ordre du jour du Conseil d'administration de l'Association.

Le commissaire jouit d'un droit de veto contre toute décision contraire à l'objet de l'Association et plus généralement contre toute décision qui apparaît contraire à l'intérêt général. L'exercice du droit de veto suspend immédiatement la décision incriminée. Celle-ci est soumise par le commissaire au Collège des bourgmestre et échevin dans les quinze (15) jours de la prise de décision incriminée.

Le Collège des bourgmestre et échevins ou son représentant entend l'Association et, le cas échéant, toute autre partie concernée par la décision incriminée.

Le Collège des bourgmestre et échevins statue, en dernier ressort, dans les quinze (15) jours de l'audition, délai éventuellement doublé par décision motivée immédiatement

notifiée à l'Association. La décision du Collège des bourgmestre et échevins est notifiée, par lettre recommandée à la poste. En l'absence de décision dans les délais précités, le veto suspensif perd ses effets.

Fait à Etterbeek le _____ en autant d'exemplaires que de parties, chaque partie reconnaissant avoir reçu le sien.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Generaal Tombeurstraat 53 – Bezettingsrecht door de asbl Pétanque Club Etterbeekois van de grote loods ingericht in petanquezaal

De gemeenteraad,

Overwegende dat meerdere inrichtingswerken uitgevoerd werden inde grote loods van de Generaal Tombeurstraat 53 te 1040 Etterbeek;

Overwegende dat deze werken bestonden uit de renovatie van het dak van de grote loods alsook de volledige inrichting van de plaatsen in een petanquelokaal om de club onder voorwerp toe te laten haar sportieve activiteiten te vervolgen;

Overwegende dat er een overeenkomst opgesteld moet worden tussen de Gemeente en de bovenvermelde sportclub;

Gezien de bezettingsrechtsovereenkomst in bijlage van huidige beraadslaging;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Op voorstel van het college:

BESLIST

De termen van de bezettingsrechtsovereenkomst tussen de Gemeente en de asbl Pétanque Club Etterbeekois goed te keuren.

BEZETTINGSOVEREENKOMST – BRUIKLEEN

Tussen: **de gemeente Etterbeek**, vertegenwoordigd door haar college van burgemeester en schepenen in wiens naam handelen de heer Vincent DE WOLF, burgemeester, en de heer Christian DEBATY, gemeentesecretaris, gevestigd Oudergemlaan 113-115 in 1040 Brussel (dienst Openbare Werken), hierna “de gemeente Etterbeek” genoemd,

en de **PETANQUE CLUB ETTERBEEKOIS vzw** (407.729.305), vertegenwoordigd door de heer Roland DUPONT, voorzitter, en mevrouw Véronique BILLIET, secretaris, die voor onderhavige overeenkomst en in afwachting van de vestiging van een nieuwe maatschappelijke zetel, domicilie kiest op het domicilie van haar voorzitter, Waversesteenweg 552 in 1040 Etterbeek, hierna “de vereniging” genoemd,

hierna samen “de partijen” genoemd,

WORDT OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

Artikel 1: voorwerp

De gemeente Etterbeek verleent aan de vereniging een precair bezettingsrecht dat betrekking heeft op het lokaal gelegen Generaal Tombeurstraat 53 in 1040 Etterbeek.

De bezetting is strikt gebonden aan de voorwaarden uit onderhavige overeenkomst, haar bijlagen en het huishoudelijk reglement dat bepaald wordt door de gemeente Etterbeek.

De partijen erkennen uitdrukkelijk dat de wet betreffende de handelshuur en de bepalingen betreffende de huur van goederen niet van toepassing zijn.

Artikel 2: duur

De bezetting is voor een periode van negen (9) jaar, die start op 1 juni 2018 en eindigt van rechtswege op 31 mei 2027 zonder dat een stilzwijgende verlenging kan worden ingeroepen.

De gemeente Etterbeek behoudt zich het recht voor om op elk moment een einde te maken aan onderhavige overeenkomst per aangetekend schrijven en op voorwaarde van een opzegtermijn van drie (3) maanden en zonder dat enige vergoeding om welke reden dan ook verschuldigd is.

De vereniging kan eveneens op elk moment een einde maken aan onderhavige overeenkomst per aangetekend schrijven en op voorwaarde van een opzegtermijn van drie (3) maanden.

Artikel 3: bestemming van de lokalen

De bezetting heeft uitsluitend betrekking op een petanquelokaal en de daarbij horende polyvalente ruimte zonder dat de vereniging een exclusieve bezetting van de lokalen kan eisen.

De vereniging heeft het recht om de lokalen te gebruiken voor haar sportactiviteit en voor de evenementen die georganiseerd worden in het kader van die activiteit.

De vereniging bezorgt uiterlijk op 1 juni van elk jaar de gewenste kalender met de terugkerende bezettingen. Die kalender wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de gemeente Etterbeek. Elke andere aanvraag tot bezetting moet ingediend worden in de maand van de gewenste datums.

De polyvalente ruimte, die een toeg omvat, mag niet gebruikt worden als drankgelegenheden die toegankelijk is voor een groot publiek zodanig dat onderhavige overeenkomst geenszins een vergunning vormt voor de verkoop van sterkedrank tijdens culturele en sportieve evenementen. De vereniging is verantwoordelijk voor alle vergunningsaanvragen die ingediend moeten worden met het doel om gegiste dranken te verkopen met inachtneming van de geldende wetgeving. Zonder dergelijke vergunning is de verkoop strikt verboden.

De vereniging mag geen wijzigingen aanbrengen aan de bestemming van de lokalen zonder speciale, voorafgaande en schriftelijke toestemming van de gemeente Etterbeek,

die de wijzigingen steeds kan weigeren zonder dat zij de redenen hiervoor moet rechtvaardigen.

De niet-naleving van dit artikel heeft van rechtswege tot gevolg dat onderhavige overeenkomst verbroken wordt.

Artikel 4: bezettingsvergoeding en waarborg

De bezetting gebeurt tegen betaling van een maandelijkse bezettingsvergoeding van tweehonderdvijftig (250) euro die van tevoren betaald moet worden op rekeningnummer BE54 0910 0014 2697 van het gemeentebestuur van Etterbeek.

De bezettingsvergoeding wordt van rechtswege jaarlijks aangepast in functie van de consumptieprijnsindex zonder dat een voorafgaande kennisgeving vereist is. De beginindex is die van de maand waarin onderhavige overeenkomst ondertekend wordt.

De partijen zijn het eens over de volgende formule:

De bezettingsvergoeding is invorderbaar door het loutere verstrijken van de vervaltermijn, wat geldt als ingebrekestelling. Onverminderd elk ander recht of vordering van de gemeente Etterbeek leveren alle bedragen die de vereniging verschuldigd is op grond van onderhavige overeenkomst vanaf hun invorderbaarheid, van rechtswege en zonder ingebrekestelling, een interest van 5% per jaar op.

De bezetting gebeurt op voorwaarde dat de vereniging een waarborg stelt die gelijk is aan twee (2) maanden de bezettingsvergoeding. Die waarborg wordt terugbetaald na afloop van de overeenkomst op voorwaarde dat de vereniging haar verplichtingen naleeft.

Artikel 5: kosten

De vereniging draagt, alleen of ten bedrage van haar bezettingen, de kosten voor het verbruik van water, gas en elektriciteit en voor de huur van de meters.

De gemeente Etterbeek kan niet verantwoordelijk gesteld worden voor ongemakken of beschadigingen die kunnen voortvloeien uit de distributie van water, gas en elektriciteit.

Artikel 6: gebruik van de lokalen

De vereniging verbindt zich ertoe de gehuurde lokalen als een goede huisvader te gebruiken.

De vereniging zorgt ervoor dat zij de maatregelen in verband met de veiligheid van personen, in het bijzonder met betrekking tot het brandrisico, strikt naleeft (naleving van de maximale opvangcapaciteit, vrijmaken van de evacuatiewegen, enz.). Zij past zich aan aan de instructies van de gemeente Etterbeek of haar vertegenwoordigers.

De vereniging mag geen activiteiten verrichten die geluidsoverlast of andere overlast veroorzaken die de omwonenden kunnen hinderen en dat in het bijzonder tussen 22 uur en 7 uur en op zondagen en feestdagen.

Artikel 7: veranderingen en wijzigingen

Met uitzonderingen van de werkzaamheden bedoeld in artikel 8 van onderhavige

overeenkomst mag de vereniging geen werkzaamheden uitvoeren zonder speciale, voorafgaande en schriftelijke toestemming van de gemeente Etterbeek. Onder werkzaamheden verstaat men bouwwerken, afbraakwerken, veranderingen of wijzigingen, zelfs zijn die gering, aan de lokalen, zowel binnen als buiten.

Ondanks de toestemming van de gemeente Etterbeek moeten de werkzaamheden steeds uitgevoerd worden volgens de regels van de kunst en op de exclusieve verantwoordelijkheid van de vereniging.

Behoudens andersluidende beslissing worden die werkzaamheden uitgevoerd op kosten van de vereniging.

Artikel 8: herstellingen en onderhoud

De vereniging erkent dat zij de lokalen in goede staat van onderhoud ontvangen heeft en verbindt zich ertoe de lokalen aan het einde van onderhavige overeenkomst in dezelfde staat terug te geven. De vereniging is ertoe verplicht om de lokalen in goede staat van onderhoud te houden. In het bijzonder beschermt zij de installaties tegen de gevolgen van vorst, draagt zij zorg voor de goede werking van de sanitaire voorzieningen en leidingen, maakt zij de lokalen regelmatig schoon, enz.

De gemeente Etterbeek draagt de verantwoordelijkheid voor alle herstellingen die noodzakelijk kunnen worden. De gemeente, haar beambten en haar medecontractanten hebben op elk moment en zonder voorafgaande kennisgeving toegang tot de lokalen om de algemene staat ervan te controleren, de nodige inspecties uit te voeren en indien nodig de noodzakelijk herstellingen uit te voeren.

De vereniging moet herstellingswerken die ten laste zijn van de gemeente Etterbeek, of waarover zij beslist heeft, toelaten zelfs als die meer dan veertig dagen duren of als die tot gevolg hebben dat de bezetting van de lokalen onderbroken moet worden. In geen geval kan de vereniging een schadevergoeding eisen.

De gemeente Etterbeek kan per aangetekend schrijven van de vereniging eisen dat ze alle herstellings- of onderhoudswerkzaamheden uitvoert die op haar neerkomen en, behoudens andersluidende motivering, dat zij die werkzaamheden binnen twee maanden na verzending van dat aangetekend schrijven beëindigt.

De vereniging is ertoe verplicht om de gemeente Etterbeek (dienst Openbare Werken) onmiddellijk en schriftelijk op de hoogte te brengen van elke beschadiging, aantasting of verstoring die onder de verantwoordelijkheid van de gemeente Etterbeek zou kunnen vallen. Zo niet, dan neemt de vereniging de verantwoordelijkheid op zich.

Artikel 9: plaatsbeschrijving en teruggave

Op elk moment kan de gemeente Etterbeek beslissen om een tussentijdse plaatsbeschrijving op te stellen.

Na afloop van onderhavige overeenkomst om welke reden dan ook maakt de vereniging de lokalen vrij van al haar goederen en dat uiterlijk binnen zeven dagen na het einde van de bezetting. Binnen diezelfde termijn worden de partijen het eens over de opstelling van een plaatsbeschrijving bij vertrek.

Eventuele beschadigingen die veroorzaakt werden door de vereniging en die niet voortvloeien uit normaal gebruik of ouderdom van de lokalen worden hersteld door de

vereniging. Zo niet, dan worden die op kosten van de vereniging hersteld door de gemeente Etterbeek.

Artikel 10: overdracht

De vereniging mag de bezetting van de lokalen uit artikel 1 niet volledig of gedeeltelijk overdragen zonder speciale, voorafgaande en schriftelijke toestemming van de gemeente.

Artikel 11: bezetting door een derde

De gemeente Etterbeek behoudt de discretionaire mogelijkheid om aan een derde persoon een gelijkaardig bezettingsrecht als dat bedoeld in onderhavige overeenkomst over te dragen maar dan moet de gemeente Etterbeek de bezetting van de lokalen wel op een redelijke en eerlijke manier organiseren. In dergelijk geval rusten de verplichtingen uit artikel 8 van onderhavige overeenkomst hoofdelijk op de bezetters.

Artikel 12: verzekeringen

De vereniging dekt bij een verzekeringsmaatschappij naar Belgisch recht de burgerlijke aansprakelijkheid van haar activiteiten, van die van haar leden van van die van de personen die zij toelaat in de lokalen. Zij dekt noodzakelijkwijs alle risico's op ongevallen of schade die kunnen ontstaan in de lokalen uit artikel 1.

De gemeente Etterbeek verzekert de lokalen uit artikel 1 met afstand van verhaal ten behoeve van de vereniging maar dan moet de vereniging wel haar aandeel van de verzekeringspremie voor haar rekening nemen. Als de exclusieve aansprakelijkheid van de vereniging ontstaan is bij een schadegeval, dan verbindt zij zich ertoe de geïndexeerde franchise die voorzien is in de verzekeringsovereenkomst voor haar rekening te nemen.

Evenzo verbindt de vereniging zich ertoe om bij een verzekeringsmaatschappij naar Belgisch recht een verzekeringspolis af te sluiten die haar eigen goederen alsook schade aan derden met betrekking tot de volgende risico's dekt: brand en aanverwante gevaren, slopingskosten en eventuele evacuatiekosten, storm en hagel, waterschade, glasbraak en diefstalverzekering.

De vereniging bezorgt de gemeente Etterbeek het bewijs van die verschillende dekkingen in de maand die volgt op het sluiten van onderhavige overeenkomst en elk jaar op dezelfde datum.

Artikel 13: sleutels

Het aantal sleutels die overhandigd worden aan de vereniging wordt vermeld in de plaatsbeschrijving bij aanvang.

In geval van verlies van een van die sleutels worden de dienst Preventie (hoofdbezetter van het gebouw) en de dienst Openbare Werken onmiddellijk op de hoogte gebracht. De kosten voor de cilinder en het bijmaken van sleutels is ten laste van de vereniging.

Artikel 14: toegang

De vereniging zorgt ervoor dat de voorwaarden voor de toegang tot de lokaal zoals beschreven in het huishoudelijk reglement strikt nageleefd worden.

Artikel 15: domiciliekeuze

Voor de uitvoering van onderhavige overeenkomst en tot het einde van de overeenkomst, kiest de vereniging domicilie in de lokalen.

Artikel 16: registratie

Onderhavige overeenkomst is niet onderworpen aan registratie.

Artikel 17: commissaris ter vertegenwoordiging van de gemeente Etterbeek

In toepassing van artikel 5b van de statuten van de vereniging benoemt en ontslaat de gemeenteraad van Etterbeek een commissaris die de taak heeft om de gemeente Etterbeek te vertegenwoordigen in de algemene vergadering en de raad van bestuur, de enige organen van de vereniging.

Onderhavige overeenkomst is onderworpen aan de naleving van de volgende voorwaarden:

Elke bijeenkomst van een orgaan van de vereniging maakt het voorwerp uit van een uitnodiging en een agenda die uiterlijk zeven (7) dagen voor de bijeenkomst aan de commissaris wordt bezorgd.

De goedkeuring van de rekeningen en balansen en de voorstellen tot statutaire wijzigingen moeten verplicht op de agenda van de algemene vergadering van de vereniging staan. Elke beslissing tot weigering of aanvaarding van een nieuw lid of tot uitsluiting of schorsing van een lid moet verplicht op de agenda van de raad van bestuur van de vereniging staan.

De commissaris beschikt over een vetorecht tegen alle beslissingen die in strijd zijn met het doel van de vereniging en meer algemeen tegen elke beslissing die hij in strijd acht met het algemeen belang. De uitoefening van het vetorecht schort de betwiste beslissing onmiddellijk op. Die beslissing wordt door de commissaris voorgelegd aan het college van burgemeester en schepenen binnen vijftien (15) dagen nadat de betwiste beslissing werd genomen.

Het college van burgemeester en schepenen of zijn vertegenwoordiger hoort de vereniging en in voorkomend geval elke andere partij die betrokken is bij de betwiste beslissing.

Het college van burgemeester en schepenen neemt uiteindelijk binnen vijftien (15) dagen na het verhoor een beslissing. Die termijn kan eventueel verdubbeld worden na een gemotiveerde beslissing waarvan de vereniging onmiddellijk op de hoogte wordt gebracht. De beslissing van het college van burgemeester en schepenen wordt per aangetekend schrijven meegedeeld. Bij afwezigheid van een beslissing binnen de voorziene termijnen is het opschortende vetorecht niet langer geldig.

Opgemaakt in Etterbeek op/... in zoveel exemplaren als er partijen zijn waarbij elke partij erkent haar exemplaar te hebben ontvangen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Plan d'occupation club de pétanque - convention.pdf

Garage communal - Gemeentelijke garage

07.05.2018/A/0014 **Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) à la Maison d'accueil ATOLL en vue de se rendre à Brugge et dans les environs - Convention.**

Le Conseil communal,

Considérant la demande de Mise à disposition d'un bus communal (aller-retour) à la Maison d'accueil ATOLL en vue de se rendre à Bruges et dans les environs le mardi 19 juin 2018 ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

DECIDE

d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et la Maison d'accueil ATOLL

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue d'Auderghem, 113-115
1040 Etterbeek

Et la Maison d'accueil ATOLL

Rue de la Grande Haie, 139
1040 Etterbeek
Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller et retour) un groupe de maximum 40 personnes, faisant partie du public de la Maison d'accueil ATOLL, entre Etterbeek et (Bruges-centre et Damme) situé à 8000 BRUGGE en date du mardi 19 juin 2018.

Un chauffeur est également mis à disposition de la Maison d'accueil ATOLL

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

La Maison d'accueil ATOLL intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de la Maison d'accueil ATOLL

La Maison d'accueil ATOLL s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, la Maison d'accueil ATOLL devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clés nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, la Maison d'accueil ATOLL est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

La Maison d'accueil ATOLL est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, la Maison d'accueil ATOLL est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de la Maison d'accueil ATOLL ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

La Maison d'accueil ATOLL est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Terbeschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) voor VZW Maison d'accueil ATOLL om naar Brugge en omgeving te gaan - Overeenkomst.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de vzw MAISON D'ACCUEIL ATOLL gevraagd heeft om over een gemeentebus (heen- en terugrit) om naar Brugge en omgeving te gaan.

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST

om de voorwaarden van de hiernavolgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de VZW MAISON D'ACCUEIL ATOLL goed te keuren.

Tussen het gemeentebestuur van Etterbeek

Oudergemlaan 113-115

1040 Etterbeek

en de VZW MAISON D'ACCUEIL ATOLL

Lange Haagstraat 139

1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Voorwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus + 1 bestelwagen voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 50 personen, die deel uitmaken van het publiek van de VZW MAISON D'ACCUEIL ATOLL, tussen Etterbeek en Brugge en omgeving gelegen 8000 Brugge op dinsdag 19 juni 2018.

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de vzw MAISON D'ACCUEIL ATOLL

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De MAISON D'ACCUEIL ATOLL komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van die reis.

Het Gemeentebestuur van Etterbeek komt in geen geval tussenbeide als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de VZW MAISON D'ACCUEIL ATOLL

De VZW MAISON D'ACCUEIL ATOLL verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het Gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het Gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal de VZW MAISON D'ACCUEIL ATOLL de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Zij verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor haar rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de vzw MAISON D'ACCUEIL ATOLL aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het Gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De VZW MAISON D'ACCUEIL ATOLL moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de VZW MAISON D'ACCUEIL ATOLL de nodige formaliteiten vervullen en het Gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de VZW MAISON D'ACCUEIL ATOLL of een van haar leden dan zal de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening nemen alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou

vallen van het Gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De VZW MAISON D'ACCUEIL ATOLL is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het Gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder houdt het voertuig voor eigen rekening schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn voor rekening van de vervoerder.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

ATOLL BUS 19 JUIN 2018 BRUGGE.pdf

07.05.2018/A/0015 **Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) à la Maison d'accueil ATOLL le lundi 11 juin 2018 en vue de se rendre au Choco-Story de Bruxelles - Convention.**

Le Conseil communal,

Considérant la demande de Mise à disposition d'un bus communal (aller-retour) à la Maison d'accueil ATOLL en vue de se rendre au Choco-Story de Bruxelles le lundi 11 juin 2018 ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

DECIDE

d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et la Maison d'accueil ATOLL

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue d'Auderghem, 113-115

1040 Etterbeek

Et la Maison d'accueil ATOLL

Rue de la Grande Haie, 139
1040 Etterbeek
Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller et retour) un groupe de maximum 18 personnes, faisant partie du public de la Maison d'accueil ATOLL, entre Etterbeek et (Choco-Story) situé à 1000 Bruxelles en date du lundi 11 juin 2018.

Un chauffeur est également mis à disposition de la Maison d'accueil ATOLL

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

La Maison d'accueil ATOLL intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de la Maison d'accueil ATOLL

La Maison d'accueil ATOLL s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, la Maison d'accueil ATOLL devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, la Maison d'accueil ATOLL est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le

cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

La Maison d'accueil ATOLL est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, la Maison d'accueil ATOLL est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de la Maison d'accueil ATOLL ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

La Maison d'accueil ATOLL est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Terbeschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) voor VZW Maison d'accueil ATOLL op maandag 11 juni 2018 om naar de Choco-Story van Brussel te gaan - Overeenkomst.

De gemeenteraad,

Overwegende dat de vzw MAISON D'ACCUEIL ATOLL gevraagd heeft om over een gemeentebus (heen- en terugrit) om naar de Choco-Story van Brussel op maandag 11 juni 2018 te gaan.

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST

om de voorwaarden van de hiernavolgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de VZW MAISON D'ACCUEIL ATOLL goed te keuren.

Tussen het gemeentebestuur van Etterbeek

Oudergemlaan 113-115
1040 Etterbeek

en de VZW MAISON D ACCUEIL ATOLL

Lange Haagstraat 139
1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Voorwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus + voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 18 personen, die deel uitmaken van het publiek van de VZW MAISON D'ACCUEIL ATOLL, tussen Etterbeek en Choco-Story) gelegen 1000 Brussel op maandag 11 juni 2018.

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de vzw MAISON D'ACCUEIL ATOLL

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De MAISON D'ACCUEIL ATOLL komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van die reis.

Het Gemeentebestuur van Etterbeek komt in geen geval tussenbeide als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de VZW Maison d'Accueil Atoll

De VZW MAISON D'ACCUEIL ATOLL verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het Gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het Gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal de VZW MAISON D'ACCUEIL ATOLL de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Zij verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor haar rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de vzw MAISON D’ACCUEIL ATOLL aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het Gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De VZW MAISON D’ACCUEIL ATOLL moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de VZW MAISON D’ACCUEIL ATOLL de nodige formaliteiten vervullen en het Gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de VZW MAISON D’ACCUEIL ATOLL of een van haar leden dan zal de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening nemen alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het Gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De VZW MAISON D’ACCUEIL ATOLL is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het Gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder houdt het voertuig voor eigen rekening schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn voor rekening van de vervoerder.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

ATOLL 11 JUIN 2018 CHOCO STORY.pdf

07.05.2018/A/0016 **Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) à l'ASBL LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE (LHS) le jeudi 14 juin 2018 en vue de se rendre à Oostende - Convention**

Le Conseil communal,

Considérant la demande de Mise à disposition d'un bus communal (aller-retour) à l'ASBL LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE en vue de se rendre à Oostende ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

DECIDE

d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et l'asbl « LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE »

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue d'Auderghem, 113-115
1040 Etterbeek

Et l'ASBL « LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE »

Rue Général Tombeur 47
1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller et retour) un groupe de maximum 35 personnes, faisant partie du public de l'ASBL LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE, entre Etterbeek et (Monacoplein 2-9) situé à 8400 Oostende en date du 14 juin 2018

Un chauffeur est également mis à disposition de l'ASBL LOGEMENT ET HARMONIE.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

L'ASBL LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de l'asbl LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE (LHS)

L'ASBL LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et

portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, l'ASBL LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, l'ASBL LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

L'ASBL LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, l'ASBL LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de l'ASBL LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

L'ASBL LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Terbeschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terug-rit) voor het VZW LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE (LHS) op donderdag 14 juni 2018 om naar Oostende te gaan - Overeenkomst

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de VZW LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE (LHS) gevraagd heeft om over een gemeentebus (heen- en terugrit) te beschikken op donderdag 14 juni 2018 naar Oostende te gaan

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST :

de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de Gemeente Etterbeek en de VZW LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE (LHS) goed te keuren:

Tussen het Gemeentebestuur van Etterbeek

Oudergemlaan 113-115
1040 Etterbeek

en de VZW LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE (LHS)

Generaal Tombeurstraat 47
1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Voorwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 35 personen, die deel uitmaken van het publiek van de VZW LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE (LHS) , tussen Etterbeek (Monacoplein 2-9) gelegen (8400 OOSTENDE) op donderdag 14 juni 2018.

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de VZW LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE (LHS).

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De VZW LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE (LHS) komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van deze reis.

Het Gemeentebestuur van Etterbeek komt in geen geval tussenbeide als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de VZW LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE (LHS)

De VZW LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE (LHS) verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het Gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het Gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, geeft de VZW LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE (LHS) de bus terug in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Zij verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor haar rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de VZW LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE (LHS) aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het Gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het Gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De VZW LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE (LHS) moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de VZW LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE (LHS) de nodige formaliteiten vervullen en het Gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de VZW LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE (LHS) of een van haar leden dan neemt de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de

premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De VZW LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE (LHS) is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder houdt het voertuig voor eigen rekening schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn voor rekening van de vervoerder.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE 14 JUIN 2018 OOSTENDE.pdf

07.05.2018/A/0017 **Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) à l'ASBL LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE (LHS) en partenariat avec le Service de Prévention en vue de se rendre le jeudi 21 juin 2018 à Bruges et le samedi 23 juin 2018 à Vieux-Genappe - Convention**

Le Conseil communal,

Considérant la demande de Mise à disposition d'un bus communal (aller-retour) à l'ASBL LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE en partenariat avec le Service de Prévention en vue de se rendre le jeudi 21 juin 2018 à Bruges et le samedi 23 juin 2018 à Vieux-Genappe ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE

d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et l'asbl « LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE »

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue d'Auderghem, 113-115
1040 Etterbeek

Et l'ASBL « LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE »

Rue Général Tombeur 47
1040 Etterbeek

En Partenariat avec le Service de Prévention

Rue Général Tombeur 53
1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller et retour) un groupe de maximum 20 personnes, faisant partie du public de l'ASBL LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE en partenariat avec le Service de Prévention, entre Etterbeek

Le jeudi 21 juin 2018 (Stationplein, 5) situé à 8000 Brugge et le samedi 23 juin 2018 (Chemin de la Fontaine) situé à 1472 Vieux-Genappe.

Un chauffeur est également mis à disposition de l'ASBL LOGEMENT ET HARMONIE en partenariat avec le Service de Prévention.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

L'ASBL LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE en partenariat avec le Service de Prévention intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de l'asbl LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE (LHS) en partenariat avec le Service de Prévention)

L'ASBL LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE en partenariat avec le Service de Prévention s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek,

il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, l'ASBL LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE et le Service de Prévention devront le remettre dans l'état où il l'a reçu, muni de tous les documents et clefs nécessaires.

Ils s'engagent à prendre à leurs charges les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, l'ASBL LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE et le Service de Prévention sont tenus de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

L'ASBL LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE et le Service de Prévention sont tenus de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, l'ASBL LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE et le Service de Prévention sont tenus de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de l'ASBL LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE et le Service de Prévention ou d'un de ses membres, ceux-ci prendront à leurs charges la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

L'ASBL LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE et le Service de Prévention sont responsables, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Terbeschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terug-rit) voor het VZW LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE met samenwerking met de Preventiedienst op donderdag 21 juni 2018 om naar Brugge te gaan en op zaterdag 23 juni 2018 naar Vieux-Genappe te gaan - Overeenkomst

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de VZW LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE (LHS) met samenwerking met de Preventiedienst gevraagd heeft om over een gemeentebus (heen- en terugrit) te beschikken op donderdag 21 juni 2018 naar Brugge te gaan en op zaterdag 23 juni 2018 om naar Vieux-Genappe te gaan.

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST

de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de Gemeente Etterbeek en de VZW LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE (LHS) goed te keuren:

Tussen het Gemeentebestuur van Etterbeek

Oudergemlaan 113-115
1040 Etterbeek

en de VZW LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE (LHS)

Generaal Tombeurstraat 47
1040 Etterbeek

Met de samenwerking van de Preventiedienst gelegen Tombeurstraat 53 te 1040 Etterbeek.

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Voorwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 35 personen, die deel uitmaken van het publiek van de VZW LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE (LHS) , tussen Etterbeek (Stationplein 5) gelegen (8000 Brugge) op donderdag 21 juni 2018 en op zaterdag 23 juni 2018 (Chemin de la Fontaine) gelegen (1472 Vieux-Genappe).

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de VZW LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE (LHS).

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De VZW LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE (LHS) komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van deze reis.

Het Gemeentebestuur van Etterbeek komt in geen geval tussenbeide als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de VZW LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE (LHS)

De VZW LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE (LHS) verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het Gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het Gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, geeft de VZW LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE (LHS) de bus terug in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Zij verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor haar rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de VZW LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE (LHS) aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het Gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het Gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De VZW LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE (LHS) moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de VZW LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE (LHS) de nodige formaliteiten vervullen en het Gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de VZW LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE (LHS) of een van haar leden dan neemt de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de

premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De VZW LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE (LHS) is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder houdt het voertuig voor eigen rekening schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn voor rekening van de vervoerder.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

DEMANDE DE LOGEMENT ET HARMONIE 21 ET 23 JUIN 2018.pdf

07.05.2018/A/0018 **Mise à disposition d'un bus communal au Centre culturel d'Etterbeek le samedi 12 mai 2018 en vue de se rendre à Bruxelles-ville - Convention.**

Le Conseil communal

Considérant la demande de Mise à disposition d'un bus communal (aller-retour) au Centre culturel d'Etterbeek les en vue de se rendre du Centre culturel d'Etterbeek au Centre-ville de Bruxelles ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

Vu l'article 117 de la nouvelle Loi communale ;

DECIDE

d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et le Centre culturel d'Etterbeek.

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue d'Auderghem, 113-115
1040 Etterbeek

Et le CENTRE CULTUREL d'Etterbeek

Chaussée de Wavre 366
1040 Etterbeek
Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller et retour) un groupe de maximum 50 personnes, faisant partie du public du Centre culturel d'Etterbeek, entre Etterbeek et (Centre-ville de Bruxelles) situé à 1000 Bruxelles, le samedi 12 mai 2018.

Un chauffeur est également mis à disposition du Centre culturel d'Etterbeek.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

Le Centre culturel d'Etterbeek intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation du Centre culturel d'Etterbeek

Le Centre culturel d'Etterbeek s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration communale d'Etterbeek prendra fin, le Centre culturel d'Etterbeek devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, le Centre culturel d'Etterbeek est tenu de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'Administration communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

Le Centre culturel d'Etterbeek est tenu de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, le Centre culturel d'Etterbeek est tenu de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle du Centre culturel d'Etterbeek ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

Le Centre culturel d'Etterbeek est seul responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Terbeschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terug-rit) aan de Gemeente culturele centrum om naar het centrum van Brussel te gaan - Overeenkomst.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het cultureel centrum van Etterbeek gevraagd heeft om over een gemeentebus (heen- en terugrit) te beschikken om naar het centrum van Brussel te gaan ;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST

de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en het cultureel centrum van Etterbeek goed te keuren:

Tussen het Gemeentebestuur van Etterbeek

Oudergemlaan 113-115
1040 Etterbeek

en het CULTUREEL CENTRUM van Etterbeek

Waversessteenweg 366
1040 Etterbeek
de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Voorwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 50 personen, die deel uitmaken van het publiek van het cultureel centrum van Etterbeek, tussen Etterbeek (centrum van Brussel) gelegen (1000 Brussel) op zaterdag 12 mei 2018

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de cultureel centrum van Etterbeek.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

Het cultureel centrum van Etterbeek komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van deze reis.

Het Gemeentebestuur van Etterbeek komt in geen geval tussenbeide als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van het cultureel centrum van Etterbeek

Het cultureel centrum van Etterbeek verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het Gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het Gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het

Gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, geeft het cultureel centrum van Etterbeek de bus terug in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Zij verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor haar rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet het cultureel centrum van Etterbeek aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het Gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het Gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

Het cultureel centrum van Etterbeek moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de Maison d'accueil de nodige formaliteiten vervullen en het Gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van het cultureel centrum van Etterbeek of een van haar leden dan neemt de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het Gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

Het cultureel centrum van Etterbeek is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het Gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder houdt het voertuig voor eigen rekening schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn voor rekening van de vervoerder.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

DEMANDE DU CENTRE CULTUREL 12 MAI 2018.pdf

07.05.2018/A/0019 **Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) à la Maison d'accueil ATOLL le lundi 11 juin 2018 en vue de se rendre au Musée du Chocolat (Choco-story) à Bruxelles - Convention.**

Le Conseil communal,

Considérant la demande de Mise à disposition d'un bus communal (aller-retour) à la Maison d'accueil ATOLL en vue de se rendre au Musée du Chocolat (Choco –story) à Bruxelles ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale;

DECIDE

d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et la Maison d'accueil ATOLL

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue d'Auderghem, 113-115
1040 Etterbeek

Et la Maison d'accueil ATOLL

Rue de la Grande Haie, 139
1040 Etterbeek
Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller et retour) un groupe de maximum 18 personnes, faisant partie du public de la Maison d'accueil ATOLL, entre Etterbeek et (rue de la tête d'Or, 9-11) situé à 1000 Bruxelles date du Lundi 11 juin 2018.

Un chauffeur est également mis à disposition de la Maison d'accueil ATOLL.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

La Maison d'accueil ATOLL intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de la Maison d'accueil ATOLL

La Maison d'accueil ATOLL s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles

communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, la Maison d'accueil ATOLL devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, la Maison d'accueil ATOLL est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

La Maison d'accueil ATOLL est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, la Maison d'accueil ATOLL est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de la Maison d'accueil ATOLL ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

La Maison d'accueil ATOLL est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Le point est retiré de l'ordre du jour.

Terbeschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terug-rit) voor VZW Maison d'accueil ATOLL op maandag 11 juni 2018 om naar de Chocolademuseum te Brussel - Overeenkomst.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de VZW Maison d'accueil ATOLL gevraagd heeft om over een gemeentebus (heen- en terugrit) te beschikken op naar de Chocolademuseum te Brussel te gaan

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST :

de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de Gemeente Etterbeek en de VZW Mason d'accueil ATOLL goed te keuren:

Tussen het Gemeentebestuur van Etterbeek

Oudergemlaan 113-115

1040 Etterbeek

en de VZW MAISON D'ACCUEIL ATOLL

GroteHaag straat 139

1040 Brussel

de zogenaamde "vervoerder voor eigen rekening"

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Voorwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 18 personen, die deel uitmaken van het publiek van de VZW Maison d'accueil ATOLL , tussen Etterbeek (Guldenhoofdstraat 9-11) gelegen (1000 Brussel) op maandag 11 juni 2018.

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de VZW Maison d'accueil ATOLL .

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De VZW Maison d'accueil ATOLL komt tussenbeide als vervoerder voor eigen

rekening in het kader van deze reis.

Het Gemeentebestuur van Etterbeek komt in geen geval tussenbeide als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de VZW Maison d'accueil ATOLL.

De VZW Maison d'accueil ATOLL verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, geeft de VZW Maison d'accueil ATOLL de bus terug in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Zij verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit "normale" slijtage van het voertuig voor haar rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de VZW Maison d'accueil ATOLL aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De VZW Maison d'accueil ATOLL moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de VZW Maison d'accueil ATOLL de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de VZW Maison d'accueil ATOLL of een van haar leden dan neemt de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer

dat voorzien is in artikel 1

De VZW Maison d'accueil ATOLL is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder houdt het voertuig voor eigen rekening schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn voor rekening van de vervoerder.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

Het punt wordt van de agenda gehaald.

1 annexe / 1 bijlage

ANNEXE A LA DEMANDE D ATOLL 11 JUIN 2018.pdf

07.05.2018/A/0020 **Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) à l'ASBL Centre belge d'éducation thérapeutique pour enfants infirmes moteurs cérébraux - CBIMC le jeudi 7 juin 2018 en vue de se rendre à Sportcity de Woluwé Saint-Pierre - Convention**

Le Conseil communal,

Considérant la demande de Mise à disposition d'un bus communal (aller-retour) à l'ASBL Centre Belge d'éducation thérapeutique pour enfants infirmes moteurs cérébraux (CBIMC) en vue de se rendre à Sportcity à Woluwé Saint-Pierre ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE

d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et le Centre Belge d'éducation thérapeutique pour enfants infirmes moteurs cérébraux.

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue d'Auderghem, 113-115

1040 Etterbeek

Et l'ASBL Centre belge d'éducation thérapeutique pour enfants infirmes moteurs cérébraux (CBIMC)

Représenté par Monsieur Kévin NGUYEN

Rue Père Eudore Devroye 14

1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller et retour) un groupe de maximum 28 personnes, faisant partie du public de l'ASBL CBIMC, entre Etterbeek et (Sportcity – rue Salomé 2) situé à 1150 Bruxelles en date du jeudi 7 juin 2018

Un chauffeur est également mis à disposition de l'ASBL CBIMC

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

L'ASBL CBIMC intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de l'ASBL CBIMC

L'ASBL CBIMC s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, l'ASBL CBIMC devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, l'ASBL CBIMC est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

L'ASBL CBIMC est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, l'ASBL CBIMC est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de l'ASBL CBIMC ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

L'ASBL CBIMC est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Terbeschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terug-rit) voor VZW Centre belge d'éducation thérapeutique pour enfants infirmes moteurs cérébraux - CBIMC op dinsdag 7 juni 2018 naar Sportcity te Sint Pieters Woluwe - Overeenkomst

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de VZW Centre belge d'éducation thérapeutique pour enfants infirmes moteurs cérébraux gevraagd heeft om over een gemeentebus (heen- en terugrit) te beschikken op naar Sportcity in Sint-Pieters Woluwe te gaan

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST

de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de Gemeente Etterbeek en de VZW Centre belge d'éducation thérapeutique pour enfants infirmes moteurs cérébraux goed te keuren:

Tussen het Gemeentebestuur van Etterbeek

Oudergemlaan 113-115
1040 Etterbeek

en de VZW Centre belge d'éducation thérapeutique pour enfants infirmes moteurs cérébraux (CBIMC)

Vertegenwoordigt door Mijnheer Kevin NGUYEN
Rue Père Devroye 14
1040 Brussel

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Voorwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 28 personen, die deel uitmaken van het publiek van de VZW Centre belge d'éducation thérapeutique pour enfants infirmes moteurs cérébraux (CBIMC) , tussen Etterbeek (Sportcity Saloméstraat 2) gelegen (1150 Sint-Pieters Woluwe) op donderdag 7 juni 2018.

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de VZW Centre belge d'éducation thérapeutique pour enfants infirmes moteurs cérébraux (CBIMC).

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De VZW CBIMC komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van deze reis.

Het Gemeentebestuur van Etterbeek komt in geen geval tussenbeide als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de VZW CBIMC

De VZW CBIMC verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het Gemeentebestuur van Etterbeek wordt

overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het Gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, geeft de VZW CBIMC de bus terug in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels. Zij verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor haar rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de Gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de VZW CBIMC aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het Gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het Gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De VZW CBIMC moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de VZW CBIMC de nodige formaliteiten vervullen en het Gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de VZW CBIMC of een van haar leden dan neemt de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het Gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De VZW CBIMC is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het Gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder houdt het voertuig voor eigen rekening schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn voor rekening van de vervoerder.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

DEMANDE DU CENTRE CBIMC 7 JUIN 2018 BUS.pdf

Finances - Financiën

07.05.2018/A/0021 CPAS – Budget 2018 – Modification n° 1

Le conseil communal,

Attendu qu'en séance du 22 mars 2018, le Conseil de l'aide sociale a modifié le budget 2018 du Centre Public d'Aide Sociale d'Etterbeek suivant les directives de l'article 88 – paragraphe 2 – de la loi organique des centres publics d'aide sociale;

Attendu que cette modification budgétaire peut se résumer comme suit :

	Recettes	Dépenses	Solde
Budget initial	46.559.521,03	46.559.521,03	
Augmentation	1.986.459,69	3.463.709,69	- 1.477.250,00
Diminution	2.176.250,00	3.653.500,00	1.477.250,00
Résultat	46.369.730,72	46.369.730,72	

Soit avec une différence de :

NEANT

Attendu que cette modification budgétaire se clôture en équilibre sans que l'intervention communale change;

APPROUVE

La modification n°1 du budget pour 2018 du Centre Public d'Aide Sociale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 24 votes positifs, 5 abstentions.

Abstentions : Françoise Carton de Wiart, Gisèle Mandaila, Kathy Mottet, Christophe Gasia, Edoardo Traversa.

OCMW – Begroting 2018 – Wijziging nr 1

De gemeenteraad,

overwegende dat in zijn zitting van 22 maart 2018, de Raad voor Maatschappelijk Welzijn zijn begroting over 2018 gewijzigd heeft in overeenstemming met de bepalingen van artikel 88 – paragraaf 2 – van de organieke wet op de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

overwegende dat de vorenvernoemde begrotingswijziging als volgt kan worden samengevat:

	Ontvangsten	Uitgaven	Saldo
Oorspronkelijke begroting	46.559.521,03	46.559.521,03	
Verhoging	1.986.459,69	3.463.709,69	- 1.477.250,00
Vermindering	2.176.250,00	3.653.500,00	1.477.250,00
Resultaat	46.369.730,72	46.369.730,72	

hetzij met een verschil van:

NIHIL

overwegende dat de begrotingswijziging in evenwicht eindigt en dat de gewone gemeentelijke toelage niet veranderd ;

KEURT GOED

de begrotingswijziging nr.1 van 2018 van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 24 positieve stemmen, 5 onthoudingen.

Onthoudingen : Françoise Carton de Wiart, Gisèle Mandaila, Kathy Mottet, Christophe Gasia, Edoardo Traversa.

1 annexe / 1 bijlage

20180411083232433.pdf

Rachid Madrane quitte la séance / verlaat de zitting.

07.05.2018/A/0022 **Convention relative aux missions d'intérêt général entre les hôpitaux IRIS Sud (HIS) et la commune d'Etterbeek - année 2018**

Le conseil communal,

Vu le Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne, dont les articles 106 à 108 ;

Vu la Décision de la Commission du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ;

Vu la Communication de la Commission relative à l'application des règles de l'Union européenne en matière d'aides d'État aux compensations octroyées pour la prestation de services d'intérêt économique général ;

Vu la Loi organique des CPAS du 8 juillet 1976, dont l'article 57 § 4 et les Chapitre XII et XIIbis ;

Vu les Statuts de l'Association iris-Faïtière ;

Vu les Statuts de l'Association hospitalière HIS ;

Vu le Plan stratégique 2015-2018 des hôpitaux publics et universitaires bruxellois, approuvé le 28 janvier 2015 par le Conseil d'Administration d'iris ;

Vu que la présente convention s'inscrit dans la mise en œuvre du Plan stratégique 2015-2018 ;

Vu que la compensation visée à l'article 3 de la présente convention intervient sans préjudice de l'article 46 des Statuts de l'Association hospitalière HIS.

DECIDE

d'approuver la convention entre les hôpitaux Iris Sud et la commune d'Etterbeek, telle que reprise en annexe.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

Overeenkomst betreffende de opdrachten van algemeen nut tussen de Iris ziekenhuizen Zuid (IZZ) en de gemeente Etterbeek - jaar 2018

De gemeenteraad,

gelet op het Verdrag betreffende de Werking van de Europese Unie, waarvan de artikelen 106 tot 108;

gelet op de beslissing van de Commissie van 20 december 2011 met betrekking tot de toepassing van artikel 106, paragraaf 2, van het verdrag over de werking van de Europese Unie in verband met staatssteun in de vorm van compensatie van de openbare dienst, verleend aan bepaalde met het beheer van diensten van algemeen economisch belang belaste ondernemingen;

gelet op de Mededeling van de Commissie betreffende de toepassing van de regels van de Europese Unie inzake staatssteun op de compensaties toegekend voor het verlenen van diensten van algemeen economisch belang;

gelet op de organieke wet van 8 juli 1975 betreffende de OCMW's, waarvan artikel 57, § 4, en de Hoofdstukken XII en XIIbis;

gelet op de statuten van de koepelvereniging iris;

gelet op de statuten van de ziekenhuisvereniging IZZ;

gelet op het Strategisch Plan 2015-2018 voor de Brusselse openbare en universitaire ziekenhuizen, goedgekeurd op 28 januari 2015 door de Raad van Bestuur van iris;

gelet huidige overeenkomst past in de uitvoering van het Strategisch Plan 2015-2018;

gelet de compensatie bedoeld in artikel 3 van huidige overeenkomst geldt onverminderd artikel 46 van de statuten van de ziekenhuisvereniging IZZ.

BESLIST

de tekst van de overeenkomst tussen de ziekenhuizen IZZ en de gemeente Etterbeek zoals in bijlage goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

20180411083328668.pdf, 20180411083319919.pdf

PME et Classes moyennes - KMO's en Middenstand

07.05.2018/A/0023 **Règlement relatif à l'indemnisation forfaitaire des commerçants dont l'activité a été affectée de manière exceptionnelle par le chantier Beliris mené place Jourdan.**

Le Conseil communal,

Considérant que le chantier Beliris mené sur la place Jourdan affecte l'activité commerciale de la place ;

Considérant qu'une subvention pourrait éventuellement être attribuée par la Région de Bruxelles Capitale et que du budget disponible pourrait éventuellement être attribué, pour l'indemnisation des commerçants de la place Jourdan ;

Considérant que la commune de Jette a bénéficié d'une subvention de Bruxelles Capitale, pour les travaux place Reine Astrid en anticipation du régime d'indemnisation qui entrera en vigueur prochainement dans l'ensemble de la Région ;

Considérant que cette anticipation bénéficierait également à la Commune d'Etterbeek ;

Considérant que pour bénéficier d'une subvention régionale, la Commune de Jette a adopté un règlement communal spécifique ;

Considérant qu'il convient d'opérer de la même manière ici afin de solliciter la subvention régionale ;

DECIDE

D'adopter le règlement ci-dessous :

**RÈGLEMENT COMMUNAL RELATIF À L'INDEMNISATION FORFAITAIRE
DES COMMERCANTS DONT L'ACTIVITÉ A ÉTÉ AFFECTÉE DE MANIÈRE**

EXCEPTIONNELLE PAR LE CHANTIER BELIRIS MENÉ PLACE JOURDAN

Article 1 - Objet

Dans les limites d'une subvention octroyée à cet effet par la Région de Bruxelles-Capitale ainsi que du budget disponible, le Collège des bourgmestre et échevins peut attribuer l'indemnisation des commerçants dont l'activité a été affectée de manière exceptionnelle par le chantier Beliris mené place Jourdan.

Article 2 - Champ d'application et définitions

Il faut entendre par :

§1er. « Indemnisation forfaitaire des commerçants » : le montant forfaitaire de base fixé à l'article 3 et octroyé par la commune d'Etterbeek à titre d'indemnisation apportée à la suite de l'exécution de travaux publics dans le cadre du chantier Beliris mené place Jourdan.

§2. « Commerçants » :

Toute entreprise commerciale qui répond aux conditions cumulatives suivantes :

1° Présenter pour l'année 2017, un chiffre d'affaire annuel ou un total du bilan annuel qui ne dépasse pas deux millions d'euros ;

2° Avoir pour activité principale la vente directe de produits ou l'offre de services à des consommateurs ou à des petits utilisateurs, requérant avec les clients un contact direct et personnel qui a lieu, dans des circonstances normales, à l'intérieur d'un établissement bâti ;

§3. Seuls les commerçants dont le commerce est établi dans le périmètre tel que défini au §4 de la présente disposition pourront soumettre une demande d'octroi d'indemnisation. Pour les commerces exercés sous la forme de personne morale, le siège social doit en outre, être situé dans la Région de Bruxelles-Capitale ;

§4. « Périmètre de la zone impactée par le chantier Beliris mené place Jourdan » : espace géographique déterminé par le Collège des bourgmestre et échevins

Article 3 - Montant de l'indemnisation forfaitaire

Le montant de l'indemnisation forfaitaire est de :

-2.000 EUR pour un commerce occupant moins de 2 équivalents temps-plein ;

-2.350 EUR pour un commerce occupant entre 2 (y compris) et 5 équivalents temps-plein ;

-2.700 EUR pour un commerce occupant 5 ou plus équivalents temps-plein.

Les étudiants et intérimaires sont exclus dans le calcul des employés équivalents temps-plein.

Article 4 - Procédure

§1. La procédure administrative d'octroi de l'indemnisation est la suivante :

La demande relative au montant forfaitaire de base doit être introduite par un formulaire

officiel. Ces formulaires sont établis par la commune d'Etterbeek. Ils sont délivrés sur simple demande auprès de l'administration communale ou téléchargeables via le site internet communal <http://www.etterbeek.be>.

Cette demande doit être adressée par courrier recommandé à l'attention du Collège des Bourgmestre et Echevins (Avenue d'Auderghem, 115-117, 1040 Etterbeek), au plus tard 3 mois suivant l'entrée en vigueur du présent règlement.

§2. Toute demande incomplète doit, pour être prise en considération, être complétée dans les 15 jours calendrier de la demande écrite de l'administration. A défaut, la demande d'indemnisation ne sera pas prise en considération.

Article 5 - Décision et paiement

§1. Le Collège des Bourgmestre et Échevins analyse le bien-fondé de la demande. Le demandeur de l'indemnisation sera averti par courrier ou courriel de la décision.

§2. En cas de décision positive, l'indemnisation sera versée par la Commune d'Etterbeek sur le numéro de compte indiqué par le demandeur.

§3. Le Collège des Bourgmestre et Echevins est le seul compétent pour trancher tout litige relatif au non-octroi de cette prime.

Article 6 - Déclaration inexacte ou frauduleuse

Sans préjudice des dispositions du Code pénal, l'indemnisation versée en vertu du présent règlement doit être remboursée à la commune d'Etterbeek ainsi que les intérêts y afférents calculés au taux légal en vigueur à la date de la décision du recouvrement en cas de déclaration inexacte ou frauduleuse en vue de l'obtenir indûment

Article 7 - Entrée en vigueur

Le présent règlement entrera en vigueur à la date d'entrée en vigueur de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale octroyant une subvention à la Commune d'Etterbeek pour l'application du présent règlement.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
28 votants : 28 votes positifs.

Reglement betreffende de forfaitaire schadevergoeding voor de handelaars van wie de activiteit op uitzonderlijke wijze werd belemmerd door de bouwplaats van Beliris op het Jourdanplein

De gemeenteraad,

overwegende dat de bouwplaats van Beliris op het Jourdanplein de commerciële activiteiten van het plein belemmert;

overwegende dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest eventueel een subsidie zou kunnen toekennen en dat er eventueel beschikbaar budget zou kunnen toegekend worden voor de schadevergoeding voor de handelaars van het Jourdanplein;

overwegende dat de gemeente Jette een subsidie heeft gekregen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor de werkzaamheden op het Koning Astridplein

vooruitlopend op een schadevergoedingsregeling die binnenkort in werking treedt voor het volledige Gewest;

overwegende dat ook de gemeente Etterbeek zou genieten van die vervroeging;

overwegende dat de gemeente Jette een specifiek gemeentelijk reglement heeft goedgekeurd om te kunnen genieten van een gewestelijke subsidie;

overwegende dat het aangewezen is om hier op dezelfde manier te werk te gaan om de gewestelijke subsidie aan te vragen;

BESLIST

het onderstaande reglement goed te keuren:

GEMEENTELIJK REGLEMENT BETREFFENDE DE FORFAITAIRE SCHADEVERGOEDING VOOR DE HANDELAARS VAN WIE DE ACTIVITEIT OP UITZONDERLIJKE WIJZE WERD BELEMMERD DOOR DE BOUWPLAATS VAN BELIRIS OP HET JOURDANPLEIN

Artikel 1 – Voorwerp

Binnen de grenzen van een subsidie die daartoe toegekend wordt door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en binnen de grenzen van het beschikbare budget kan het college van burgemeester en schepenen een schadevergoeding toekennen aan de handelaars van wie de activiteit op uitzonderlijke wijze belemmerd werd door de bouwplaats van Beliris op het Jourdanplein.

Artikel 2 – Toepassingsveld en definities

Er wordt verstaan onder:

§ 1. “forfaitaire schadevergoeding voor de handelaars”: het forfaitaire basisbedrag dat vastgelegd wordt in artikel 3 en door de gemeente Etterbeek toegekend wordt als schadevergoeding naar aanleiding van de openbare werken in het kader van de bouwplaats van Beliris op het Jourdanplein.

§ 2. “handelaars”:

elke handelsonderneming die voldoet aan de volgende cumulatieve voorwaarden:

1° een jaarlijkse omzet of een jaarlijks balanstotaal voorleggen die niet hoger liggen dan twee miljoen euro voor het jaar 2017;

2° als hoofdactiviteit de rechtstreekse verkoop van producten of het verstrekken van diensten aan consumenten of kleine gebruikers hebben waarbij in normale omstandigheden een rechtstreeks en persoonlijk contact plaatsvindt met de klanten binnen een gebouw;

§ 3. Enkel de handelaars van wie de handelszaak gelegen is binnen de perimeter zoals die bepaald wordt in § 4. van onderhavige bepaling kunnen een aanvraag voor een schadevergoeding indienen. Voor handelszaken die opgericht zijn als rechtspersoon moet de maatschappelijke zetel bovendien in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gevestigd zijn;

§ 4. “perimeter van de zone die impact ondervindt van de bouwplaats van Beliris op het Jourdanplein”: geografische zone die bepaald wordt door het college van burgemeester en schepenen;

Artikel 3 – Bedrag van de forfaitaire schadevergoeding

Het bedrag van de forfaitaire schadevergoeding bedraagt:

- 2.000 euro voor een handelszaak die minder dan twee voltijdse equivalenten tewerkstelt;
 - 2.350 euro voor een handelszaak die tussen twee (inbegrepen) en vijf voltijdse equivalenten tewerkstelt;
 - 2.700 euro voor een handelszaak die vijf of meer voltijdse equivalenten tewerkstelt;
- Studenten en tijdelijke uitzendkrachten worden uitgesloten voor de berekening van het aantal voltijdse equivalenten.

Artikel 4 – Procedure

§ 1. De administratieve procedure voor de toekenning van de schadevergoeding is de volgende:

De aanvraag betreffende het forfaitaire basisbedrag wordt ingediend aan de hand van een officieel formulier. Dat formulier wordt opgesteld door de gemeente Etterbeek. Het wordt op aanvraag verstrekt door het gemeentebestuur of kan worden gedownload op de gemeentelijke website www.etterbeek.be.

De aanvraag wordt uiterlijk drie maanden na inwerkingtreding van onderhavig reglement per aangetekend schrijven gericht aan het college van burgemeester en schepenen (Oudergemlaan 115-117, 1040 Etterbeek).

§ 2. Om in aanmerking te worden genomen, moeten onvolledige aanvragen binnen vijftien kalenderdagen na de schriftelijke vraag van het bestuur vervolledigd worden. Zo niet, dan wordt de aanvraag niet in overweging genomen.

Artikel 5 – Beslissing en betaling

§ 1. Het college van burgemeester en schepenen analyseert de gegrondheid van de aanvraag. De aanvrager van de schadevergoeding wordt per brief of via e-mail op de hoogte gebracht van de beslissing.

§ 2. In geval van een positieve beslissing stort de gemeente Etterbeek de schadevergoeding op het rekeningnummer dat werd vermeld door de aanvrager.

§ 3. Het college van burgemeester en schepenen is als enige bevoegd om een beslissing te nemen over geschillen in verband met de niet-toekenning van deze premie.

Artikel 6 – Onjuiste of frauduleuze verklaring

Onverminderd de bepalingen van het Strafwetboek moet de schadevergoeding die gestort werd in het kader van onderhavig reglement terugbetaald worden aan de gemeente Etterbeek alsook de bijhorende interesten die berekend worden tegen de wettelijke rentevoet die geldt op de datum van de beslissing tot terugvordering in het geval van een onjuiste of frauduleuze verklaring met als doel om die schadevergoeding op onrechtmatige wijze te verkrijgen.

Artikel 7 – Inwerkingtreding

Onderhavig reglement treedt in werking op de datum van inwerkingtreding van het

besluit van de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot toekenning van een subsidie aan de gemeente Etterbeek voor de toepassing van onderhavig reglement.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

André du Bus entre en séance / treedt in zitting.

Cohésion sociale - Sociale Cohesie

07.05.2018/A/0024 Comptes 2016 et budget 2017 de l'asbl « Let's Play Together »

Le conseil communal,

Vu le décret relatif à la Cohésion sociale du 13 mai 2004 et ses arrêtés d'application ;

Vu les éléments d'attention communaux mis en avant par le secteur social portant notamment sur l'importance du vivre ensemble ;

Vu l'approbation du Collège du 03 mars 2016 et du conseil de 14 mars 2016 d'octroyer un montant de 10.800,00€ destinée à des projets visant à renforcer le vivre-ensemble sur la commune ;

Vu la concertation des associations soutenues sur les fonds Cohésion Sociale et FIPI et leur intérêt pour le projet ;

Vu l'approbation du Collège du 8 décembre et du Conseil du 19 décembre 2016 sur la convention entre l'asbl « Let's Play Together » et la Commune d'Etterbeek pour le projet « jeux et vivre-ensemble » ;

Considérant que l'asbl « Let's Play Together » bénéficie d'un subside d'un montant supérieur à 5000,00€ ;

Vu les comptes et le budget introduits par l'asbl précité ;

Vu la décision du Collège du 26/04/2018 d'autoriser la présentation de ce point lors du présent Conseil Communal ;

DECIDE

De prendre connaissance des comptes 2016 et du budget 2017 de l'asbl « Let's Play Together ».

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Rekeningen 2016 en begroting 2017 van de vzw "Let's Play Together"

De gemeenteraad,

gelet op het decreet van 13 mei 2004 met betrekking tot de sociale samenhang en de bijbehorende toepassingsb22/03esluiten;

gelet op de gemeentelijke aandachtspunten die aangehaald werden door de sociale sector betreffende het belang van het samenleven;

gelet op de goedkeuring van het college van 3 maart 2016 en de raad van 14 maart 2016 om een bedrag van € 10.800,00 toe te kennen aan projecten die tot doel hebben het samenleven in de gemeente te versterken;

gelet op het overleg met de verenigingen die gesteund worden door de fondsen voor sociale cohesie en FIM en hun belangstelling voor het project;

gelet op de goedkeuring van het college van 8 december en de raad van 19 december 2016 van de overeenkomst tussen de vzw “Let’s Play Together” en de gemeente Etterbeek voor het project “Jeux et vivre-ensemble”;

overwegende dat de vzw “Let’s Play Together” een subsidie krijgt van een bedrag van meer dan € 5000,00;

gelet op de rekeningen en de begroting die ingediend werden door voornoemde vzw;

gelet op de beslissing van het college van 26/04/2018 om dit punt voor te stellen op deze gemeenteraad;

BESLIST

kennis te nemen van de rekeningen 2016 en de begroting 2017 van de vzw “Let’s Play Together”.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

LPT_Comptes2016.pdf, LPT_Budget2017.pdf, LPT_Justificatif_Jeu et vivre ensemble.pdf, LPT_Rapport de gestion et de situation financière.pdf

Cultes et Laïcité - Erediensten en Laïciteit

07.05.2018/A/0025 **Culte Catholique - Fabrique d'Eglise Saint-Antoine de Padoua - Compte 2017**

Le Conseil communal,

Vu la délibération du Conseil de fabrique de l’Eglise St-Antoine de Padoue arrêtant son

compte pour l'exercice 2017.

Attendu que ce document se présente comme suit ;

<u>RECETTES</u>	Fabrique d'Eglise
ordinaires	€ 60.356,13
Extraordinaires €	44.256,25
total	€ 104.612,38

<u>DEPENSES</u>	
relatives au culte	€ 14.922,38
ordinaires	€ 47.490,81
extraordinaires	€ 18.100,00
total	€ 80.513,19

SOIT AVEC UN BONI DE : € 24.099,19

Vu le décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises :

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes :

Vu l'article 255, 9° de la loi communale :

DECIDE :

d'émettre un avis favorable à l'approbation du compte 2017 de l'Eglise Saint-Antoine de Padoue, compte tenu qu'il se clôture en boni sans intervention de la commune.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Katholieke Eredienst - Fabriek Van Kerk Sint Antonius van Padua - Rekening 2017

De Gemeenteraad,

Gelet op de beraadslaging van de Raad van de kerkfabriek van de kerk van St Antonius van Padua houdende vaststelling van zijn rekening over 2017:

Overwegende dat deze rekening de volgende inhoud heeft;

<u>ONTVANGSTENS</u>	Kerkfabriek
Gewone	€ 60.356,13
Buitengewone	€ 44.256,25
Totaal	€ 104.612,38

<u>UITGAVEN</u>	
betreffende de eredienst	€ 14.922,38
Gewone	€ 47.490,81
Buitengewone	€ 18.100,00
Totaal	€ 80.513,19

HETZIJ MET EEN BONI VAN

€ 24.099,19

Gelet op het dekreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken :

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke van de erediensten:

Gelet op het artikel 255, 9° van de gemeentewet:

BESLIST:

Een gunstig advies uit te brengen ter goedkeuring van de rekeningen over 2017 van de Kerk Sint Antonius van Padua aangezien dit zich afsluit met een boni zonder tussenkomst van de gemeente.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

20180419153404914.pdf, 20180419153622325.pdf

07.05.2018/A/0026 **Culte Catholique - Eglise Sainte-Gertrude - Budget 2018**

Le Conseil Communal,

Vu la délibération du Conseil de fabrique de l'Eglise Sainte-Gertrude arrêtant son budget pour 2018:

Attendu que ce document se présente comme suit :

RECETTES

ordinaires	€	28.518,11
extraordinaires	€	83.420,00
Total	€	111.938,11

DEPENSES

relatives au culte	€	5.620,00
ordinaires	€	19.198,11
extraordinaires	€	87.120,00
Total	€	111.938,11

SOIT EN EQUILIBRE :

Vu le décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises :

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes :

Vu l'article 155, 9° de la loi communale

DECIDE :

d'émettre un avis favorable à l'approbation du budget 2018 de l'Eglise Ste-Gertrude.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Katholieke Eredienst - Sint-Gertrudiskerk - Begroting 2018

De gemeenteraad,

Gelet op de beraadslaging van de Fabrieksraad van de Sint-Gertrudiskerk houdende vaststelling van zijn begroting over 2018

Overwegende dat dit document de volgende inhoud heeft :

ONTVANGSTEN

Gewone	€ 28.518,11
Buitengewone	€ 83.420,00
totaal	€ 111.938,11

UITGAVEN

betreffende de eredienst	€ 5.620,00
gewone	€ 19.198,11
buitengewone	€ 87.120,00
totaal	€ 111.938,11

HETZIJ IN EVENWICHT :

Gelet op het dekreet van 30 december 1809 ;

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke van de eredienst;

Gelet op artikel 155, 9° van de gemeentewet;

BESLIST :

een gunstig advies uit te brengen ter goedkeuring van de begroting over 2018 van de Sint-Gertrudiskerk.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

PME et Classes moyennes - KMO's en Middenstand

07.05.2018/A/0027 **Modification de la composition des membres du Conseil d'administration de l'ASBL « Entreprendre à Etterbeek »**

Le Conseil Communal ,

Considérant la proposition de soumettre au conseil communal une modification des membres du conseil d'administration de l'ASBL « Entreprendre à Etterbeek » ;

Vu que trois membres du conseil d'administration sont démissionnaires : M. Dominique Maes, M. Alexandre Petitjean et Mme Dominique Eyen ;

Considérant que nous proposons trois nominations : M. Prétat (comme trésorier), Mme Isabelle Steurbaut et M. Charlie Gordower ;

DECIDE

D'autoriser

1. La démission de : M. Dominique Maes, M. Alexandre Petitjean et Mme Dominique Eyen ;
2. La nomination de :M. Prétat (comme trésorier), Mme Isabelle Steurbaut et M. Charlie Gordower ;

Décision prise par scrutin secret. Le Conseil approuve le projet de délibération.

Votes :

M. PREAT : 27 oui - 2 abstentions

Mme STEURBAUT : 27 oui - 2 abstentions

M. GORDOWER : 27 oui - 2 abstentions

29 votants : 27 votes positifs, 2 abstentions.

Wijziging van de samenstelling van de leden van de raad van bestuur van de vzw “Ondernemen in Etterbeek”

De gemeenteraad,

Gelet op het voorstel om de gemeenteraad een wijziging van de leden van de raad van bestuur van de vzw “Ondernemen in Etterbeek” voor te leggen;

Overwegende dat drie leden van de raad van bestuur ontslag nemen: dhr. Dominique Maes, dhr. Alexandre Petitjean en mevr. Dominique Eyen;

Overwegende dat wij drie benoemingen voorstellen: dhr. Prétat (als penningmeester),

mevr. Isabelle Steurbaut en dhr. Charlie Gordower;

BESLIST

toestemming te geven voor

1. het ontslag van: dhr. Dominique Maes, dhr. Alexandre Petitjean en mevr. Dominique Eyen;
2. de benoeming van: dhr. Pr eat (als penningmeester), mevr. Isabelle Steurbaut en dhr. Charlie Gordower.

Besluit bij geheime stemming. De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

Stemmen :

dhr. PREAT : 27 ja-stemmen - 2 onthoudingen

mv STEURBAUT : 27 ja-stemmen - 2 onthoudingen

dhr. GORDOWER : 27 ja-stemmen - 2 onthoudingen

29 stemmers : 27 positieve stemmen, 2 onthoudingen.

1 annexe / 1 bijlage

démission ASBL entreprendre   Etterbeek.pdf

Levée de la séance   21:30

Opheffing van de zitting om 21:30

Le Secrétaire communal,
De gemeentesecretaris,

Le Bourgmestre-Président,
De burgemeester-voorzitter,

Christian Debaty

Vincent De Wolf